

# Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12811 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 6-LUNDI 7 AVRIL 1986

## NÉGOCIATIONS DIFFICILES ENTRE PARTENAIRES EUROPÉENS

### La politique économique de la nouvelle majorité devrait être favorisée par la dévaluation du franc

La discussion des ministres des finances de la CEE réunis à Oostmarsum aux Pays-Bas pour réajuster les parités des devises européennes - après le travail nocturne des experts du comité monétaire - apparaissait « serrée » le samedi 5 avril en fin de matinée. Plusieurs pays disaient ne pas comprendre la volonté de Paris de dévaluer et marquaient quelque réticence à suivre ce

mouvement. Le deutschemark pourrait cependant être réévalué de 3 % et le franc dévalué de 2 % selon un porte-parole néerlandais.

A Paris, la majorité met la dévaluation sur le compte de la politique menée par les socialistes, tandis que M. Fabius, ministre chargé du budget lors des trois précédents réajustements monétaires,

s'est empressé de qualifier cette opération « d'erreur », « de politique de petite facilité et de fuite en avant ». Le Parti communiste affirme que cette dévaluation va entraîner la poursuite de « la politique d'austérité pour les salaires ».

Le gouvernement estime pour sa part que sa politique de redressement économique devrait être favorisée par le réajustement monétaire.

par PAUL FABRA

Il aura donc suffi que la Banque de France et les autres banques centrales des pays du SME (Système monétaire européen) dans un mouvement sans précédent en pareilles circonstances (absence d'une spéculation véritablement effrénée, veille d'une réunion monétaire importante des ministres des finances européens) cessent d'intervenir pour que la fiction d'un franc solide face au deutschemark soit mise à nu.

Simple épisode, dira-t-on : si notre institut d'émission avait pris le parti de défendre la monnaie nationale, il y aurait sans doute laissé quelques plumes, mais il les aurait peut-être retrouvées dès le début de la semaine suivante, comme ce fut le cas le week-end précédent. Autrement dit, les autorités monétaires auraient-elles voulu prouver la nécessité de ce qu'elles avaient décidé déjà ?



Telle n'est pas, semble-t-il, l'interprétation que l'on doit donner aux événements de ces dernières quarante-huit heures qui vont très vraisemblablement conduire à un réajustement des parités monétaires au sein du SME. Il convient en effet d'exclure l'hypothèse du flottement, limité dans le temps, du franc. Cette solution ne correspond pas au souhait du gouvernement Chirac, même si elle pouvait présenter une certaine logique : comme on ne connaît pas encore « les mesures de redressement » que le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, entendent prendre, ne serait-il pas normal qu'on laisse, entre-temps, le franc fluctuer librement avant de déterminer l'ampleur de la dévaluation, qui doit être fonction de la politique future en matière de budget, de salaires, de crédit ?

Une chose est certaine : le gouvernement, à moins de renoncer par avance à toute mesure de portée significative pour améliorer en profondeur la situation économique et financière du pays, se devait d'amputer une nouvelle fois - décision douloureuse en soi - la valeur du franc.

Pendant le septennat de M. Giscard d'Estaing (mai 1974-mai 1981), le cours du deutschemark à Paris a été porté de 1,72 F à 2,35 F, ce qui correspond à une dévaluation de notre monnaie de l'ordre de 27 % (la valeur du franc était tombé à Francfort de 58 pfennigs à 42,5 pfennigs). A la faveur, si l'on peut dire, des trois dévaluations d'octobre 1981, de juin 1982 et de mars 1983, le cours du deutschemark était monté à Paris de 2,35 F à 3,06 F (soit un franc tombant de 42,5 à 32,6 pfennigs), ce qui correspond à une nouvelle dévaluation d'environ 23,3 %.

(Lire la suite page 12.)

Avec ce numéro

## LE MONDE AUJOURD'HUI

Vingt ans en 86

Jacques-Henri Lartigue ou la vie devant soi

### Action directe a perdu l'un de ses chefs

L'arrestation à Lyon, le 28 mars, d'André Olivier, l'un des fondateurs d'Action directe, est l'aboutissement d'une enquête commencée il y a un an.

PAGE 16

### Deux diplomates libyens expulsés

Ils ont été déclarés « persona non grata » à la suite d'une enquête de la DST sur de possibles attentats terroristes.

PAGE 16

### Trois millions de réfugiés afghans au Pakistan

Une hospitalité admirable mais soumise à rude épreuve.

PAGE 5

- Dates (2) • Etranger (3 à 5) • Politique (6 et 7) • Société (8)
- Culture (9) • Economie (12 et 13) • Programme des spectacles (10)
- Radio-télévision (11) • Mots croisés (8)
- Météorologie (11) • Carnet (8)

## La réforme de l'audiovisuel ou l'éternel retour

par CLAUDE SALES

On croit rêver. A peine le gouvernement de M. Chirac est-il installé qu'une nouvelle réforme de l'audiovisuel est en passe de devenir le grand spectacle offert aux Français. Voici M. Léotard, grand maître d'une loi « libérale » qui sera présentée dès le mois de mai. Voici M. Gouyou-Beauchamp, ancien porte-parole de l'Elysée sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, chargé de la pesuifier. Et voici l'éditorialiste du Figaro, Max Clos, qui s'interroge sur la nécessité... d'une « séparation ».

Il est vrai qu'il y a cinq ans, juste après l'élection de M. Mitterrand, les socialistes, sous la houlette de M. Fillioud, avaient donné l'exemple. Du jour au lendemain ou presque, des journalistes furent voués aux gémonies et d'autres promis à d'éclatantes promotions. Le tout dans un climat de procès d'intention où les requêtes et les plaidoiries relevaient autant de rivalités syndicales que de copinages ou d'inimitiés personnelles. En réalité, ni les uns ni les autres ne méritaient ces excès d'indignité ou ces surcroûts d'honneurs.

Après cette période folle, la loi de 1982 mit un peu d'ordre dans cette situation bouillonnante, avec la création de la Haute Autorité, qui, pour la première fois, établissait un réel écran entre le pouvoir politique et l'audiovisuel public. Rien sans doute n'est jamais parfait, mais tout le monde s'accorde, y compris à droite, à reconnaître que les neuf Seges ont joué un rôle déterminant dans le fonctionnement des sociétés de radio et de télévision : d'une certaine façon, les journalistes de ces entreprises devenaient enfin des journalistes comme les autres.

Certes, les derniers mois de la défunte législature n'ont pas toujours été très heureux. Et l'on comprend que les gouvernements d'aujourd'hui veulent remettre en cause des conceptions de service public accordées dans la hâte et la précipitation. Notamment pour la « 5 ». Mais faut-il pour autant bouleverser tout l'édifice ? A moins que l'audiovisuel ne soit justement de

ces secteurs où le changement est plus facile et plus payant qu'ailleurs.

L'ardeur libérale dont témoigne la nouvelle majorité est tout de même, dans ce domaine, assez récente. Et, paradoxalement, elle se situe dans la droite ligne de la politique des socialistes qui en auront plus fait en cinq ans que leurs prédécesseurs en presque un quart de siècle.

Un des drames de la télévision française est que son développement a coïncidé avec la naissance de la V<sup>e</sup> République et que les différents présidents en ont fait « leur chose ». Le général de Gaulle, de retour au pouvoir en 1958, n'était alors guère choqué par une presse plutôt favorable à l'opposition. Il avait laissé tomber un jour : « Peu importe, ils ont les journaux, moi j'ai la télé. » Georges Pompidou, après une courte libéralisation sous l'égide de Pierre Desgraupes, souhaita clairement que la télévision devint sans ambiguïté la « voix de la France ». M. Valéry Giscard d'Estaing était, malgré les apparences, du même avis. Au point que M. Chirac, à peine avait-il cessé d'être son premier ministre, provoqua la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'information.

Aussi y a-t-il quelque étrangeté à voir M. Gouyou-Beauchamp chargé d'une mission de réflexion sur la loi à venir qu'on nous promet libérale. Certains directeurs de l'information télévisée de l'époque où M. Gouyou-Beauchamp était à l'Elysée - qui n'étaient pas des hommes de gauche mais simplement des journalistes - se souviennent encore de son faible pour le dirigisme et les interventions directes auprès des rédactions.

Que la droite veuille poursuivre une « œuvre de libéralisation », très bien. A condition de ne pas laisser pendre au-dessus de la tête des journalistes et des gestionnaires du service public l'épée de Damoclès des changements de majorité. Ou bien il faut admettre que la réforme de l'audiovisuel est une de ces passions françaises qui se caractérisent d'abord par leur éternel retour.

## UN NOUVEAU REGARD DU VATICAN SUR L'ENGAGEMENT DE L'ÉGLISE

### Liberté chrétienne et libération

La Congrégation romaine pour la doctrine de la foi a rendu publique, le samedi 5 avril, une instruction consacrée à la liberté chrétienne et à la libération. (Lire page 8.) Ce document de soixante pages est plus nuancé que la précédente instruction.

C'est presque une encyclique sur la liberté qui vient de publier le Vatican. Ce texte, approuvé par le pape, est en effet plus ambitieux que le terme d'« instruction » le laisse entendre.

Née en Amérique latine dans les années 60, exportée dans d'autres pays du tiers-monde, la théologie de la libération est une lecture engagée de l'Évangile, selon laquelle l'Église doit se situer résolument aux côtés des opprimés. Ce courant théologique avait subi un coup d'arrêt dans une première instruction de la Congrégation datée du 3 septembre 1984. En termes sobres vifs, celle-ci avait dénoncé l'utilisation, d'une manière insuffisamment critique, de concepts empruntés à la doctrine marxiste.

Peu après, la convocation à Rome du théologien péruvien Gustavo Gutierrez et celle du franciscain brésilien Leonardo Boff (1) avaient accredité la thèse d'une campagne orchestrée contre une théologie novatrice cherchant à intégrer l'histoire de la souffrance des hommes et la force des pauvres dans un processus de « libération intégrale » de l'homme.

Comme pour compenser le fâcheux effet produit, surtout en Amérique latine, par son premier texte, la Congrégation pour la doctrine de la foi avait promis de rédiger un autre document, « mettant en évidence, d'une façon positive, les richesses du thème de la libération ».

C'est aujourd'hui chose faite. En un an, le ton a changé. A un langage de mise en garde, voire de procès, a succédé une réflexion de fond, d'une grande portée théologique, sur l'ampleur et les limites

de l'action de l'Église dans les changements sociaux. Elargissant la perspective, cette instruction sur la liberté chrétienne et la libération ne vise plus un continent et une recherche théologique en particulier, mais toutes les situations politiques, sociales et éthiques où la liberté de l'homme est en jeu.

La part prise par les chrétiens au renversement de deux dictatures, en Haïti et aux Philippines, justifie a posteriori l'existence d'une telle charte : elle récapitule, sous une forme dense et ramassée, tout l'enseignement de l'Église catholique, depuis le concile, sur l'engagement des chrétiens dans les luttes de libération, en faveur de la justice et des droits de l'homme.

Ce texte prend en compte, d'une manière nouvelle, une histoire dominée par la quête, étouffante et tragique, de l'homme vers sa liberté ici bas. Il dénonce la violence érigée en système de gouvernement, et affirme, comme sans doute jamais aucun texte romain ne l'avait fait jusque-là, que l'Église a une « mission libératrice » à remplir, fondée sur une « option privilégiée pour les pauvres ».

Cela n'empêche pas la Congrégation présidée par le cardinal Ratzinger d'insister sur les « ambiguïtés » des processus historiques de libération humaine. Face aux structures d'oppression nommément désignées (du « collectivisme » à la « sécurité nationale »), on fait appel aux « capacités spirituelles et morales de l'homme », à sa « conversion intérieure », plus qu'à la force historique des pauvres (2). Foyers de dynamisme de l'Église dans le tiers-monde, les communautés ecclésiales de base sont renvoyées à leur devoir de fidélité et les prêtres sont mis en garde contre toute intervention politique trop marquée.

L'Église fait siennes « la quête de la liberté et l'aspiration à la libération » de l'homme contemporain, affirme la Congrégation

pour la doctrine de la foi. Mais c'est en Dieu que « la liberté humaine prend sens et consistance ». La liberté n'est pas la licence : « Elle n'est pas liberté de faire n'importe quoi, elle est liberté pour le bien, en qui seul réside le bonheur... » De même ne faut-il pas se tromper sur la portée exacte de la « libération ». Ce n'est pas elle qui produit la liberté, elle ne peut qu'en assurer les conditions d'exercice : « L'homme devient libre pour autant qu'il accède à la connaissance du vrai et que celle-ci guide sa volonté ».

Enfin, comme le pape l'avait explicitement affirmé déjà pendant tout son voyage de janvier-février 1985 en Amérique latine, la meilleure réponse aux recherches théologiques sur la libération de l'homme se trouve dans... la doctrine sociale de l'Église : celle-ci comporte un code d'action pour lutter contre les injustices et écarter tout recours à la violence.

« La résistance passive » est proposée dans le document romain comme alternative au soulèvement armé.

Peut-on encore parler d'une collusion de l'Église catholique avec les pouvoirs conservateurs ? Ce nouveau document semble plutôt légitimer la contestation sociale et politique. Quelles que soient les prudences romaines, le soutien des Églises catholiques du tiers-monde aux luttes de libération, la parole donnée aux « sans-voix », apparaissent déjà comme des phénomènes irréversibles.

HENRI TINCO.

(1) Ce dernier avait été invité par Rome à se pas s'exprimer publiquement pendant un an, mais la sanction vient d'être levée à l'occasion de Pâques, un mois avant l'échéance (le Monde du 2 avril).

(2) La Force historique des pauvres est le titre du livre que Gustavo Gutierrez, père de la théologie de la libération, vient de faire paraître en français. Le Cerf, 240 pages, 125 F.

Cartier

BRACELET BAGUÉ, BOUCLES D'OREILLES FLS ALTERNES OR ET ACIER

23, place Vendôme, 42.60.30.90

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.



# Dates

## RENDEZ-VOUS

**Lundi 7 avril**  
- Tchad : Visite de M. A. Giraud, ministre de la défense. Journée mondiale de la santé.

**Mardi 8 avril**  
- Thaïlande : Visite du secrétaire américain à la défense, M. Weinberger.  
- Washington : Réunion des ministres des finances du groupe des Dix.  
- Japon : Présentation du programme de relance économique.

**Mercredi 9 avril**  
- Florence : Congrès du PCI.

**Jeu 10 avril**  
- Bonn : Visite du président sud-coréen.  
- Australie : Visite de M. Weinberger.

**Vendredi 11 avril**  
- Visite en France de Mgr Giamp, primat de Pologne.

**Samedi 12 avril**  
- Washington : Visite du premier ministre japonais M. Nakasone.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Télex MONDPAR 650572 F  
Téléphone : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fassin (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société : René de Broqueville, directeur général

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs de Le Monde », Société anonyme des lecteurs de Le Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, président.

Administrateur général : Bernard Weiss

Rédacteur en chef : Daniel Verne

Correspondant en chef : Claude Sala

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

POUR PAYS ÉTRANGERS

TAUX VOTE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnements qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 3 Dir.; Tunisie, 200 mt.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte d'Ivoire, 400 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 170 pes.; Grèce, 60 dr.; Irlande, 140 sh.; France, 98 p.; Italie, 2 000 L.; Liban, 6 000 D.L.; Luxembourg, 40 L.; Norvège, 11 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 120 pes.; Singapour, 450 F CFA; Suède, 11 kr.; Suisse, 1,20 F S.; Thaïlande, 10 baht.; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 mt.

## IL Y A QUARANTE ANS, L'AFFAIRE PETIOT

# Les vingt-six assassinats du « docteur Satan »

Le 4 avril 1946, au terme d'un procès qui s'était ouvert le 18 mars, la cour d'assises de la Seine condamnait à la peine de mort Marcel Petiot, docteur en médecine déclaré coupable de vingt-six assassinats. Le 25 mai suivant, cet arrêt était exécuté dans l'enceinte de la prison de la Santé. Ainsi s'achevait judiciairement une affaire exceptionnelle autant par la personnalité de celui qui lui donna son nom que par le climat dans lequel elle se développa et s'accomplit, c'est-à-dire l'Occupation. Considérés par la justice comme des crimes de droit commun, les assassinats reprochés à Marcel Petiot sont en effet inséparables de cette période, puisque les victimes en furent des hommes et des femmes qui, pour des raisons diverses, cherchaient tous alors à quitter la France et pensaient avoir trouvé en Marcel Petiot l'homme susceptible de leur apporter le salut. C'est assez dire ce que pouvait représenter en 1946 une affaire qui, pour avoir été comparée à l'affaire Landru, en différait par bien des points fondamentaux.

Certes, comme Landru, Marcel Petiot se montra à son procès un accusé combatif jusqu'à l'insolence, capable, d'un mot ou d'une réplique, de damer le pion à ses accusateurs. Mais sa défense était toute différente. Car s'il niait tout des assassinats retenus, non seulement il revendiquait les autres, mais se vantait d'en avoir perpétré une soixantaine au nom de la OOI Résistance et pour le compte d'un « groupe Flytox ». Bref, s'il avait tué, c'était toujours soit des Allemands, soit des collaborateurs. Son mobile était ainsi le seul patriotisme et non celui du lucre, retenu par l'accusation. En 1946, c'était la meilleure des défenses.

### « Un drôle de sourire »

Né le 17 janvier 1897 à Auxerre, fils d'un modeste fonctionnaire des PTT, Marcel Petiot, au moment de son procès, est un homme de quarante-neuf ans au passé étrange. Il a écrit un jour : « Si l'on veut n'être pas simplement un pion sur l'échiquier, il faut avoir tout connu, tout essayé. » Cette « connaissance systématique de tous les aspects de la vie », il s'est employé effectivement à la posséder. Combattant par devanement d'appel en 1916, il sera finalement réformé après une blessure au pied et un examen psychiatrique qui conclut, en 1919, à un « certain degré de déséquilibre mental ». Fut-il alors un habile simulateur ? N'a-t-il pas confié à un ami : « Quel bonheur de pouvoir dire merde aux gens sans même que ces crétins s'en rendent compte ? » En 1921, il passe facilement sa thèse de docteur en médecine et s'installe, en 1929, à Ville-neuve-sur-Yonne. Il y devient maire et même conseiller général. Dans cette petite ville, il est celui qui rend service, le « médecin des pauvres ».

En même temps, il intrigue et déroute autant qu'il attire. Une jeune fille enceinte, dont il fut l'amant, disparaît. On enquête sans résultat. Lui affecte l'indifférence. Une laiterie flambe, dont la propriétaire meurt dans l'incendie. On l'a vu près des bâtiments peu avant le sinistre. Enquête encore sans suite. En 1945, on se penchera de nouveau sur ces mystères sans les élucider. Moins grave mais singulier : Marcel Petiot, à cette même période, se voit reprocher un médicament vol d'électricité, qui entraînera sa révocation de maire. A-t-il de surcroît volé la croix du cimetière ?

Tel est l'homme qui, en 1933, quitte Ville-neuve-sur-Yonne pour venir s'installer à Paris, 66, rue Caumartin. Il est alors marié depuis 1927 et père d'un garçon qu'il a prénommé Gerhardt. A Paris, il lance une publicité tapageuse, se proclame promoteur de techniques médicales nouvelles. De nouveau, la clientèle est là. Pourtant, ceux qui l'approchent éprouvent des sentiments partagés. « Un drôle de type, dit-on, avec un drôle de sourire, qui fait un peu peur. » Un de ses amis observe : « Quand il rit, on dirait un homme qui fait naufrage. » Il gagne de l'argent. Et pourtant, le

4 avril 1936, il vole un livre dans une librairie. Les psychiatres l'examinent, relèvent un « délire d'invention », mais aucun autre trouble mental. « Il se trouve, écrivent les experts, dans la situation où il a été toute sa vie et où il se trouvera vraisemblablement toujours. »

En ces dernières années de l'avant-guerre, il ne paraît plus avoir d'attachement politique. Plus tard, on relèvera pourtant qu'en 1938 il connaissait un homme, Paul Clavié, qui devait devenir un auxiliaire de la Gestapo française de la rue Lauriston.

l'affaire soit classée. Cependant, à Auxerre, on arrête Maurice Petiot, frère de Marcel, et Nezodet, un ami fidèle. On retrouvera aussi dans la région tout un lot de valises qui avaient été enlevées de l'hôtel de la rue Lesueur. Ces valises qui, au procès, seront les pièces à conviction, avec les vêtements qui y restent.

Finalement, à force de patience et après la Libération, on arrivera à reconstituer, grâce à des témoignages, certains faits.

On retiendra ainsi que, le 2 janvier 1942, Joachim Guschinow, un fourreur voisin et client de Petiot,

férentes, avaient disparu en mars 1942 Jean-Marc Van Bever et Marthe Khaït, dont l'enquête fit apparaître qu'ils auraient été au courant de la délivrance par Marcel Petiot d'ordonnances de complaisance prescrivait des stupéfiants.

### « Prépare deux valises »

Le 12 mai 1943, c'est le docteur Braunberger qui rencontre Marcel Petiot. Il devait dire de lui à sa femme : « C'est un génie ou un fou. » Le 20 juin, il se rendait à un rendez-vous fixé par Petiot « au métro Etolles » pour se plus réparer. Parmi les valises saisies figurait la sienne, où restait une chemise, qui avait porté ses initiales, et un chapeau. Sa femme avait ensuite reçu une lettre : « J'ai failli être arrêté. Je suis à l'abri. Prépare deux valises avec ce qu'on a de plus précieux. » Ce sont ces victimes-là que Petiot refusa. Car il y en eut d'autres, dont il pouvait à coup sûr revendiquer la mort, s'agissant cette fois de membres de la Gestapo de la rue Lauriston. Pourquoi cherchaient-ils à fuir ? Étaient-ils en disgrâce auprès de Henri Lafont et Robert Bonny, leurs « patrons » ? En tout cas, ils avaient eu l'adresse de Petiot. C'était le cas d'Adrien Estébégu, de Joseph Pierroschi, candidats à la fuite avec leurs amies Gisèle Rasmy et Noëlle Lefèvre. Ce fut encore avec Georges Rocreux et François Albertini, accompagnés de trois prostituées.

Cependant, Marcel Petiot tient aussi pour de « sales Roches » les époux Basch, Stevens, Anspach et Wolff, que lui amène une femme aussi étrange que suspecte, Rudolpha Kahan, dont tout montre les liens avec la Gestapo de la rue Lauriston et contre laquelle une information sera ouverte après la Libération pour rester sans suite.

Telles étaient les victimes. D'autres auraient pu l'être, qui se méfièrent au dernier moment de ce docteur qui entendait leur administrer des piqûres « nécessaires pour pouvoir entrer en Amérique du Sud » et qui tenait tant à ce qu'ils emportent le maximum d'argent liquide.

Restait un mystère. Car Marcel Petiot fut effectivement arrêté par les Allemands, le 21 mai 1943. Il fut même torturé par eux et demeura huit mois à Fresnes. N'était-ce pas là la démonstration de son appartenance à la Résistance ? A vrai dire, l'occupant put nourrir à son endroit des soupçons, ayant eu vent de l'existence de ce « passeur » de juifs. Mais, dès lors qu'ils le relâchent, cela signifie bien qu'on ne le tient pas pour un ennemi. Il est, de plus, assez étrange qu'aucune perquisition allemande n'ait jamais été



ROUIL

La guerre de 1939, la capitulation de 1940, l'Occupation ne paraissent rien changer à ses habitudes. Mais voici qu'en septembre 1941 Marcel Petiot achète un hôtel particulier, 21, rue Lesueur, dans le quartier de l'Étoile. Il y fait procéder aussitôt à des aménagements singuliers. On surélève à sa demande les murs de la cour intérieure. Pour installer des appareils d'électrothérapie, il exige une pièce triangulaire et exigüe avec des murs très épais, doublés de liège. Il veut un trou dans la porte, six pignons. Tout cela est réalisé dans la partie arrière du bâtiment.

### Une fumée noire

Deux ans et demi plus tard, le 11 mars 1944, date capitale, l'affaire Petiot va commencer. Ce matin-là, des voisins s'inquiètent. Une fumée noire, âcre, pestilentielle, sort de la cheminée de l'hôtel, dont les portes sont closes. On va chercher deux gardiens de la paix et on leur donne le nom du propriétaire. Ils l'appellent par téléphone. Petiot répond : « Vous êtes entrés ? Non. Alors, ne touchez à rien, j'arrive. » Il arrive en effet à bicyclette. Mais déjà les pompiers, eux, ont pénétré. Et, dans le sous-sol, ils ont vu une chaudière avec un feu d'enfer, d'où sortent un bras, des crânes, Marcel Petiot ne vacille pas. Il dit dans un souffle : « C'est une affaire de Résistance. Vous êtes des patriotes, j'espère. »

Ils le sont. Petiot disparaît. La police judiciaire arrive. Le 13 mars, elle découvre une fosse remplie de cadavres que dévore la chaux vive. Une enquête commence, mais difficilement. Les autorités d'Occupation en sont informées. Elles interviennent auprès de Fernand Brinon, délégué du gouvernement de Vichy en zone Nord, pour que

## CORRESPONDANCE

### De Gaulle et l'OTAN

Le général (CR) Georges Grimal nous écrit à propos de l'article consacré au vingtième anniversaire de la sortie de la France de l'organisation militaire de l'OTAN.

L'article de monsieur l'ambassadeur Alghand ne va pas altérer l'image idéalisée que le public français garde du général. Les officiers, dont je suis, qui ont servi leur pays, par moments dirigés par de Gaulle, entre l'Afrique du Nord en 1942 et l'état-major des armées des années 60, sont amnésés à porter des jugements plus réservés.

Dès la fin de 1958 nous savions que de Gaulle allait retirer plus ou moins la France de l'OTAN. J'étais au Groupe permanent, au Pentagone, le numéro 2 de la délégation française lorsque le général Gédéon arriva pour remplacer le général Flauto (septembre 1958). Il était porteur d'une lettre du général de Gaulle au président Eisenhower ; c'était la proposition de directeur à trois. Il avait confié cette lettre au général Gédéon en l'accompagnant d'un commentaire suivant : « D'ailleurs, ils ne l'accepteront pas ! ». En officiers d'état-major avisés que nous étions, nous nous demandâmes : « Pourquoi diabole faire une proposition que l'on est sûr de voir écartée ? ». La réponse ne pouvait être que : se donner un prétexte pour...

Pour quoi ? Probablement pour prendre du retard par rapport à l'alliance, car nous avions vu de Gaulle opérer en Afrique du Nord et nous savions son hostilité viscérale aux Américains.

Cette demande de directeur à trois était incohérente pour plusieurs raisons : a) le directeur à trois, on l'avait dans la pratique sous forme du Groupe permanent, qui offrait toutes possibilités de négocier officiellement ou officieusement un accord à trois avant d'en saisir les autres nations ; b) on ne peut proposer à des nations souveraines un directeur politique sans contester leur indépendance ; c) le refus américain de contester leur indépendance allait servir de prétexte à la France pour en réclamer davantage : position diplomatique absurde.

Retenir en France en mars 1959 comme inspecteur des programmes et des fabrications pour les trois armées, je m'aperçus vite, par bien des petites choses que l'on perçoit dans le sursis de l'état-major, mais que le public ne voit pas, que de Gaulle préparait le départ de l'OTAN, et peut-être une politique de neutralité. La politique nucléaire, notamment, qui avait été initiée par Guy Mollet, n'allait pas être orientée vers la constitution d'une force européenne au sein de l'OTAN,

opérée à ce moment rue Lesueur. Il faut attendre le 31 octobre 1944 pour que Marcel Petiot, que la presse a déjà surnommé le « docteur Satan », disparu depuis le 11 mars, jour de l'incendie et des macabres découvertes, soit arrêté. Il est alors, à la faveur des confusions de l'époque, officier attaché à la sécurité militaire à la caserne de Reully, sous le nom de « capitaine Valéry ». On trouve sur lui 30 000 francs, un revolver, une carte des Milices patriotiques, une autre de l'association France-URSS et une troisième du Parti communiste, auquel il avait adhéré dix-huit jours plus tôt. On ne saura jamais où furent dissimulés l'argent et les biens des disparus.

### Un procès-spectacle

Le procès est un événement-spectacle. Marcel Petiot s'offre même le luxe, à certains moments, d'en paraître le metteur en scène. Pour autant, toutes les questions que pose ce dossier exceptionnel n'y trouvent pas réponse. « Pourquoi, écrit alors dans le Monde, le 21 mars 1946, Henry Magnan, contient-il certaines erreurs qui se dissipent en cours d'audience au premier examen ? Pourquoi contient-il aussi peu de précisions sur des points qu'il eût été aisé d'éclaircir ? En résumé, pourquoi éprouve-t-on constamment l'impression que, si les débats actuels ne peuvent progresser normalement, c'est parce qu'ils relèvent bien davantage d'un interrogatoire d'instruction, nécessitant à chaque instant enquête et controverses, que d'un interrogatoire d'audience, dont les questions précises ne devraient provoquer que des réponses facilement contrôlables ? »

De cette situation, Petiot tire tout le parti possible. Si son défenseur, qui était René Floriot, en fait autant, avec le concours de collaborateurs qui depuis ont fait leur chemin, tels un Pierre Jacques ou un Charles Libman, ils n'ont l'un et l'autre qu'un véritable adversaire. C'est Pierre Véron, au banc de la partie civile. Pour la simple raison que M<sup>re</sup> Véron, dans cette affaire, est le seul à avoir vécu la Résistance et à pouvoir ainsi empêcher l'imposture de prospérer.

JEAN-MARC THÉOLÉRYE.

### A LIRE

L'Affaire Petiot, de Jacques Perry et Jane Chabert, Gallimard, 1957 ; Les Grands Procès d'assises, de Marcel Montaron, éd. Pléiade, 1967 ; L'Affaire Petiot, de Jean-François Davoine, Ramsay, 1980 ; La Myriade Petiot, de Marcel Julian, éd. Europe 1, 1980.

Handwritten text in a box: "سكينة الحلو"







# tranger

## BELGIQUE

### Mon royaume pour un coq !

On peut passer en Flandre un dimanche animé. Le combat de coqs, pratique immémoriale, est encore pimenté par la peur du gendarme. Et la cruauté du spectacle ne semble pas en détourner les amateurs...

#### De notre correspondant

Zepperen. - Un dimanche comme les autres dans le Limbourg, à 100 km de Bruxelles. Les rayons de soleil sont encore trop timides pour encourager à la promenade. Alors, aussitôt sorti de la messe, chacun est rentré frileusement chez soi, dans ces intérieurs flamands propres et douillet. L'après-midi se passera en famille devant la télévision, à manger des tartes au sucre et à boire des petits verres de genièvre, des « wet-ke ».

Sur la grand-route, à la sortie du bourg, on note pourtant une agitation bizarre. Des voitures passent et repassent, quelques piétons tournent en rond, l'air faussement détaché. Un peu plus haut, dans une clairière, une vingtaine de personnes attendent, calfeutrées dans leurs automobiles. « C'est là ! », me dit mystérieusement mon guide, Albert F., « ça va commencer dans quelques minutes. Mais d'abord il faut être sûr que les gendarmes ne nous ont pas suivis ». Pour patienter, il sort deux verres et une bouteille de genièvre. « Les voilà ! ». De la ferme voisine arrivent deux jeunes gens - au galop au cas où les gendarmes surgiraient - portant dans leurs bras deux magnifiques coqs. On quitte

alors les voitures pour s'installer autour d'un petit enclos entouré d'un grillage. Les paysans flamands aux visages rudes, emmitouffés dans de longues parkas, les pieds dans des sabots de bois ou de grandes bottes en caoutchouc, roulant leurs cigarettes et crachant par terre, me regardent d'un air soupçonneux. « S'ils vous parlent, me dit Albert, dites que vous êtes venu de Paris et que vous êtes un connaisseur. Et si les gendarmes arrivent, ne vous affolez pas, faites semblant de vous promener ». On fixe des pointes acérées d'acier aux ergots des deux coqs, qui sont placés dans

moments. A petits coups de bec incisifs, comme s'il picorait, le noir est tout simplement en train de le tuer. En prenant son temps. En choisissant ses morceaux : un œil, par exemple. Le rouge agonise. Il finira bien en waterzool. Le noir se pavane. Son propriétaire, aussi fier que lui, le ramène à la ferme.

Retour à la voiture en attendant le deuxième combat. Wet-ke. « Pas bons, ces coqs, commente Albert, ils n'avaient pas le jeu dans leur sang. Ils étaient mous ». Deux femmes blondes sortent de la voiture voisine. « Celles là, murmure Albert avec un rien de mépris, elles ne sont pas venues pour le sport mais pour la banque russe ». En effet, tout près de l'enclos, un homme a étalé un jeu de cartes sur une caisse en bois, et les parieurs commencent à miser en plaçant des billets pliés en quatre sur la carte de leurs choix. S'ils gagnent, ils prendront bien soin de déplier les billets. « Ici, dans un magasin, celui qui sort des billets pliés de son portefeuille perd sa réputation : c'est un joueur de banque ! », me glisse Albert, qui, méprisant ou non, risque 500 francs sur une carte.

#### La banque russe

Autant le dire tout de suite : c'est bête, un coq ! Bête, précocté et cruel. Ces deux-là, après avoir fait semblant de s'ignorer, se livrent à une course échevelée autour de l'enclos. Impossible de savoir lequel poursuivra l'autre. Soudain, c'est la première attaque. Le « noir » se lance sur le « rouge » et d'un coup de pointe lui lacère une aile. Le sang gèle. Les spectateurs jubilent et commencent à parler. « 500 F (75 FF) sur le rouge ! », lance mon voisin. Il s'explique : « Il a peut-être l'aile cassée, mais il est le plus fort : regarde ces pattes ! ». Jopine, en connaisseur. « Ton coq, lance un paysan dans un flamand guttural, il n'est même pas bon pour un waterzool ! ». Le waterzool, sorte de poule au pot, est une des spécialités culinaires de la Belgique. Le rouge a peut-être des pattes solides mais il est en train de passer de bien mauvais

eux, continuent leur danse macabre. Yeux crevés, ailes brisées, chairs déchirées, pattes cassées... Tous ne meurent pas. Si un coq reste deux minutes couché il a perdu mais garde la vie sauve. Si faire se peut, il sera soigné et combattru de nouveau. Il a perdu un œil ? Qu'à cela ne tienne. Au prochain combat il affrontera un autre borge ! Vers dix-sept heures, le patron de la banque russe range ses cartes, le grillage est retiré, les spectateurs rentrent chez eux. Dans la clairière vide ne demeurent que quelques taches de sang et quelques plumes. Demain, autre séance.

Albert, qui a gagné son dernier pari, est de bonne humeur. Wet-ke ! Il tient à me montrer ses coqs. « Aujourd'hui, les miens auraient tous gagné ». Derrière son magasin, un grand jardin où esquettent des dizaines de poules. Les coqs, bien entendu, sont séparés les uns des autres, stoon, ils s'entretraient.

Comment obtient-on un coq de combat ? « Il faut mélanger les sangs, répond Albert, celui-là par exemple c'est un croisement de français et de japonais ».

Les Nippons, en effet, ne se contentent pas d'envahir l'Europe avec leurs voitures ou leurs calculatrices. Voilà maintenant qu'ils « font » dans le coq ! Mais - foi d'Albert - le Vieux Continent résiste vaillamment. J'apprends ainsi que les coqs japonais sont rapides mais pas solides et les Français précis mais trop vite fatigués. « Comme Bernard Hinault », ajoute Albert, qui est très fier de n'avoir jamais dopé ses coqs.



Juste un peu d'ail pour le sang.

Et puis, ajoute son épouse qui nous a rejoints, les coqs drogués, on ne peut plus les manger. Sa spécialité ? Une recette à base de champignons et de cognac. Mais Albert ne mange jamais ses coqs.

sont excités avant le match, et le combat ne dure que quelques minutes. C'est pas bien ; il faut laisser faire le sang !

Autre fierté d'Albert : il n'a jamais été « pris » par les gendarmes. « Je les connais tous. Il y en a même un qui vient regarder les combats ». La première amende coûte 2 000 F (300 FF). Les récidivistes peuvent payer jusqu'à 200 000 F belges. C'est la Société protectrice des animaux qui prévient les autorités et qui porte plainte. « Tout ça, c'est de la politique ! », commente Albert. A cause de la banque russe, il y a de plus en plus d'argent en jeu. Alors des clans se sont formés. Ce sont eux qui avertissent les amis des animaux pour couler leurs adversaires. « Satanée banque russe ! Un « mal nécessaire », selon Albert.

#### « De Gaulle » autorisé !

Son premier combattant il l'a acheté à neuf ans. Avec son frère, ils lui avaient consacré toutes leurs économies. Las ! Le coq est mort dès son premier combat. « Quand j'étais enfant, tous les lundis matins l'instituteur nous rassemblait autour du poêle et nous racontait les combats du dimanche. Le grand-père de mon grand-père était déjà un amateur ». Albert évoque avec nostalgie cette époque où les combats pouvaient se dérouler au grand jour.

C'est la reine Elisabeth, la grand-mère du roi Baudouin, qui a décidé l'interdiction. « De Gaulle, lui, les a autorisés dans le nord de la France parce que sa famille aimait cela, précise Albert, mais en France les coqs

Mais pourquoi une telle passion du jeu dans cette région ? Mystère qui se perd dans la nuit des temps. On raconte qu'en 1200, le baron de Zepperen avait perdu, aux cartes, jusqu'au sceau de la Cité ! Le sang, encore le sang !

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## CHINE

### Visite au cheval blanc de Mao

Cette petite ville fut le haut lieu du culte de la personnalité maoïste. But de pèlerinages extasiés, elle n'est plus, après que Mao ait recouvré sa « juste place », qu'un site historique de la révolution.

#### De notre correspondant

Yanan. - Cette année voit, entre autres célébrations, celle du cinquantième anniversaire de l'entrée à Yanan des communistes. Au début de mars, le grand cinéma de la ville qui allait devenir pour des décennies la Mecque du maoïsme jouait Superman. Dans la capitale du Grand Timonier, cela suffit à démontrer que, même ici, la boucle est bouclée.

Sur les 350 kilomètres de la route qui vient de Xian, et qu'ont suivie des millions de pèlerins et de gardes rouges, on trouve certes des slogans presque tous les kilomètres, mais ils exaltent... la prudence au volant... Aujourd'hui, Yanan est devenue une ville de province assoupie, un gros bourg rural qui a grandi trop vite et qui flotte désormais dans des vêtements trop amples.

#### Le train fantôme

Certes, elle reste le symbole de la lutte contre le Kuomintang et l'envahisseur japonais, elle est à la fois le Londres et le plateau des Glières de la résistance communiste. C'est ici que Mao, « mais aussi son équipe », nous dit-on aujourd'hui avec insistance, mit au point la bible, l'idéologie du régime, à laquelle on se réfère toujours même si elle a été épurée. Ici, l'histoire paraît figée, et la ville semble toujours regarder vers le passé, alors que le pays se tourne, lui, vers l'avenir.

Pourtant, Yanan est un peu comme Lourdes si Bernadette avait été retirée du calendrier par

une bulle papale : on y regrette les beaux jours où la ville avait les honneurs de la presse, où les visiteurs se pressaient par centaines de milliers. Les « hôtes étrangers » étaient alors invités à se rendre en pèlerinage à la grotte où vécut le président Mao pendant plusieurs années. Elle a été transformée en musée, et les apparitions ne sont plus de mise. L'aéroport semble lui aussi trop vaste pour les deux vols du coucou à hélices brinquebalant qui relie la ville à Xian et à Pékin. Cyclistes et charrettes circulent sur la piste, se garant quelques instants sur l'herbe si l'avion arrive. « Avant, nous avions trois liaisons hebdomadaires avec Pékin », nous dit le responsable local des relations extérieures, qui espère une meilleure desserte de sa ville. Il faut actuellement plus de dix heures de bus, sur une route parfois difficile, pour venir de Xian. Et le train ? Lorsque nous demandons quand les travaux de la ligne Xian-Yanan ont commencé, nos interlocuteurs ont un rire gêné. C'était en 1970, en pleine révolution culturelle. Un débat s'ouvrit bientôt autour de ce projet, considéré comme plus « politique » qu'économique. Au rythme de la lutte de pouvoir et des soubresauts que connaissait le pays à l'époque, les travaux connurent une valse-hésitation : parfois poursuivis, parfois interrompus, ils furent définitivement stoppés après la chute de la « bande des quatre ». A ce moment, bon nombre d'ouvrages d'art et une grande partie du ballast étaient achevés.

En 1985, la décision a été prise de reprendre les travaux et d'achever la ligne avant 1990, afin de désenclaver la région, productrice de charbon et de pétrole. Tout le long de la route, l'impression est surprenante : on voit des tunnels ou des ponts qui ne mènent nulle part, des ballasts qui s'arrêtent devant une paroi rocheuse, s'effritent sous la pluie, se fendent de crevasses. La végétation s'y accroche, et parfois des

paysans ont profité de l'aubaine de cette surface plane pour y planter ou même y bâtir.

Pour les quelques deux cent mille Chinois et cinq cents étrangers qui viennent encore ici chaque année, M. Mi Shitong, conservateur du musée révolutionnaire où sont regroupés les principaux souvenirs de l'époque héroïque - armes, documents, mais aussi le cheval blanc empaillé de Mao, - tente, pour sa part, d'adopter, après les bouleverse-

ment depuis plus d'un an, dans des articles de presse, une image plus « objective » de l'homme dont l'avion s'écrasa en Mongolie. Ils reconnaissent ses mérites lors des « guerres révolutionnaires », et il fera à nouveau partie de la biographie des « dix grands maréchaux » qui doit être publiée bientôt. « L'histoire est une science », précise M. Mi, mais une science difficile : « Beaucoup de vieux cadres et de dirigeants viennent ici. Chacun a son opinion sur cette époque et voudrait qu'on la prenne en considération... »

Les pressions ont dû être dures. « Il y a eu des articles pour attaquer Dong Fanghong », auteur de L'Orient est rouge (chanson révolutionnaire à l'éloge de Mao - NDLR), en 1972. « On disait que c'était un chami superstitieux », raconte M. Mi. Ici, les gens ont refusé de changer d'avis. Ils ont répondu que c'était une chanson du nord de la province de Shaanxi, et que ce n'était pas leur affaire si les autres avaient exagéré et s'étaient livrés à de l'idolâtrie. Pourtant, se souvient un paysan, vétéran de la résistance, on chantait : « Au Shaanxi est arrivé Mao Zedong... en avion. »



FRANCHINI.

ments qu'a connus le pays en un demi-siècle, une attitude scientifique. « Ici, tout le monde connaît la véritable histoire, on ne peut pas trop exagérer. Mon point de vue n'a pas changé. Il existe un consensus national sur cette époque historique de l'histoire de la Chine. »

Pourtant le métier de notre interlocuteur peut devenir délicat quand le pouvoir en place se met en tête de réécrire la presse. « Pendant la révolution culturelle, dit M. Mi, on a exagéré dans un sens

héros hors du commun. La remise en ordre de la photothèque date d'une visite de Zhou Enlai en 1973. « Ça ne va pas de faire des chassés comme ça », avait-il dit, en voyant comment on jonglait avec les clichés pour suivre la ligne politique.

Pourtant, M. Mi n'est pas encore satisfait. Il envisage d'exposer à nouveau des photos de Lin Biao. Se conformant au slogan à la mode : « Chercher la vérité dans les faits », certains vieux responsables militaires don-

ne pas plus d'un an, dans des articles de presse, une image plus « objective » de l'homme dont l'avion s'écrasa en Mongolie. Ils reconnaissent ses mérites lors des « guerres révolutionnaires », et il fera à nouveau partie de la biographie des « dix grands maréchaux » qui doit être publiée bientôt. « L'histoire est une science », précise M. Mi, mais une science difficile : « Beaucoup de vieux cadres et de dirigeants viennent ici. Chacun a son opinion sur cette époque et voudrait qu'on la prenne en considération... »

#### L'église du comité central

A la recherche d'un témoin de l'époque héroïque, nous avons été dirigés d'office vers un brave paysan à la retraite, pour apprendre de sa bouche que, après avoir pris le fusil dans la montagne en 1947, il était entré « dans la sécurité » avant de devenir responsable du parti et de l'administration dans son village, Zaoyuan, le « jardin des jububes ». C'est là que se réfugia Mao et son état-major dans les années 40. « J'avais huit ans quand le village a été libéré. Dans mon imagination, les soldats de l'armée rouge étaient formidables. C'étaient des gens en fer, invulnérables aux balles. Quand ils sont arrivés, on a vu qu'ils

étaient habillés comme tout le monde, que ce n'était pas des divinités. »

Le vieux Lei Zhifu, qui vit dans l'une des habitations typiques de la région, moitié maison, moitié grotte, est plein de souvenirs de l'époque. Il a vu Mao, Zhou Enlai et Jiang Qing. « J'avais entendu dire qu'elle existait, mais elle n'apparaissait pas en public avec lui. » Il colle au mur une série de vieilles photos, dont une, prise avec Zhou Enlai en 1973. « Il était en visite avec le premier ministre vietnamien Pham Van Dong », explique-t-il. Signe des temps sans doute, M. Dong n'est pas sur la photo alors que M. Lei en possède une autre avec le prince Sihanouk. C'était l'époque où toutes les personnalités étrangères étaient conduites cérémonieusement à Yanan où, curieusement, Mao ne remit jamais les pieds une fois qu'il eut pris le pouvoir...

En cinquante ans, la ville s'est quand même développée, à l'ombre de la pagode Tang qui la surplombe. Elle compte des usines, des hôtels - de catégorie indéfinissable - et de nombreux « sites révolutionnaires » : église catholique désaffectée, qui servit à l'un des plénums du PCC, « grotte des dix mille bouddhas », qui abrita les imprimeries clandestines et à laquelle on a redonné son aspect d'antan, salle où se réunirent le congrès du PCC, qui fut détruite par le Kuomintang et reconstruite après pour ne jamais plus servir... Les autorités locales, conscientes que le tourisme militant risque fort de ne plus jamais être ce qu'il était, s'efforcent de développer l'économie, qui reste bien en retard sur les réformes promulguées par Pékin. On tente aussi de trouver d'autres ressources touristiques, et l'on exploite une source minérale dont on nous dit, citant des « experts français », qu'elle aurait les propriétés de l'eau de Vichy.

PATRICE DE BEER.



TROIS MILLIONS DE RÉFUGIÉS AFGHANS AU PAKISTAN

Une hospitalité admirable, mais soumise à rude épreuve.

De notre envoyé spécial

Mohammad-Khel (Belouchistan). - Le vieil homme a grande allure, avec son large turban blanc et sa longue barbe. Il y a trois ans, il s'est réfugié ici avec onze membres de sa famille. Ses deux aînés sont des moudjahidins et se battent de l'autre côté de la frontière. D'une voix forte, après avoir exalté la « guerre sainte » - « jusqu'au dernier de nos fils » - il débite devant l'administrateur pakistanais un peu agacé la litanie habituelle des doléances des réfugiés afghans : rations insuffisantes, manque d'installations pour commercer ou exercer un petit métier. Et pourtant...

Situés à quelque 80 kilomètres au sud-ouest de Quetta, capitale du Belouchistan pakistanais, et à proximité de la frontière afghane, les cinq camps de réfugiés de Mohammad-Khel, étalés sur plusieurs kilomètres, semblent des villages incrustés dans un paysage de terres arides que surplombent des chaînes de montagnes sans un pouce de végétation. Il y a bien, au détour d'un mur, quelques tentes qui abritent de nouveaux arrivants. Mais les murs de boue séchée, qui entourent les habitations se confondent avec la terre dont ils sont faits. Le bazar est animé et bien approvisionné. A s'y méprendre.

La circulation des armes

Aux alentours, des enfants jouent, profitant d'un soleil qui annonce la brutale transition entre un hiver glacial et un été torride. Des ânes rentrent au camp chargés d'épaveux utilisés pour la cuisson des aliments, tandis qu'un peu plus loin la queue se forme autour des bidons de kérosène à l'heure de la distribution. Comme partout ailleurs, des vieux, sembleraient dans leurs couvertures, vivent tranquillement au soleil. Tout cela donne une impression de douce torpeur campagnarde, et l'on devine mal que ces gens travaillent et bataillent, qui ont tout perdu chez eux, attendent, parfois depuis des années, leur retour au bercail, pour lequel leurs fils et oncles luttent de l'autre côté de la frontière.

« Ici, explique M. Abdul Raouf, délégué local et fraîchement nommé du Commissariat pakistanais aux réfugiés, le climat est très rude, et les tentes ne protègent ni du soleil hivernal ni des vents glacials en hiver. Nous fournissons donc aux réfugiés les charpentes pour qu'ils construisent leurs habitations. Ce qui explique l'allure de village de casernes. » Dans chaque camp, un générateur pompe l'eau en quantité réduite dans deux puits. Ecoles et dispensaires semblent fonctionner assez bien. Les petites mosquées de rigueur complètent le paysage.

Mohammad-Khel regroupe environ soixante-dix mille des trois millions d'Afghans réfugiés au Pakistan. Ce chiffre prête à controverse car les réfugiés ne sont pas recensés aux points d'entrée dans le

Le département d'Etat américain a accueilli favorablement, vendredi 4 avril, l'annonce d'une reprise, le 5 mai à Genève, des « pourparlers indirects » entre Kaboul et Islamabad sous l'égide de l'ONU pour tenter de mettre fin au conflit afghan. M. Michael Armacost, sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires asiatiques, a rencontré, à ce propos, M. Cordova, médiateur des Nations unies, qui l'a informé des derniers développements des négociations. Entre-temps, à Proccession d'une visite de camps de réfugiés afghans au Pakistan, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a demandé vendredi aux Soviétiques de mettre fin à leur « occupation » de l'Afghanistan.



de l'Ouest ont accueilli le plus souvent à bras ouverts les réfugiés afghans, dont le gros afflux a eu lieu entre 1980 et 1984. Depuis, les arrivées sont nettement moins nombreuses - notamment parce que les provinces frontalières se sont vidées de leur population rurale. Les entrées ne se comptent plus, ces temps-ci, que par milliers chaque mois. « En 1984 et 1985, il a dû y avoir environ cent mille nouveaux réfugiés par an dans la province, et nous tablons, mais c'est un calcul bien risqué, sur une moyenne mensuelle de six mille arrivées en 1986 », estime M. Barry Rigby, délégué du HCR (Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU) à Peshawar.

Pourtant, quelles que soient l'hospitalité et les sympathies des Pakistanais, une situation qui dure depuis plus de six ans pose des problèmes. Le long de la frontière afghane se trouvent plusieurs « agences tribales » pakistanaises - zones autonomes gérées par des chefs de clans et de tribus - et, dans l'une d'elles, celle de Kurram, les réfugiés (trois cent cinquante mille) sont plus nombreux que les habitants. C'est d'ailleurs à Kurram que les incidents frontaliers sont les plus fréquents. Dans cette région reculée, où se situeraient plusieurs camps d'entraînement de moudjahidins, la situation est pratiquement incontrôlable.

« Dans plusieurs endroits, il y a effectivement un problème de saturation », juge, à Islamabad, M. Jean Amunategui, un Basque français qui

gère le programme du HCR au Pakistan. Pour décongestionner les zones frontalières, plus de cent mille Afghans ont été installés dans des camps au Pendjab, non sans peine, car ils ne souhaitent pas s'éloigner de la frontière. La saturation est tout aussi sensible dans le Belouchistan : un demi-million de réfugiés y réside, alors que la population de la province s'élève à trois millions d'habitants seulement.

Une quarantaine d'organisations, gouvernementales et étrangères participent à l'assistance fournie aux réfugiés. Pour sa part, le HCR gère un programme de quelque 50 millions de dollars par an, contre plus de 100 millions au début de l'afflux, quand il a fallu installer tout ce monde. Plus de deux millions de personnes bénéficient des différents programmes d'aide. « Les réfugiés ont détruit le peu de forêts que nous avions dans la région », déplore M. Saïd Azhar, un ancien chef de brigade qui dirige la Commission pakistanaise pour les réfugiés afghans, avant d'ajouter : « Mais nous n'avons pas à nous plaindre ; il n'y a eu ni disette ni épidémies, et, jusqu'ici, les frictions avec la population locale demeurent minimes. »

« Hier et aujourd'hui »

A Camp-Hawaï, qui est installé sur des terrains perdus à 60 kilomètres de Peshawar et regroupe quelque trente-cinq mille réfugiés, les conditions de vie sont moins satisfaisantes qu'à Mohammad-Khel. On y voit beaucoup de tentes, abris inconfortables même dans cette vallée bien verte, arrosée et au climat relativement agréable. Les enfants sont souvent crasseux, l'eau manque, et plus qu'ailleurs les gens se plaignent de ne pas toucher de rations alimentaires faute d'avoir été recensés. « Je n'ose pas me montrer sous la tente car les petits réclament chaque fois à manger », dit un chef de clan, arrivé il y a six mois. Il conserve précieusement des photos de sa vaste maison en Afghanistan. « Ils l'ont détruite », dit-il en montrant les débris d'une tente avec deux lits pour tout mobilier. « Hier et aujourd'hui », soupire-t-il avec un pauvre sourire.

L'ouest du Pakistan accueille la plus grosse masse de réfugiés. Le long de la frontière tout ce qui est perméable, les armes circulent presque librement. Dans de telles conditions, le calme, même relatif, qui prévaut dans cette région est un sujet permanent d'étonnement. Tout se passe comme si, sur les anciennes grandes routes de passage, d'invasions et de contrebande, chacun connaissait sa place et respectait les règles d'un jeu séculaire. Mais, au cœur du bazar de Peshawar, il y a quelques jours, une explosion a détruit l'échoppe d'un Afghani, tuant quatre personnes. Règlement de comptes ou provocation de l'autre camp, celui de Kaboul ? Les gens s'interrogent et se demandent si l'harmonie qui a prévalu jusqu'ici peut être éternelle.

JEAN-CLAUDE POMONTI

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Violentes critiques contre l'évêque Tutu

L'appel lancé le 2 avril par l'évêque anglican Desmond Tutu en faveur de sanctions économiques contre Pretoria a été bien accueilli par les organisations noires anti-apartheid, suscitant, en revanche, de vives critiques de la part de la presse gouvernementale. La télévision sud-africaine a ainsi estimé, vendredi 4 avril, que le prix Nobel de la paix s'était « engagé encore plus étroitement avec les forces de la révolution ». Après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne a également rejeté l'idée de sanctions économiques. La compagnie pétrolière américaine Mobil a, d'autre part, décidé de débiter 20 millions de dollars pour créer une institution en faveur de la population noire. Selon le quotidien sud-africain Business Day, cette décision a été avancée pour réagir à l'appel de l'évêque Tutu.

Au cours de nouvelles explosions de violence dans diverses cités noires, cinq personnes ont été tuées jeudi et vendredi. A Winterville, dans le baroustan du Sophutswane, où des affrontements entre la police et des manifestants avaient fait officiellement deux victimes, le 25 mars, les domiciles de trois activistes anti-apartheid ont été détruits vendredi par des bombes incendiaires. Selon des militants noirs de Winterville, ces affrontements auraient, en réalité, fait une quarantaine de morts. - (AFP, Reuters.)

URSS

La petite-fille de Staline repart en Occident

Les autorités soviétiques ont donné leur accord pour le retour en Occident de la petite-fille de Staline, Olga, quinze ans, née aux Etats-Unis, et que sa mère Svetlana Allilouyeva avait amenée avec elle lorsqu'elle avait rejoint l'URSS après sa « défection » à l'Ouest. Le ministère soviétique des affaires étrangères a lui-même introduit une demande de visa à l'ambassade du Royaume-Uni à Moscou, et indiqué à Londres un porte-parole du Home Office, fille d'un architecte américain (le quatrième mari de Svetlana Allilouyeva), elle ne parlait ni le russe ni le géorgien lors de son arrivée en URSS, en octobre 1984.

A l'école, elle s'était aussitôt distinguée en refusant de porter l'uniforme et en portant ostensiblement une petite croix. La jeune fille devrait à présent pouvoir reprendre ses études en Grande-Bretagne dans une école quaker située près de Cambridge. Il n'a pas été possible d'établir avec certitude si sa mère, qui s'était publiquement répudiée, lors de son retour à Moscou, en propos hostiles à l'Occident « corrompu », a elle-même, comme le bruit en avait couru, cherché à repartir pour l'Ouest. - (AFP.)

YUGOSLAVIE

Importante manifestation de Serbes du Kosovo

Belgrade (AFP, Reuters). - Plusieurs milliers de Serbes, venus de toute la province autonome de Kosovo (où la population est majoritairement albanaise), ont manifesté vendredi soir 4 avril à Kosovo-Polje, près de Pristina, pour réclamer la libération d'un ingénieur, Kostja Bulatovic, arrêté deux jours plus tôt. M. Bulatovic, accusé de diffusion de « matériel de propagande hostile », aurait remis à un agriculteur du Kosovo, lui aussi arrêté, des documents où il mettrait en cause l'ordre constitutionnel yougoslave. Il avait surtout, semble-t-il, pris une part active à l'élaboration d'une pétition, signée par soixante mille Serbes du Kosovo (soit le quart de la population serbe de la province), pétition qui dénonçait les persécutions que subiraient les Serbes, de plus en plus minoritaires dans une province qui fut le théâtre en 1981 de violentes manifestations de « nationalistes » albanais. Ces derniers réclament l'autonomie du Kosovo d'un statut de République fédérée à part entière, dans le cadre de la fédération yougoslave.

Selon la télévision de Belgrade, les manifestants, en fin de soirée, étaient au nombre d'environ sept mille. Ils avaient effectué des défilés dans Pristina pour demander des explications aux responsables.

[Le choix du lieu de cette manifestation, d'une agglomération à fait inhabituelle, est symbolique. Kosovo-Polje (le champ des meules) est un haut lieu de l'histoire de la vieille Serbie, le champ de bataille qui fut le théâtre d'une défaite devant l'armée turque. Mais les Serbes du Kosovo ne sentent de malin en moins chez eux dans cette « province autonome » qui s'allie de plus en plus, tout au moins de fait, de manière supérieure des Albanais que de leur dépit des Serbes. Cette évocation place dans une situation très délicate les autorités de Belgrade, qui continuent à offrir une grande sévérité contre ceux qu'elles qualifient d'« extrémistes » albanais, mais se voient aussi contraintes de réagir aux manifestations de « nationalistes » serbes. » L'agence ne peut mentionner la pétition dans laquelle M. Bulatovic a joint un rôle important.]

LA SITUATION AU LIBAN

M. Berri réélu à la direction d'Amal en pleine « guerre des camps »

M. Nabih Berri a été réélu, vendredi 4 avril, à la présidence du mouvement chiite Amal alors que ses miliciens bombardaient violemment le camp de réfugiés palestiniens de Chatila, à la sortie sud de Beyrouth, faisant neuf blessés selon un premier bilan recueilli de source palestinienne.

M. Berri a été réélu sans surprise lors du sixième congrès d'Amal, qui s'est tenu à huis clos de jeudi soir à vendredi après-midi dans la banlieue sud de Beyrouth à majorité chiite. Dès l'annonce de sa réélection, ses partisans ont défilé par centaines dans les rues de Beyrouth, déchargeant en l'air leurs fusils mitrailleurs et tirant des roquettes dans un vacarme assourdissant. Quelques minutes plus tard, le bombardement du camp, intermittent depuis 10 heures ce matin, a redoublé de violence et se poursuivait en fin d'après-midi, selon un responsable palestinien.

D'après le dernier bilan dressé par les Palestiniens, vingt-quatre d'entre eux ont été tués et quatre-vingts blessés depuis le début des combats à Chatila le 29 mars. Le mouvement Amal indique que quinze chiites ont été tués et trente-sept blessés.

Le congrès d'Amal, ajourné à deux reprises en 1984 et 1985, est le premier depuis la « prise » de Beyrouth-Ouest par les miliciens musulmans (le 6 février 1984) et l'entrée de M. Berri au gouvernement. Le congrès a également élu au nouveau poste de vice-président M. Akel Haidar, ancien chef du bureau politique. La réunion a été boycottée par plusieurs hauts responsables du mouvement, notamment le chef du bureau exécutif, M. Hassan Hachem, en raison de divergences avec M. Berri. M. Hachem a été remplacé par M. Atef Aoun.

A Tripoli, l'ancien président libanais, M. Soleiman Frangié, et le premier ministre, M. Rachid Karamé, se sont rencontrés vendredi pour la première fois depuis deux ans.

Les relations entre les deux hommes, tous deux originaires du Liban du Nord, étaient rompues depuis la formation par M. Karamé de son « gouvernement d'union nationale » le 30 avril 1984, dont M. Frangié avait contesté la composition. Le gendre de l'ancien président, M. Abdallah Racy, nommé alors ministre de l'Intérieur, n'avait jamais pris ses fonctions. A l'issue

de l'entrevue, M. Frangié a assuré que cette reprise du dialogue permettrait le retour à « la situation naturelle, héritée de nos pères et grands-pères ». Ceux qui « professent les mêmes principes ne peuvent pas être séparés par les circonstances, quelles qu'elles soient », a déclaré de son côté M. Karamé.

Les deux hommes font partie de l'opposition au président Amine Gemayel, accusé d'avoir torpillé en janvier dernier l'accord de paix paré par le Syrie.

D'autre part, M. Karim Pakradouni, vice-président du comité exécutif des forces libanaises, a qualifié vendredi de « force d'occupation » l'armée syrienne stationnée au Liban. Rappelant que les autorités libanaises avaient demandé depuis 1982, à la Ligue arabe le non-renouvellement du mandat de la Force arabe de dissuasion (FAD), nationalisée au Liban depuis novembre 1976 et exclusivement composée d'effectifs syriens, M. Pakradouni a estimé que la Syrie était désormais une « force d'occupation ».

M. Pakradouni a également dénoncé « le non-respect » par l'armée syrienne des « règles internationales et humanitaires régissant la présence de toute force d'occupation ». - (AFP.)

L'ATTENTAT CONTRE LE BOEING DE LA TWA

L'identité du poseur de bombe n'est toujours pas établie

Les autorités américaines ignorent toujours l'identité du ou des auteurs de l'attentat contre un Boeing de la TWA, qui a causé jeudi, 3 avril, la mort de quatre Américains.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a déclaré que l'enquête poursuivait son cours et que Washington n'excluait la responsabilité d'aucun groupe ou individu, y compris du colonel Kadhafi, dont les démentis, a-t-il dit, « ne peuvent être pris au sérieux ». Il a ajouté que les enquêteurs américains travaillaient étroitement avec des représentants de la Grèce, de l'Italie et de l'Egypte, ainsi que « d'autres pays » qu'il n'a pas nommés.

M. Kalb a indiqué notamment qu'une équipe de spécialistes américains avait visité l'aéroport du Caire le mois dernier et avait trouvé son dispositif de sécurité conforme aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Une disposition législative américaine récente impose des inspections par l'administration américaine de l'aviation civile (FAA) des aéroports desservis par des transporteurs américains.

Par ailleurs, le département d'Etat estime que le projet de l'Association internationale des pilotes de ligne (IALPA) de boycotter les pays soutenant le terrorisme dans le bon sens et est « un nou-

veau signe de la répulsion qu'inspire cette pratique barbare ».

A Beyrouth, M. May Elias Mansour a démenti vendredi, à partir du Liban du Nord, dont elle est originaire, être impliquée dans l'attentat perpétré mercredi dernier contre le Boeing de la TWA.

M. Mansour, embarqué en dernière minute à l'aéroport du Caire et soupçonné d'avoir déposé l'engin, a affirmé qu'elle avait l'intention d'« interner un procès aux responsables de ces rumeurs qui lui ont infligé des dommages matériels et moraux considérables ».

L'accident du Boeing mexicain « revendiqué »

Deux organisations, les Brigades révolutionnaires arabes et les Révolutionnaires d'Egypte, ont affirmé par ailleurs, vendredi, avoir provoqué par une opération-suicide la chute du Boeing-727 qui s'est écrasé, lundi 31 mars, au Mexique, faisant cent soixante-six morts.

Dans un communiqué dactylographié en arabe, daté du Caire et de Beyrouth et parvenu à une agence de presse occidentale dans la capitale libanaise, ces deux organisations affirment que le « héros-martyr » Mohammad Moustapha

Mohsen Al Mach'our, a provoqué « la destruction de l'avion mexicain » en représailles contre la démonstration de force américaine dans le golfe de Syrte et le raid israélien contre un camp palestinien au Liban du 27 mars dernier. Le communiqué, accompagné d'une photo noir et blanc du jeune homme, apparemment âgé d'une vingtaine d'années, ne précise pas sa nationalité.

Les Brigades révolutionnaires arabes sont apparues, le 3 avril 1982, en revendiquant depuis Beyrouth l'assassinat le même jour à Paris du diplomate israélien Yacov Barsimantov. Elles ont également revendiqué la « destruction » d'un Boeing de la compagnie Gulf Air, qui s'est écrasé le 23 septembre 1983, à 120 kilomètres d'Abou-Dhabi, faisant cent onze morts. Cette organisation a revendiqué une série d'attentats antijordanien en 1983.

L'Organisation des révolutionnaires d'Egypte a notamment revendiqué, le 14 décembre 1985, l'accident d'un DC-8 assurant la relève des forces américaines dans le Sinaï, où deux cent cinquante-six personnes ont péri le 12 décembre. Elle a également revendiqué la responsabilité de la fusillade du Sinaï, où un policier égyptien a tué sept touristes israéliens, le 5 octobre 1985. - (AFP.)

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



# France

## L'ÉLECTION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Les communistes sortent, l'extrême droite entre

L'intransigeance du Parti communiste, la modération du Front national, ont facilité la composition du bureau de l'Assemblée nationale. En boycottant cette instance, le premier a offert à ses concurrents des postes précieux. En n'exigeant pas plus que ce qu'il était en droit d'obtenir, le second a permis aux autres de lui laisser des places sans avoir l'air de lui céder. Résultat : la désignation des vice-

présidents, des questeurs et des secrétaires s'est effectuée beaucoup plus facilement qu'il n'était prévu. Mais une nouvelle entorse est faite à la tradition républicaine : un groupe, celui du PC, n'est pas représenté au bureau de l'Assemblée. Si les communistes sont absents, c'est parce qu'ils l'ont voulu afin de montrer qu'ils sortent quand l'extrême droite entre.

Le Palais-Bourbon bruissait de mille rumeurs, vendredi 4 avril. Guère d'inquiétude pourtant sur le résultat de cette longue journée entièrement consacrée à la désignation, à bulletin secret, des membres du bureau, mais simplement sur le temps que cela prendrait. Les députés n'ont pas l'habitude d'être à Paris un vendredi, ordinairement consacré au travail sur le terrain électoral. Tout au long de la journée, ils ont consulté leurs horaires de trains et d'avions, avec une fréquence croissante au même rythme que le déroulement des opérations, surtout quand l'accélération de celles-ci laissa augurer des départs beaucoup plus rapides que prévu.

L'absence de tout débat, de toute incertitude sur les résultats les obligent à battre la semelle, inactifs. Ceux qui, il y a moins d'un mois, étaient encore ministres retrouvèrent, avec un plaisir évident, les délices du farniente.

M. Jacques Chaban-Delmas, lui, ne distinguait pas sa joie de retrouver son cher « perchier », même s'il n'osa pas revenir sur l'abandon « décidé » par son prédécesseur — de la « jaquette », qu'il portait pourtant avant tant d'égards. En vieux routier de la présidence, il sut diriger les délicates opérations de la journée avec une relative rapidité.

Les socialistes et les amis de M. Jean-Marie Le Pen lui facilitèrent la tâche. Ils ne soutinrent pas, à nouveau, le problème — qui pourtant se posait encore — des conditions de remplacement dans l'hémicycle des députés devenus ministres dont l'élection est contestée. Les élus du Front national avaient montré, mercredi, leur force et leur capacité à perturber le jeu parlementaire. Vendredi, ils préférèrent prouver qu'ils pouvaient aussi se comporter en députés responsables. Ils en furent récompensés, puisque leur candidat à la vice-présidence obtint bien plus de voix qu'il ne pouvait légitimement en escompter.

Les cas des questeurs fut vite réglé. Constatant que, pour trois postes, il n'y avait que trois candidats, le président les proclama, d'entrée de jeu, investis de leurs fonctions. Parmi les six vice-présidents fut plus délicat. La majorité gouvernementale et les socialistes proposèrent chacun les noms de leurs trois postulants. Mais le PC soumit aussi la candidature de M. Jacques Roux, député de l'Hérault, élu des Bouches-du-Rhône. Il fallut passer au vote.

Première surprise, il n'y eut que 528 voix sur 593 députés à voter. Ce n'est pas un pas jugé bon de se déplacer. Il y eut aussi un bulletin blanc ou nul. Deuxième surprise, les candidats socialistes devancèrent ceux du RPR et de l'UDF (253 voix pour MM. Billardon et Evin et 251 pour M. Michel contre 249 pour M. Labbé et 247 pour MM. Mestre et Millon). Troisième surprise, M. Arrighi, avec 54 voix, en avait obtenu 20 de plus que son dit (il y a un malade dans son groupe).

M. Barre et un autre non-candidat obtinrent même chacun 1 voix. En revanche avec 28 suffrages, le candidat communiste fit le plein des présidents de son groupe. Sans pouvoir être précise, l'analyse était simple : des élus de la majorité gouvernementale, soit par incompréhension, soit par volonté d'aller vite, soit par choix politique, avaient voté pour les socialistes et pour l'extrême droite.

Profitant du long déroulement du deuxième tour, le RPR et l'UDF réunirent séparément leurs ouailles pour leur rappeler avec fermeté les règles du jeu : le *modus vivendi* ne devait pas aller jusqu'au consensus ; chacun ne devait voter que pour les hommes de son camp, et au troisième tour laisser les socialistes se débrouiller seuls.

La leçon porta. Au deuxième tour, il y eut 532 voix ; toujours

un bulletin blanc ou nul, toujours deux voix sur des divers (dont M. Barre). Mais M. Millon obtint 309 voix, devançant largement M. Labbé, qui n'en eut que 286, et M. Mestre, 283. Tous trois furent élus. Les trois socialistes avec, res-

An troisième tour, quelques élus de la droite classique ne se décidèrent pas à s'abstenir, dont M. Jean Lecanuet, puisqu'il y eut 281 votants et 271 suffrages exprimés alors que, théoriquement, il n'aurait dû y en avoir que 249. C'est l'extrême droite qui en profita surtout puisqu'elle obtint 58 voix. Les trois socialistes furent élus à la majorité relative avec chacun 187 voix, mais toutes ne provenaient pas de mêmes bulletins.

Ces résultats permirent à M. Guy Ducloux, au nom des communistes, de faire semblant de s'emporter : « Ces scrutins (...) sont graves pour l'avenir (...). Il n'y aura pas au bureau de représentants de notre groupe. C'est un manque à gagner. Faute d'un élu à la vice-présidence, ajouta-t-il, nous ne présenterons pas de candidat aux postes de secrétaires (...). Nous ignorons si le groupe socialiste ainsi que le RPR et l'UDF trouveront avantage à notre exclusion et à leur cohabitation avec les représentants d'une idéologie fasciste ». Curieuse contradiction : avec une vice-présidence, le PC acceptait de « cohabiter » ; sans vice-présidence, il refusait.

Le retrait communiste laissait, compte tenu des exigences du PS et de la majorité gouvernementale, trois places libres au secrétariat. Le FN se contenta de deux qui lui permettait de demander le respect de la proportionnelle ; le PS n'accrut pas son plus le nombre de ses candidats. C'est l'UDF qui, pour M<sup>me</sup> Monique Fapon, demanda à bénéficier de la place disponible. Il y eut donc trois listes déposées, mais, au total, il n'y avait que 12 postulants pour 12 postes. Il était inutile de voter. Il était possible d'attraper les derniers avions de la soirée.

Un bruyant signal d'alarme pour M. Jacques Chirac avait quand même été tiré : dans des votes secrets portant sur des personnes, sa majorité ne parvenait pas à faire le plein de ses voix.

THÉRY BRÉNIER

## L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

### M. Lafleur : pas question de revanche

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer s'est entretenu, le vendredi 4 avril, avec les deux députés de Nouvelle-Calédonie, MM. Jacques Lafleur et Maurice Néou, membres du RPR, de ses projets concernant le territoire. M. Bernard Pons a confirmé son intention de soumettre rapidement au Parlement, en commençant sans doute par une première lecture au Sénat, le texte d'une loi-programme pour la Nouvelle-Calédonie qui renforcerait les pouvoirs du haut-commissaire de la République en poste à Nouméa sans bouleverser le statut mis en place par les socialistes (le Monde du 29 mars).

Le ministre a confirmé son intention de garantir, avec ce texte, le retour à la sécurité sur l'ensemble du territoire et la mise en œuvre de mesures pour développer l'économie néo-calédonienne, surtout à l'intérieur de Grande-Terre. Les grandes

lignes de ce projet pourraient être soumises au congrès du territoire dès la fin du mois d'avril.

M. Lafleur a souhaité que le projet de loi soit ensuite définitivement adopté par le Parlement avant la fin du mois de mai.

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RCPR) souligne le climat d'apaisement qui prévaut en Nouvelle-Calédonie contrairement aux craintes exprimées avant les élections législatives. « Je répète ce que j'ai dit pendant ma campagne électorale, déclare M. Lafleur, il ne s'agit pas pour nous de prendre une revanche. Les conditions sont réunies dans le Territoire pour qu'on cesse de faire des bébèques ».

Une réunion technique pour la mise au point de l'avant-projet devrait avoir lieu lundi au ministère des DOM-TOM.

### M. Pons : les engagements pris seront intégralement tenus

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a déclaré, vendredi 4 avril, devant les parlementaires de Nouvelle-Calédonie (membres de la majorité), que les « engagements pris à l'égard de la Nouvelle-Calédonie seront intégralement tenus ».

Selon un communiqué diffusé par le ministère des DOM-TOM, le ministre « a insisté plus particulièrement auprès de ses interlocuteurs sur la nécessité de faire respecter

sans compromission les lois de la République et d'assurer, dans tout le territoire, la paix civile et la sécurité des biens et des personnes ».

Selon le communiqué, « le ministre et les parlementaires calédoniens ont examiné les diverses mesures de relance économique et sociale du territoire à engager sans délai. Ils ont défini le calendrier d'adoption de la loi-programme pour la Nouvelle-Calédonie qui en fixera le cadre ».

## LA « COHABITATION » SELON MATIGNON

### Les relations entre le premier ministre et l'Élysée s'établissent « dans un esprit très convenable »

Le message que le président de la République adressera à l'Assemblée nationale sera lu aux députés par M. Jacques Chaban-Delmas lors de la prochaine séance, le mardi 8 avril en fin d'après-midi. L'Assemblée entendra, le lendemain, la déclaration de politique générale du premier ministre, qui engagera la responsabilité de son gouvernement.

M. Jacques Chirac se rendra, le 12 avril, à Abidjan, accompagné par MM. Michel Aurillac, ministre de la coopération, et Jacques Foo-

cart, chargé des affaires africaines à l'hôtel Matignon, pour s'entretenir avec le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny. Le premier ministre regagnera Paris dans la nuit du 12 au 13 avril. Il ira à Bonn, le 17 avril, pour rencontrer le chancelier Helmut Kohl, M. François Mitterrand doit s'entretenir, le 8 avril, avec M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, puis avec M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Puisque la cohabitation plaît tant aux Français, allons-y ! Plus tôt que la marche triomphale de la « double rupture » annoncée naguère avec le socialisme de la dernière législature et avec la « social-démocratie rampeante » du septennat précédent, j'annonce leur la musique de chambre de la coexistence, pas « plus facile », « certainement pas », mais qui « se passe dans un esprit très convenable ». L'irénisme est à l'ordre du jour à l'hôtel Matignon, où M. Denis Baudouin, s'adressant aux journalistes le vendredi 4 avril, leur en a versé de grandes rasades.

« Ce pourrait être tendu », leur a-t-il expliqué ; l'Élysée et l'hôtel Matignon pourraient se faire la « guerre » ; on aurait pu s'attendre à « des coups fourrés ». Or « ce n'est pas du tout le cas ». Pourquoi ? Parce que, si c'était le cas, il n'y aurait pas de coexistence possible, alors que « cette coexistence est la volonté des deux côtés, et cela se passe convenablement ». Ce n'est pas du tout « l'espèce de bagarre permanente » que certains imaginent. « Le gouvernement », a expliqué M. Baudouin, en vertu de l'article 20 de la Constitution, a beaucoup de pouvoir, mais le président de la République en a encore beaucoup lui aussi. Que chacun essaie de bien délimiter ses terrains, rien que de très naturel à cela.

Voilà M. Chirac en champion du partage des rôles. L'Élysée laisse dire. Et il est vrai que le premier ministre ne peut guère être pris en défaut de respect des prérogatives présidentielles. Ainsi s'est-il longuement entretenu avec M. François Mitterrand, lors de leur entrevue du 2 avril, de l'ajustement monétaire de ce week-end. Sur le problème des otages du Liban, dont l'hôtel Matignon a indiqué, vendredi, que ce dossier est « en permanence sur le bureau du premier ministre », la liaison avec l'Élysée ne pose, a souligné M. Baudouin, « aucun problème ».

Pour ce qui est des rencontres internationales, la doctrine est

approuvée, là aussi, par le président de la République — est simple ; lorsqu'il s'agit d'une rencontre bilatérale entre chefs d'État, c'est M. Mitterrand, comme par le passé, qui en aura la charge ; par le passé, pour les rencontres multilatérales, où sont examinées des mesures « importantes », touchant différents secteurs gouvernementaux, le premier ministre, qui conduit l'action du gouvernement, doit être présent. C'est pourquoi M. Chirac ira au sommet des pays industrialisés à Tokyo, du 4 au 6 mai, avec le chef de l'État et le ministre des affaires étrangères (ce qui veut dire que, en l'absence de M. Edouard Balladur, qui assurera son intérim à Paris, le premier ministre pourra prendre part aux entretiens qui réuniront, dans la capitale japonaise, les ministres des finances).

De même, à cette autre rencontre multilatérale qu'est le conseil européen, qui doit se réunir en juin, M. Chirac sera présent au côté du président de la République.

Régulièrement informé des décisions que prend le gouvernement, M. Mitterrand, dont le message à l'Assemblée nationale sera lu le mardi 8 avril, aura communication de la déclaration de politique générale sur laquelle M. Chirac engagera la responsabilité du gouvernement le lendemain. Le conseil des ministres qui se réunit ce même mercredi, outre l'autorisation d'engagement de responsabilité, adoptera les projets de loi d'habilitation autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances pour changer le mode d'élection des députés (lire ci-dessous l'article d'André Passeron) et pour prendre diverses dispositions d'ordre économique et social.

Ces dispositions comprendront en premier lieu, la privatisation (en commençant par le secteur bancaire) ; en deuxième lieu, des mesures pour l'emploi (temps partiel, contrats à durée déterminée, « aménagement du temps de travail au vu des résultats des négociations avec les partenaires sociaux », en-

nération des charges sociales sur la base du dispositif existant pour la formation en alternance, pour l'emploi des jeunes de moins de vingt-cinq ans, réforme de l'ANPE) ; en troisième lieu, des mesures relatives à l'intéressement, à la participation et à l'actionnariat des salariés et à leur représentation dans les conseils de surveillance ou d'administration des entreprises.

Lors des entretiens qu'il avait eus avec M. Chirac avant la formation du gouvernement, M. Mitterrand avait souhaité que les mesures sociales qu'il considérait comme régressives ne figurent pas dans les ordonnances soumises à sa signature, mais fassent l'objet de projets de loi. Il en ira ainsi pour la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et pour le relèvement des « seuils sociaux ». Celui des seuils fiscaux ne sera pas inscrit, pas plus, dans les ordonnances, mais dans le projet de loi de finances rectificative que le conseil des ministres adoptera le 16 avril.

Le petit air des violons de la cohabitation sonne agréablement aux oreilles de M. Chirac, lui qui s'anime à dire, parfois, qu'il n'aime que la musique militaire. Le premier ministre y gagne du temps, en attendant les éventuels coups de clairon de la réforme électorale.

PATRICK JARRÉAU

« Au cabinet de M. Ambroise Guellac (mer). — Le cabinet de M. Ambroise Guellac, secrétaire d'État à la mer, est ainsi constitué. Outre M. Pierre-Olivier Drège, directeur de cabinet, M. Pierre Baraton, sous-préfet, est nommé chef de cabinet. Les conseillers techniques sont MM. Marc Le Bellier (pêche), Alain Joivet (flotte de commerce), François-Régis Orizet (ports et navigation maritime), Camille Robaglia (relations avec la marine nationale et sécurité), M<sup>me</sup> Florence d'Alençon est chargée des relations avec la presse et M<sup>me</sup> Janine Huetzel, chef du secrétariat particulier.

## LA PRÉPARATION DE L'ORDONNANCE SUR LA RÉFORME DU SCRUTIN

### M. Pasqua envisage de garder 577 députés

Les membres du gouvernement, qui avaient été imprudemment guidés, rigides et même glacials du premier conseil des ministres le samedi 22 mars, ont été frappés par les changements intervenus lors du deuxième, le 26 mars et lors de celui du 2 avril, où le président de la République a participé à plusieurs discussions, sollicité l'avis de divers ministres et même fait quelques réflexions personnelles.

Ainsi, à propos du projet de réforme électorale présenté par M. Jacques Chirac, M. Mitterrand aurait dit : « Les modes de scrutin ne sont pas immuables et éternels. Ils doivent vivre, et ils peuvent changer. En instaurant la représentation proportionnelle, je m'attendais qu'elle produise certains effets. Et ils se sont effectivement produits. Le rétablissement du scrutin majoritaire produira aussi ses effets. Mais rien ne dit que ce ne seront pas les mêmes ». Certains ministres ont trouvé la formule un peu sibylline. Mais à aucun moment M. Mitterrand n'a émis la moindre réserve à l'égard du rétablissement du mode de scrutin antérieur. Il avait déjà évoqué cette éventualité avant le 16 mars, dans des termes quasi identiques. Il a approuvé les intentions de M. Chirac en ce domaine lorsque celui-ci les lui a exposées au cours de leurs tête-à-tête.

Il semble cependant, que depuis la constitution du gouvernement,

M. Mitterrand ait été l'objet de demandes de la part de plusieurs dirigeants socialistes pour qu'il s'oppose au rétablissement du scrutin majoritaire. MM. Pierre Manory et Laurent Fabius lui ont, eux aussi, fait connaître leurs objections. Vendredi, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, plusieurs députés socialistes, et notamment d'anciens ministres, espèrent que ce projet n'arriverait pas à son terme et comptent sur les discussions qu'il devrait susciter au sein de la majorité.

Cependant, fort du feu vert présidentiel, le gouvernement a engagé sans tarder la mise au point de la réforme, dont les principes seront proposés dans la loi d'habilitation qu'examinera le conseil des ministres du 9 avril, et que les ordonnances ultérieures mettront en forme. Le souhait du gouvernement est d'aller assez vite, c'est-à-dire de faire voter la loi fin avril ou début mai, et de publier les ordonnances pendant l'été.

Farmi les principes retenus par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, figure le maintien d'un moins deux députés pour les plus petits départements et la permanence de l'effectif de 577 pour l'ensemble de la représentation parlementaire. De même, l'effectif actuel des députés dans chaque département demeurera inchangé. Le gouvernement a ainsi renoncé à certains transferts, et notamment à

l'accroissement du nombre des députés parisiens (21 depuis le 16 mars, contre 31 auparavant).

Le découpage des circonscriptions, qui est préparé par les services de M. Pasqua, s'inspirera de la jurisprudence du Conseil constitutionnel, à propos de la Nouvelle-Calédonie. Il devrait prendre pour base un député pour 108 000 habitants, avec une variation de 20 % au plus d'une circonscription à l'autre. Une consultation par le ministre de l'Intérieur des représentants des partis politiques sera organisée. Le déjeuner du mardi à l'hôtel Matignon, qui regroupe les représentants de la majorité, lui servira de première ébauche.

Au fur et à mesure que les décisions du ministre de l'Intérieur seront arrêtées, elles seront transmises à la commission, qui formulera ses avis et qui procédera ensuite à un examen d'ensemble. Ses avis, — comme de tradition — ne lieront pas le gouvernement, mais, puisqu'ils seront publics, il devra éventuellement expliquer pourquoi il ne les suit pas.

Tous ces principes répondent à la volonté de M. Chirac d'établir un redécoupage des circonscriptions qui soit « incontestable sur le plan de l'équité » et au souci de ne pas donner prise aux reproches que, dans le passé, l'opposition adressait rituellement au gouvernement en cette matière.

ANDRÉ PASSERON



L'INCLUPATION D'UN AGENT DU COMMISSARIAT DE MONTGERON

M. Pandraud appelle les policiers à la « probité »

Après l'inclupation d'un gardien de la paix du commissariat de Montgeron (Essonne) pour vols d'accessoires automobiles sur des voitures accidentées ou volées, entposées à la fourrière de Draveil (le Monde du 5 avril), M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, a rappelé, vendredi 4 avril, dans un communiqué, que « la probité est la première règle de la notion de service public ».

Toutefois, le ministre, qui a nommé, vendredi, un commissaire de police au commissariat de Montgeron, lequel en était dépourvu depuis près de deux ans, annonce une réforme de l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Cette réforme, qu'il veut « promouvoir très rapidement », vise à « donner une plus grande efficacité à ce corps d'inspection interne à la police » dans le souci de prévenir et, si cela est nécessaire, de corriger les errements que l'on a pu parfois constater.

La direction du PCF va réunir les intellectuels du parti

La direction du PCF met en place sa contre-offensive pour enlever la contestation interne qui atteint les rangs du parti. Devant faire face à un mouvement inédit, dans sa forme et son ampleur, elle a donné l'impression, dans un premier temps, qu'elle cherchait les moyens adaptés pour combattre cette crise. Elle a donc d'abord choisi le silence. Face à ce que les spécialistes en gestion des relations sociales pourraient appeler un « mouvement incontrôlé », elle a, ensuite, tenté d'identifier des meneurs.

Contestation dans l'humanité du 3 avril. Puis elle a utilisé le procédé, maintes fois employé, de l'anticommunisme de la presse (en particulier du Monde) dans l'humanité du lendemain. Elle fait la synthèse de ces éléments — recherche des leaders et anticommunisme médiatique — dans l'humanité de ce jour, samedi 5 avril.

L'anticommunisme de la presse
La direction a alors saisi l'occasion que lui fournissent MM. Karlin et Lainé, promoteurs de la pétition des « mille », pour évoquer, pour la première fois, la

Troisième temps de la démarche, les intellectuels étant principalement à l'origine de la contestation présente, la direction va, prochainement, organiser une réunion avec les intellectuels du parti. Reste à savoir si les contestataires y seront invités. Pour le moment, comme l'indique l'AFP, « la direction du PCF concerne ainsi moins sa contre-offensive sur les positions elles-mêmes de ses contestataires internes que sur l'utilisation qui en est faite (l'AFP omet d'ajouter [selon la direction]) dans les médias ».

SELON LE BAROMÈTRE SOFRES « FIGARO MAGAZINE »

M. Mitterrand en hausse

Selon le baromètre mensuel Figaro Magazine SOFRES (1), publié samedi 5 avril, 56 % des Français (contre 48 % les mois derniers) font « tout à fait confiance » ou « plutôt confiance » à M. François Mitterrand pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement.

personnalité de gauche la mieux placée parmi les anciens ministres et les dirigeants socialistes, qui reculent tous (M. Fabius passant de 46 % à 41 %), sauf M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui passe de 33 % à 38 %, et M. Charles Horuz (30 % au lieu de 28 %). Au PCF, M. Georges Marchais, secrétaire général, passe de 15 % à 10 %.

Dans l'opposition, M. Michel Rocard perd cinq points, mais reste, avec 53 % d'opinions favorables, la

Le PS reste le plus populaire des partis politiques, puisque, selon ce sondage, il totalise 53 % d'opinions « très bonnes ou plutôt bonnes », contre 51 % au RPR. Le Front national, avec 17 % d'opinions favorables, devance le PCF, qui obtient 14 %.

(1) Sondage effectué du 22 au 26 mars, selon la méthode des quotas, sur un échantillon de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus.

La campagne d'adhésions du PS. — Le bureau exécutif du PS, réuni le jeudi 3 avril, a décidé que la campagne d'adhésions — dont le principe a été décidé après les élections du 16 mars — se déroulera sur trois jours, les 25, 26 et 27 avril. Les militants socialistes organiseront dix mille points de rencontre dans tout le pays, sur les marchés, dans les entreprises, etc. Selon M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, il s'agit « d'amplifier » un mouvement d'adhésions déjà constaté et de « poursuivre le dialogue avec les Français », la priorité des dirigeants socialistes étant de « renforcer rapidement le parti ».

M. MAUROY PROTESTE CONTRE LE RAPATRIEMENT DES PLANS-RELIEF

« Je préfère penser qu'un secrétaire d'Etat débutant, sortant du maquis, s'est laissé emporter par la passion ».

C'est en ces termes que M. Pierre Mauroy a commenté la décision prise par M. Philippe de Villiers, de rapatrier les plans-reliefs de Vauxhall à Paris. Au cours d'une conférence de presse tenue à l'Assemblée nationale, il a rappelé que le problème du transfert des maquettes avait été agité dès 1954 et envisagé par André Malraux, dix ans plus tard. Il a, par ailleurs, insisté sur le fait que l'installation des plans-reliefs à Lille était « une décision politique s'inscrivant dans le cadre de la décentralisation culturelle ».

M. Jack Lang, qui l'accompagnait, a conclu en souhaitant que cet acte « de mépris » puisse être rapporté : « Je demande que l'on accorde le même respect à l'œuvre culturelle de François Mitterrand que celui dont nous avons fait preuve à l'égard de celle de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing ».

La déontologie, toujours

L'après-16 mars réserve parfois des surprises. C'est sur l'un des terrains de prédilection de la gauche en matière policière — la « probité » et la déontologie — que M. Pandraud aura été amené à prendre sa première position publique. Ce rappel très ferme — « Je serai impitoyable » — est le bienvenu. Il surprendra les adversaires du nouveau ministre délégué chargé de la sécurité, qui précède une violente rumeur l'associant à divers « coups tordus » et manipulations policières de l'avant-1981. Le glissement verbal de M. Jacques Chirac — qui assurait, le 21 mars, au lendemain de l'attentat des Champélysées, que « le gouvernement est bien décidé (...) à couvrir [la police] si par malheur un accident arrivait » — est ainsi réparé.

Des dérapages relèvent de situations anciennes — M. Pandraud peut à bon droit souligner l'absence de commissaire à Montgeron depuis... deux ans — mais il était bon que le nouveau pouvoir, comme l'ancien, dise nettement sa réprobation. D'autant plus qu'à cette occasion, l'insuffisance des mécanismes de contrôle internes à la police nationale a été mise en évidence. Une inspection de l'IGPN avait, en effet, été menée par M. Marcel Leclercq au commissariat de Montgeron, avant que n'éclate cette affaire de vols à la fourrière révélée par un automobiliste. Or cette enquête n'avait, semble-t-il, pas souligné l'ampleur de la dégradation au sein de la police locale.

La réforme des corps d'inspection de la police est une vieille affaire. Le rapport Belongy sur les réformes de la police (janvier 1982) avait insisté sur ce point, mettant notamment en cause le fonctionnement de l'inspection générale des services (IGS) de la préfecture de police de Paris. M. Pierre Joxe avait, un temps, au projet de renforcer le rôle de contrôle sur les pratiques policières de l'inspection générale de l'administration (IGA), moins liée à la hiérarchie policière. M. Pandraud, sans dévoiler ses intentions, remet la question à l'ordre du jour.

Cependant la gauche, rentrée dans l'opposition, ne se contentera pas de ces engagements. Elle attend le « ministre de la police » sur un test précis : le code de déontologie de la police nationale édicté le 19 mars, qui fut le dernier acte du ministère Joxe et dont l'on veut espérer qu'il ne sera pas remis en cause et aura désormais force de loi.

Communication

DÉCÈS DE JACQUES LANDRY

On apprend le décès, vendredi 4 avril, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce (Paris), de Jacques Landry, directeur de l'information et des programmes de RFO, chargé de l'action internationale. Il était âgé de cinquante et un ans.

La cérémonie religieuse aura lieu mardi 8 avril à 8 h 30, en l'église du Val-de-Grâce, avant l'inhumation dans le caveau familial, en Chambray.

[Né le 24 mai 1935 à Jarnac (Charente), Jacques Landry commence sa carrière en 1958 comme reporter-photographe à l'AFP, pour laquelle il couvre notamment, la guerre d'Algérie. Six ans plus tard, il devient reporter-cameraman pour Gaumont-Accuallité. En 1970, il entre à l'ORTF, où il est chargé, jusqu'en 1975, d'assurer les reportages des voyages présidentiels. Il devient ensuite correspondant de TF 1 à Londres de 1976 à 1977, puis aux Etats-Unis, jusqu'en 1981. Il est alors nommé directeur régional à RFO-Réunion, où il contribue à la création de la deuxième chaîne locale. En 1983, il revient à Paris pour occuper les fonctions de directeur de l'information et des programmes, chargé de l'action internationale. Chevalier de l'Ordre national du Mérite, Jacques Landry était aussi, depuis le début de l'année, délégué du président de RFO pour le développement des techniques de la communication.]

Hold-up électroniques

Le parquet du tribunal de Paris a ouvert, vendredi 4 avril, une information judiciaire contre X... fondée sur la plainte déposée par le Groupement d'intérêt économique des cartes bancaires, après les « hold-up électroniques » commis pendant le week-end pascal dans de nombreux distributeurs de billets de banque de la capitale et du sud-est de la France (le Monde du 3 avril).

Les « billetteries » ont distribué plus de 1 million de francs en trois jours à des malfaiteurs dont certains sont manifestement des techniciens en informatique disposant d'un matériel permanent de « lire » et de copier des codes magnétiques.

Il est notamment reproduit, en de nombreux exemplaires, les informations portées sur la piste magnétique d'une carte bancaire délivrée par une agence BNP de Nice à un mystérieux client qui s'était fait ouvrir un compte en présentant de fausses pièces d'identité.

Les bandes magnétiques portant des codes interprétables par les distributeurs bancaires ont été simplement étiquetées sur des cartes plastiques humoristiques de même format que les cartes bancaires, comprenant vendues au prix de 10 F pièce dans les papeteries fantaisie, et également sur une « carte porno » supposée permettre l'accès à un club.

L'information judiciaire ouverte pour « faux documents administratifs et usage, escroqueries, contrefaçons de cartes bancaires et usage » a été confiée à M. Philippe Labregère, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, qui a délégué une commission rogatoire au quatrième cabinet de délégation judiciaire.

Défense

L'ESPAGNE COMMANDE DIX-HUIT HELICOPTÈRES FRANÇAIS

L'Aérospatiale a signé, vendredi 4 avril à Madrid, un contrat portant sur la fourniture à l'Espagne de dix-huit hélicoptères Super-Puma. Cette commande d'appareils, destinés au transport tactique de troupes de l'armée de terre, fait suite à l'achat, en 1981, de douze hélicoptères de même type par l'armée de l'air espagnole.

Ces Super-Puma seront assemblés dans l'usine que l'Aérospatiale possède à Margnane, près de Marseille. Toutefois, le contrat signé vendredi prévoit que certains composants seront fournis par l'industrie espagnole. A ce titre, des accords de coopération ont été passés avec une série d'entreprises : Constructions aéronautiques Sa (Casa), Aeronautica Industrial Sa (Aisa), Marconi española, Insaet, Senor, Berner, Gutmar, Ceta et Evec.

Incultations en Normandie

Un technicien d'une entreprise spécialisée dans la fabrication d'aliments pour bétail de Basse-Normandie (Seine-Maritime) vient d'être inculpé d'infraction sur les hormones destinées à l'alimentation des veaux, et placé sous contrôle judiciaire. L'inculpation de Jean-Jacques Craquelin, trente-neuf ans, employé à la société normande Denkavit, fait suite à celle de Michel Lefebvre, PDG de la Société de façonnage de Normandie (SFN), libéré jeudi 3 avril sous contrôle judiciaire, après une mois de détention préventive. L'enquête sur l'utilisation d'une hormone interdite en France, la mandralone, commencée dès 1984 après une plainte de la Direction nationale de la répression des fraudes avait démontré, lors d'un contrôle à la SFN, un déséquilibre entre les entrées et les sorties de cette hormone dans les comptes de la société.

Avalanche en Savoie : quatre morts

Une voiture dans laquelle avaient pris place un couple originaire de l'Essonne et ses deux enfants a été ensevelie, vendredi 4 avril, par une avalanche de neige, mêlée à de la terre et à d'énormes blocs de rochers qui s'est abattue sur la route reliant Bourg-Saint-Maurice (Savoie) aux stations de Val-d'Isère et de Tignes. Les quatre passagers ont été tués.

La route, construite à cet endroit en encorbèchement au-dessus de l'Isère, a été emportée sur une quarantaine de mètres. Ce samedi matin 5 avril, la circulation avait été partiellement rétablie vers 6 h 30. On indiquait toutefois à la sous-préfecture d'Alberville que le trafic pourrait être à nouveau interrompu dans la journée en fonction des conditions météorologiques.

BENNETON Graveur-Héraldiste Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage Chevalières gravées 75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 45.67.57.39

MEYROWITZ, L'OPTICIEN DES GRANDS NOMS DE LA POLITIQUE MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR 5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 42.61.40.67



« L'Évangile est un message de liberté et de libération »

Dans son « Instruction sur la liberté chrétienne et la libération », publiée samedi 5 avril, la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi déclare notamment : « La conscience de la liberté et de la dignité de l'homme, jointe à l'affirmation des droits inaliénables de la personne et des peuples, est une des caractéristiques majeures de notre temps. Or la liberté exige des conditions d'ordre économique, social, politique et culturel qui rendent possible son plein exercice. La vive perception des obstacles qui empêchent de se déployer et qui offensent la dignité humaine est à l'origine des puissantes aspirations à la libération qui travaillent notre monde.

« L'Eglise du Christ fait siennes ces aspirations, tout en exerçant son discernement à la lumière de l'Évangile qui est par sa nature même message de liberté et de libération. En effet, ces aspirations revêtent parfois, au plan théorique et pratique, des expressions qui ne sont pas toujours conformes à la vérité de l'homme telle qu'elle se manifeste à la lumière de sa création et de sa rédemption. C'est pourquoi la Congrégation pour la doctrine de la foi a jugé nécessaire (dans un précédent document) d'attirer l'attention sur « des déviations ou risques de déviation » dans un rapport de la Congrégation pour la doctrine de la foi et pour la vie chrétienne. Loin d'être dépassés, ces avertissements apparaissent toujours plus opportuns et pertinents.

« Entre les deux documents, est-il précisé, il existe un rapport organique. Ils doivent être lus à la lumière l'un de l'autre. Sur leur thème, qui est au cœur du message évangélique, le magistère de l'Eglise s'est prononcé à de nombreuses occasions. Le document actuel se limite à en indiquer les principaux aspects théoriques et pratiques. Quant aux applications concernant les diverses situations locales, il revient aux Eglises particulières, en communion avec elles et avec la Siège de Pierre, d'y pourvoir directement.

La Congrégation romaine affirme plus loin : « Qu'il s'agisse de la conquête de la nature, de la vie sociale et politique ou de la maîtrise de l'homme sur lui-même, au

plan individuel et collectif, chacun peut constater que non seulement les progrès réalisés sont loin de correspondre aux ambitions initiales, mais encore que de nouvelles menaces, de nouvelles servitudes et de nouvelles terreurs ont surgi en même temps que s'implifiait le mouvement moderne de libération. C'est là le signe que de graves ambiguïtés sur le sens même de la liberté ont été son origine parait-il ce mouvement de l'intérieur (...).

« Quand l'homme veut se libérer de la loi morale et devenir indépendant de Dieu, loin de conquérir sa liberté, il la détruit. Echappant à la mesure de la vérité, il devient la proie de l'arbitraire; entre les hommes, les rapports fraternels sont abolis pour faire place à la terreur, à la haine et à la peur (...).

« Loin de s'accomplir dans une totale autarcie du moi et dans l'absence de relations, la liberté n'existe vraiment que là où des liens réciproques, régis par la vérité et la justice, unissent les personnes. Mais pour que de tels liens soient possibles, chacun personnellement doit être vrai. La liberté n'est pas liberté de faire n'importe quoi, elle est liberté pour le Bien, en qui seul réside le Bonheur (...).

Aucun chrétien ne peut avoir la conscience tranquille

« Ce n'est donc pas la libération qui, par elle-même, produit la liberté de l'homme. La seule communion, confirmée par le sens chrétien, qui, même soumise à des conditions, la libère n'est pas pour autant complètement détruite. Des hommes qui subissent de terribles contraintes réussissent à manifester leur liberté et à se mettre en marche pour leur libération. Un processus de libération achevé peut seulement créer des conditions meilleures pour l'exercice effectif de la liberté. Aussi bien, une libération qui ne tient pas compte de la liberté personnelle de ceux qui combattent pour elle est-elle par avance condamnée à l'échec.

Après ces considérations sur la liberté et la libération, le document romain analyse la mission de l'Eglise en affirmant notamment :

« L'amour évangélique et la vocation de fils de Dieu, à laquelle tous les hommes sont appelés, ont pour conséquence l'exigence directe et impérative du respect de chaque être humain dans ses droits à la vie et à la dignité. Il n'y a pas de distance entre l'amour du prochain et la volonté de justice. C'est détester à la fois l'amour et la justice que de les opposer. Bien plus, le sens de la miséricorde complète celui de la justice en l'empêchant de s'enfermer dans le cercle de la vengeance.

« Les inégalités et les oppressions de tous sorts qui frappent aujourd'hui des millions d'hommes et de femmes sont en contradiction ouverte avec l'Évangile du Christ et ne peuvent laisser tranquille la conscience d'aucun chrétien (...).

« L'Eglise a la ferme volonté de répondre à l'inquiétude de l'homme contemporain subissant de dures oppressions et soucieux de liberté. La gestion politique et économique de la société n'est pas directement dans sa mission. Mais le Seigneur Jésus lui a confié la parole de vérité capable d'illuminer les consciences. L'amour divin, qui est sa vie, la presse de se rendre réellement solidaire de tous hommes qui souffrent. Si ses membres demeurent fidèles à cette mission, l'Esprit Saint, source de liberté, habitera en eux, et ils produiront des fruits de justice et de paix dans leur milieu familial, professionnel et social (...).

« L'Eglise veut le bien de l'homme selon toutes ses dimensions, d'abord comme membre de la cité de Dieu, ensuite comme membre de la cité terrestre.

« Quand donc elle se prononce sur la promotion de la justice dans les sociétés humaines ou qu'elle engage les fidèles laïcs à travailler selon leur vocation propre, l'Eglise ne sort pas de sa mission. Elle est cependant soucieuse que cette mission ne soit pas absorbée par les préoccupations concernant l'ordre temporel ou réduite à celle-ci. C'est pourquoi elle a grand soin de maintenir clairement et fermement à la fois l'unité et la distinction entre évangélisation et promotion humaine; l'unité, parce qu'elle recherche le bien de l'homme tout entier; la distinction, parce que ces

deux tâches entrent à des titres divers dans sa mission.

« C'est donc en poursuivant sa propre finalité que l'Eglise répand la lumière de l'Évangile sur les réalités terrestres, en sorte que la personne humaine soit guérie de ses misères et élevée dans sa dignité. La cohésion de la société selon la justice et la paix est par là promise et renforcée. Aussi l'Eglise est-elle fidèle à sa mission quand elle dénonce les déviations, les servitudes et les oppressions dont les hommes sont victimes. Elle est fidèle à sa mission lorsqu'elle s'oppose aux tentatives d'instaurer une forme de vie sociale d'où Dieu est absent, soit par une opposition consciente, soit par une négligence coupable. Elle est fidèle enfin à sa mission quand elle exerce son jugement à l'égard des mouvements politiques qui entendent lutter contre les misères et l'oppression selon des théories et des méthodes d'action contraires à l'Évangile et opposées à l'homme lui-même.

Une préférence pour les pauvres

Cette mission de libération s'adresse d'abord aux pauvres. A ce thème sont consacrés quelques-uns des passages les plus forts de cette Instruction romaine. Dès le début, celle-ci note que les pauvres se sentent particulièrement « aimés de Dieu ». En outre, ce sont eux qui comprennent le mieux, et comme d'instinct, que la libération la plus radicale, qui est libération du péché et de la mort, est celle qui est accomplie par la mort et la résurrection du Christ.

Venu renouveler l'alliance de Dieu avec son peuple, le Christ a choisi de vivre « dans un état de pauvreté et de dénuement » c'est en se faisant pauvre que le Christ a « libéré » l'homme. A sa suite, l'Eglise doit avoir « un amour de préférence pour les pauvres ». Ainsi témoigne-t-elle de la dignité de l'homme : « Elle témoigne que l'homme vaut plus par ce qu'il est que par ce qu'il possède et (...) que sa dignité ne peut être détruite, quelle que soit la situation de misère, de mépris, de rejet,

d'impuissance à laquelle un être humain a été réduit. »

L'Instruction réaffirme « l'option privilégiée pour les pauvres » que l'épiscopat latino-américain lors de sa conférence de Medellín, dès 1968, avait définie, mais « cette option est sans exclusive ». On retrouve le ton de mise en garde du premier texte de la Congrégation pour la doctrine de la foi quand elle écrit que « cette option ne peut pas être exprimée à l'aide de catégories sociologiques et idéologiques réductrices qui feraient de cette préférence un choix partisan et de nature conflictuelle ». De même, si les communautés ecclésiales de base sont encouragées, elles sont rappelées à la « fidélité »; elle doivent avoir « le souci d'éduquer leurs membres à l'intégralité de la foi chrétienne », respecter l'enseignement du magistère et l'ordre hiérarchique de l'Eglise.

Résistance passive

La dernière partie de ce document romain est consacrée au rappel des options traditionnelles de la doctrine sociale de l'Eglise, proposée comme « praxis chrétienne de libération ». La priorité de la personne humaine sur les structures est réaffirmée, mais, ajoute le texte, « il est pleinement légitime que ceux qui souffrent de l'oppression de la part des détenteurs de la richesse ou du pouvoir politique agissent (...) pour obtenir des structures et des institutions dans lesquelles leurs droits soient vraiment respectés ».

Le recours à la violence, le « mythe de la révolution », la lutte des classes comme moyen d'obtenir « l'élimination de l'adversaire » sont des solutions systématiquement rejetées. La torture, le terrorisme, les représailles sur des populations sont également condamnés. Comme Paul VI l'avait dit dans Populorum progressio (1967), le soulèvement armé contre une tyrannie est à considérer comme « un ultime recours ». On lui oppose la « résistance passive », qui ouvre une voie « plus conforme aux principes moraux et non moins prometteuse de succès ». En affirmant la priorité du travail sur le capital, l'Instruction du cardinal Ratzinger s'inspire de l'encyclique de Jean-Paul II sur le travail

(Laborem exercens) : « Il faut considérer le bien des travailleurs avant l'augmentation des profits. Le travail étant en outre « la clé de toute question sociale », la lutte contre le chômage est « une tâche primordiale qui s'impose aux individus et à l'initiative privée, mais aussi à l'Etat ».

Les principaux droits de l'homme sont rappelés : éducation, culture et surtout participation. Car, dans aucun système social et politique, dit le document, « il n'y a d'authenticité libérée sans participation de tous ». Les régimes « collectivistiques » et ceux qui, en Amérique latine, s'appuient sur la doctrine de « sécurité nationale » sont renvoyés dos à dos : « De la participation à la vie sociale et politique, personne ne peut être exclu pour motif de sexe, de race, de couleur, de condition sociale, de langue ou de religion. Le maintien du peuple en marge de la vie culturelle, sociale et politique constitue dans beaucoup de nations une des injustices les plus criantes de notre temps. Quand les autorités politiques règlent l'exercice des libertés, elles ne sauraient prendre prétexte des exigences de l'ordre public et de la sécurité pour limiter systématiquement ces libertés ».

Le document romain inclut sous le nom de « violence systématique » à la fois celle qui est exercée par les possédants contre les pauvres, l'arbitraire policier, et toute forme de « violence établie en système de gouvernement ».

Carnet

Décès
- M. et M<sup>me</sup> Jean Bloch, leurs enfants, Et toute la famille, font part du décès de M<sup>me</sup> Evelyne, Rose ASSA, née Desnoes, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Les obsèques ont eu lieu le 27 mars 1986.
- M<sup>me</sup> Pierre Landry, sa mère, Emmanuel Landry, son fils, Marie-Pierre et Brigitte Landry, ses sœurs, Ses neveux, ont le douleur de faire part du décès de Jacques LANDRY, directeur de l'information et des programmes de Radio-France d'outre-mer, chevalier de l'ordre national du Mérite. La cérémonie religieuse aura lieu à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, à Paris, le mardi 8 avril, et l'inhumation à 17 heures, au cimetière de Royas. (Lire page 7.)
- M. et M<sup>me</sup> Paul Baillet, M. et M<sup>me</sup> Jacques Marquet, Le sociologue et M<sup>me</sup> Jacques Lesaut, Le professeur et M<sup>me</sup> Henri Petit, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Delattre, M. et M<sup>me</sup> Jacques le Jeune d'Allogochebecque, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ses frères et sœurs, beau-frère, belle-sœur, Et toute la famille, invitent à partager leur tristesse et leur espérance à l'occasion du décès de M<sup>me</sup> Fervin PETIT, née Marie Vansteeland, survenue le 30 mars 1986, jour de Pâques, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu à Saint-Sauveur, le jeudi 3 avril. 1, rue Emile-Zola, 59880 Saint-Sauveur.
Anniversaires
- Pour le quarantième anniversaire du décès de Jacques HÉLIE, une messe est demandée.
Messes anniversaires
- En commémoration du décès de M. Joseph HARFOUCHE, ambassadeur du Liban, grand officier de l'ordre du Cèdre, grand officier de la Légion d'honneur, une messe sera célébrée par Mgr Harfouche, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, à Paris-9<sup>e</sup>, le dimanche 6 avril 1986, à 11 heures.

POUR LA PREMIERE FOIS Un médicament à base de marijuana est commercialisé aux Etats-Unis

L'administration américaine de lutte contre les stupéfiants (DEA) vient d'autoriser la commercialisation du Marinol, une pilule de marijuana synthétique, qui permet aux malades cancéreux traités par chimiothérapie de lutter contre les nausées et les vomissements très fréquents au cours de ce genre de traitement. Ce produit sera commercialisé dès le fin du mois par une firme du New-Jersey, United Inc. Il se présente sous la forme d'une capsule contenant du tétra-hydrocannabinol (THC) de synthèse, la substance active légèrement psychotrope contenue dans la plante de cannabis.

En dépit d'un conflit qui, depuis quatorze mois, oppose l'administration américaine à l'Organisation nationale pour la réforme de la loi sur la marijuana (NORML), cet extrait de cannabis n'était jusqu'à présent considéré par le DEA que comme une drogue, au même titre que l'héroïne et le LSD. Dès 1981, United Inc. avait demandé à la Food and Drug Administration (FDA) l'autorisation de commercialiser le Marinol, mais la FDA ne devait donner son accord qu'au mois de juin dernier.

Effets indésirables
Les propriétés médicinales du cannabis ont été décrites il y a près de cinq mille ans par l'empereur chinois Shen Nung, qui avait l'habitude d'utiliser cette plante pour traiter les migraines et les affections respiratoires. Des médicaments au cannabis ont fait partie de la pharmacopée française jusqu'en 1946, à des doses il est vrai très faibles, de l'ordre de 10 à 20 milligrammes. Puis, à mesure qu'apparaissaient de nouveaux médicaments, les extraits de cannabis disparaissent progressivement. On s'y intéressa de nouveau à partir de 1967, lorsque Michoulem découvrit le principe actif de cette plante, le tétrahydrocannabinol.

Championnat de France de football NANTES SE RAPPROCHE DE PARIS-SG

La trente-cinquième journée, disputée vendredi 4 avril, a permis d'intéresser le championnat. Battu 1 à 0 à Strasbourg, Paris Saint-Germain n'a plus que trois points d'avance au classement sur Nantes, vainqueur de Sochaux (3-2). Par son succès sur Laval (2-1), Bordeaux a assuré sa troisième place tandis que Toulouse a pris une option sur la dernière place qualificative pour la Coupe de l'UEFA en battant Auxerre (2-0), tandis que Lens était battu à Rennes (2-0).

RÉSULTATS
\*Strasbourg b. Paris-SG ..... 1-0
\*Strasbourg b. Metz ..... 2-0
\*Nantes b. Sochaux ..... 3-2
\*Bordeaux b. Laval ..... 2-1
\*Toulouse b. Auxerre ..... 2-0
\*Rennes b. Lens ..... 2-0
\*Metz b. Brest ..... 3-1
\*Monaco b. Nancy ..... 1-1
\*Nice b. Bastia ..... 1-0
\*Lille et Marseille ..... 0-0
\*Toulon b. Le Havre ..... 1-0
Classement. - 1. Paris-SG, 51 pts; 2. Nantes, 48; 3. Bordeaux, 45; 4. Toulouse, 39; 5. Metz, Lens, Auxerre, 37; 8. Monaco, Nice, 36; 10. Lille, 33; 11. Nancy, Laval, 32; 13. Marseille, Le Havre, Toulon, Rennes, Brest, 31; 18. Sochaux, 30; 19. Strasbourg, 25; 20. Bastia, 19.

BASKET-BALL: Pierre Dao, nouveau directeur technique national. - L'actuel entraîneur de Limoges, Pierre Dao, quarante-trois ans, a été nommé directeur technique national en remplacement d'André Ostric, dont le départ était prévu depuis un an. Ancien entraîneur de l'équipe de France de 1975 à 1983, Pierre Dao aura notamment la charge d'accompagner « la révolution de l'élite vers le professionnalisme », annoncée vendredi 4 avril par René David, président de la Fédération française de basket-ball.

BOXE: Joly conserve son titre. - Le champion de France des poids moyens Pierre Joly a conservé son titre, vendredi 4 avril à Tarbes, en battant nettement aux points José Rosecan.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4198 HORIZONTALEMENT

I. Pourrait arriver avec un billet et repartir avec une pièce. - II. Se soustrait au règlement. Entrer en relation. - III. Repassé. A le front. A donc reçu une solide formation. - IV. Une personne qui peut nous laisser totalement insensible. - V. Note. Rude on tendre. Axe. - VI. Geste routinier ou mouvement de révolte. N'est pas prise de départ. - VII. « Volier » des côtes scandinaves. Pio. Signes de. - VIII. Agit donc avec une grande précision. - IX. Spécialiste. Degré. Mfr mais pas du tout raisonnable. - X. Se fait en brossant. Préposition. Cordons torseaux. - XI. Au bout du couloir à droite. Le mot pour rire. Solides formations manuelles. Haut de gamme. - XII. Solution de remplacement. Agent narcotique. - XIII. Ne mange pas de pois à gratter. Spécialité de « soupe ». Le mot de la fin. - XIV. Ne mange que pas de bois. N'est pas dépourvu d'esprit. - XV. Personnel. Dans un certain sens, est très pauvre. Grosses tranches.

VERTICALEMENT

1. Ne travaille jamais sans filet. Le bien pour le bien. - 2. Permet un rafraîchissement local. L'endroit de l'amour. - 3. Est crachée par la bouche. Produit pour les pieds. Ne fait donc que passer. - 4. Sont au paradis ou au septième ciel. Favorise le retour à la terre. - 5. Jeu d'adulte. Agent de réceptions. Eunuque fort. Connait la viduité. - 6. Font partie des « gros ». Consommation courante. - 7. Revenus, mais ne sont pas encore entrés. Pas brillant du tout. - 8. Grande consommation d'énergie. Versé, ou qui ne peut pas verser. - 9. Négation. Fait partie des proches de

Solution du problème n° 4197

Horizontalement
I. Candidat. - II. Amie. Adam. - III. Roc. Adiré. - IV. Rutabaga. - V. Orage. Eau. - VI. D. Do. - VII. Seille. En. - VIII. Etolie. Us. - IX. Ronge. Tau. - X. In. Auer. - XI. Versa.

Verticalement
1. Crotzseric. - 2. Amour. Eton. - 3. Nicotina. - 4. De. Ag. Ligue. - 5. Abeille. - 6. Dada. Lec. As. - 7. Adige. Tui. - 8. Taranduse. - 9. Mc. Tomarr.

GLY BROUTY.



CINÉMA

L'AVANT-GARDE AMÉRICAINE AUJOURD'HUI

Naissance et vie d'un nouvel art

Pour la quatrième année consécutive, le FIAG (Festival international de l'avant-garde) a présenté dans une salle parisienne, l'Olympic, un choix de films expérimentaux français et étrangers, anciens ou récents. La manifestation se poursuit brièvement à la cinémathèque de Beaubourg avec sept programmes réservés exclusivement aux Américains. Deux volumes, tous deux parus en 1985, l'un en anglais, The Legend of Maya Deren, l'autre en français, Une renaissance du cinéma, de Dominique Noguez, font l'historique de cette aventure aux États-Unis.

L'ouvrage de Dominique Noguez est à la fois une thèse de doctorat d'État, résultat de quinze ans de travail, et l'histoire d'une passion pour ce cinéma appelé, « underground ». On en suit l'évolution, depuis les origines, la crise d'Hollywood, jusqu'à la naissance des coopératives de distribution pour les films indépendants. Curieusement, ce cinéma marginal ne trouve son épanouissement que dans une Amérique riche, sans préjugés, capable de fournir l'infrastructure minimale indispensable au succès de l'entreprise. Ses chefs de file, Stan Brakhage, Kenneth Anger, James Broughton, Hollis Frampton (mort il y a quelques années), Paul Sharits, Ernie Gehr, entre autres, obtiendront un commencement d'autonomie, d'une part grâce à la possibilité d'enseigner dans les universités, d'autre part avec la création des circuits parallèles.

« DES FILLES DISPARAISSENT » de Douglas Sirk

Un maniaque sexuel envoie à Scotland Yard des lettres inspirées de Baudelaire, annonçant la mort de jolies filles. Lucy Barnard, une taxi-girl, disparaît après un rendez-vous avec un homme qu'elle avait connu par les petites annonces. Sa collègue Sandra Carpenter accepte de travailler pour Scotland Yard en répondant à des annonces du même genre. Son enquête, dangereuse, va la mener vers une double découverte, vers deux réseaux, en somme, de disparitions.

Douglas Sirk achevait ici sa trilogie avec George Sanders. Dans le rôle d'un patron de boîtes de nuit (club), Sanders est un dandy extrêmement raffiné, un séducteur tout en finesse, qui trouve son double louche et décadent - son Mr Hyde peut-être - en Sir Cedric Hardwicke. Le point faible de Pièges, c'était Maurice Chevalier, son côté populo. Sanders dépasse le réalisme vulgaire, aristocratise le mélo, apporte une touche mythique à l'intrigue criminelle. C'est un homme comme lui le monde de Douglas Sirk s'affine dans l'ambivalence!

TÉLÉVISION

SIX CONTES SUR TF 1

L'ami Maupassant

Pendant six semaines, chaque mercredi, à partir du 9 avril, TF 1 diffuse un conte de Maupassant, auteur cher à Claude Santelli, qui a mis au point le projet, adapté et réalisé les contes, avec Jacques Trébutot et Hervé Basle.

Le troisième œil du cinéaste

Écrivain charnel par excellence, Maupassant s'exprime avec ses tripes. Qu'il s'agisse de la Normandie (où ses paysans ne se distinguent guère de la terre ou des bêtes), de la Seine ou des femmes (les thèmes de l'Est et de la sexualité s'entremêlent); l'écrivain fonde avec des amis une « Société de canotiers (feroce-ment obscènes » et déclare qu'« une femme, c'est indispensable dans un canot »), l'œuvre de Maupassant colle à sa vie.

Maupassant, - il fallait un regard sans complaisance, une caméra prête à traquer la bête, la laidure, la médiocrité des gens. Pas de romantisme ou de recherche esthétique, mais un réalisme à la Tom Jones de Richardson qui révèle toute la cruauté de la condition humaine.



Maupassant à l'âge de sept ans.

RENCONTRE AVEC CLAUDE SANTELLI

Le fantastique humain

« Maupassant est un auteur qui me poursuit depuis toujours », dit Claude Santelli. On s'en serait douté : il vient de terminer sa douzième adaptation d'une œuvre de l'écrivain. Il l'a découvert à l'âge de dix ans, et c'est son côté fantastique qui l'a d'abord séduit. Les histoires de fantômes, les récits de peur nocturne, les hallucinations... Plus tard, à la Sorbonne, on lui explique gravement que Maupassant était un naturaliste dans la mouvance de Zola.

« On comprend immédiatement le monde de Maupassant en parcourant cette campagne gorgée d'eau, toujours proche de la mer où les fermes isolées sont dissimulées derrière des rideaux de hêtres géants. La force de Maupassant lui vient de s'être arbutée sur un pays, un paysage et ses habitants. »

« Une humanité sournoise - du hobereau au paysan - courbant le dos devant un destin qui les dépasse tous. Grêle ou maladie, sédition, guerre ou paternalisme, chacun est pris à un piège auquel il ne peut échapper. La femme à celui du mariage ou de l'enfant; l'homme à celui de sa pulsion sexuelle. Et tous un piège de la mort. »

Se passer du petit écran

Pourriez-vous aujourd'hui vous passer de la télévision ? A l'occasion de l'expérience menée volontairement par des habitants de Créteil, qu'on pourra suivre lundi soir sur Antenne 2, tout le monde s'interroge.

« Selon un sondage Louis Harris-Théâtre effectué en janvier dernier sur un échantillon de mille personnes, une personne sur deux serait d'accord pour supprimer la télévision au soir. Plus surprenant, peut-être, quand on sait que les Français passent en moyenne vingt heures par semaine devant le petit écran, 37 % déclarent qu'ils pourraient se passer de la télé - tout le temps - contre 27 % entre sept et trente jours, 11 % entre un et douze mois; 11 % seulement avouent cependant qu'ils ne pourraient pas... »

Advertisement for a TV program on Wednesday, April 9th, featuring 'Après Meurtre dans un Jardin Anglais' and 'Le Nouveau Film de Peter Greenaway'.







RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 5 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 40 Séries : Julien Fontanes, magistrat. De J. Comolès, réal. : J.-P. Desbarrat. Avec J. Merli, F. Cluzet. (Redif.)

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De M. Drucker. Eddy Mitchell, Serge Gainsbourg, Donchick, Bronski Beat, Didier Lockwood, Anne Sylvestre.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Rio Lobo. Film américain de H. Hays (1970). Avec J. Wayne, J. Rivera, J. O'Neil, C. Mitchell.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Les enquêtes du commissaire Maigret : Mon ami Maigret. D'après G. Simenon, réal. F. Villers, avec J. Richard, J. Luciani, G. Depassio. (Redif.)

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Portrait : Madeleine Castaing. De R. Roccajova. « C'est la personne... » Françoise Sagan, qui a révolutionné la décoration actuelle. Elle est devenue l'impératrice et, depuis quarante ans, l'a imposée dans le monde.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Les enquêtes du commissaire Maigret : Mon ami Maigret. D'après G. Simenon, réal. F. Villers, avec J. Richard, J. Luciani, G. Depassio. (Redif.)

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Portrait : Madeleine Castaing. De R. Roccajova. « C'est la personne... » Françoise Sagan, qui a révolutionné la décoration actuelle. Elle est devenue l'impératrice et, depuis quarante ans, l'a imposée dans le monde.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Les enquêtes du commissaire Maigret : Mon ami Maigret. D'après G. Simenon, réal. F. Villers, avec J. Richard, J. Luciani, G. Depassio. (Redif.)

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Portrait : Madeleine Castaing. De R. Roccajova. « C'est la personne... » Françoise Sagan, qui a révolutionné la décoration actuelle. Elle est devenue l'impératrice et, depuis quarante ans, l'a imposée dans le monde.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Les enquêtes du commissaire Maigret : Mon ami Maigret. D'après G. Simenon, réal. F. Villers, avec J. Richard, J. Luciani, G. Depassio. (Redif.)

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Portrait : Madeleine Castaing. De R. Roccajova. « C'est la personne... » Françoise Sagan, qui a révolutionné la décoration actuelle. Elle est devenue l'impératrice et, depuis quarante ans, l'a imposée dans le monde.

Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et... le célèbre feuilleton « Dory Crockett ».

21 h 55 Journal. 22 h 20 Feuilles et Dynamite. Les défilements de la célèbre famille américaine. 23 h 05 Musiclub. Spécial anniversaire : hommage à C. Kozlovski, piano, et P. Dupond, danseur ; sketch de Danny Kaye ; ouverture de « La Chanson sociale » de R. Strauss.

FR3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30, Fragile Rock ; 18 h, Paris Musique ; 18 h 55, Croq'Solal ; 19 h 30, Les nouvelles de Gil et Julie ; 20 h 5, Wanda Foucaux.

CANAL PLUS

20 h 30, Téléfilm : Crime judiciaire ; 22 h 45, Séries : Mike Hammer ; 0 h 15, The Night parade, film de V. Tardieu ; 2 h 35, Le Manège de l'émotion, film de M. Bessy ; 4 h, Making subway ; 4 h 45, Nightkill, film de T. Post.

LA 6

h 30 Les études : Cherchez la femme. h 30 Le grand-show du sport. h 30 Filles de l'Atlantide. h 30 Redif. de Cherchez la femme et du Grand Show du sport.

TV 6

18 h 30 h NRJ 6 ; 21 h, 6 Tonic. FRANCE-CULTURE 20 h 30 « Fant pas mettre le petit doigt », de Georges Michel, avec C. Pélissier, M. Robin, V. Silver...

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : « Quatre Sonatas », de Scriabin ; « Sonate K 333 », de Mozart ; « Scherzo », de Schumann ; « Scherzo », de Chopin, par C. Zacharias, piano.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1 20 h 35, Entre deux heures et midi, film de H. Decoin ; 22 h 10, Étoiles et séries ; 23 h 10, Journal ; 23 h 25, C'est à lire ; 23 h 40, RFE.

A2

20 h 35, Les cinq dernières minutes : Rouge marine ; 22 h, Série documentaire ; Touche pas à mon poste ; 23 h, Journal.

FR3

20 h 35, la Horse, film de P. Granier-Deferre ; 21 h 55, Journal ; 22 h 20, Boîte aux lettres ; 23 h 15, Préface à la nuit ; 23 h 40, Espèce 3.

CANAL PLUS

20 h 35, le Masque du démon, film de M. Bava ; 22 h 05, Étoiles et buts ; 22 h 20, Boxe ; 23 h 20, Basket américain ; 0 h 50, The Devil in Miss Jones (n° 2), film de H. Pachard ; 2 h 10, Série : Mike Hammer.

LA 6

20 h 35, Driver, film de W. Hill (et à 23 h 30), 22 h 30, Série : Le Chiquetier (et à 1 h 30).

A ÉCOUTER

ÉCRIVAINS SUR LA SELLETTE

Un très bon livre encore la nouvelle émission de France Inter programmée le dimanche soir et consacrée aux livres. Un tantinet étonnante en un déroulement. Pas encore un rendez-vous car il lui manque un style. Mais l'idée est excellente et la formule se ronge. On y retrouve la décontraction bonhomme : d'Aspertrouphes, l'insolence de « Droit de réponse », l'ironie de « aux lettres ». Un feu croisé de questions dans la bonne tradition du « Club de la presse ».

Un auteur confronté à plusieurs journalistes de France Inter, du magazine Lire et de la presse écrite. Son portrait est d'abord esquissé, et le débat s'engage, sur un livre d'abord — le dernier publié par l'auteur — puis sur son œuvre, ses choix, son avenir.

Le 23 mars, Michel Tournier était mis dans l'arène et n'en revenait pas de sa faire égrégner, lui qui edge de sa mission d'édition qu'elle ne lui communique que les articles louangeurs écrits sur ses ouvrages.

« Page 34, une phrase m'inquiète un peu sur votre style », ose Philippe Caloni avec un ton de professeur : « La musique, s'exprime, montait d'instinct, comme un animal qui se livre à une danse corporelle immobile des spectateurs. Si vous aviez écrit cela dans une dissertation à l'âge de dix-huit ans, vous auriez eu cent points. »

« Oh, je ne trouve pas cela mauvais, je trouve cela plat... », continue Caloni. « L'auteur de s'incliner à vous être les lecteurs... Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? »

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 6 AVRIL «Chaumont» (en autocar), 13 heures, place de la Concorde ; cité Tulleries, et «La maison de la Légion d'honneur à Saint-Denis», 15 heures, portail Bastille (Paris et son histoire).

«La peinture espagnole, de Gréco à Goya», 10 h 30, Louvre, par Jean-P. Y. Jodet. «Promenade de Maubert à Montferrat», 15 heures, sortie métro Maubert devant le 68 boulevard Saint-Germain (M. Hager).

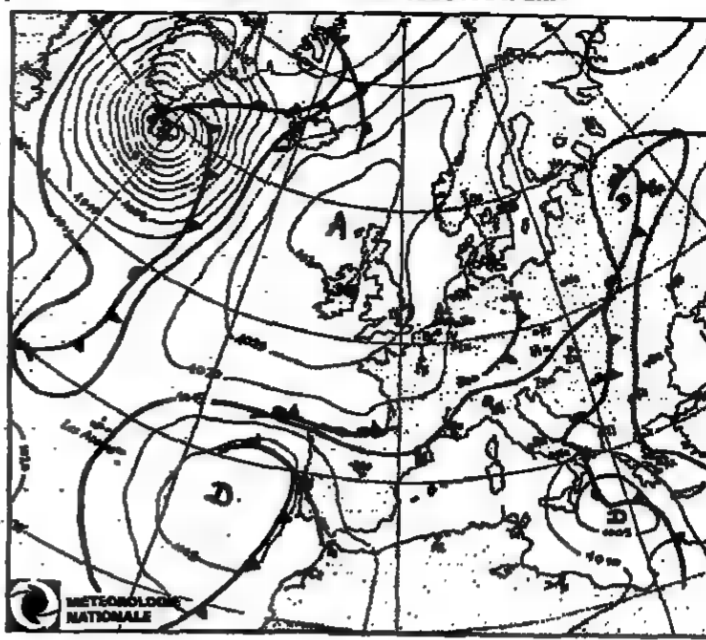
«La Banque de France», 10 h 15, 11, rue de la Harpe (I. Haurier). «Les salons du ministère des finances», 10 h 30 ou 15 heures, 93, rue de Rivoli.

«Préface en l'honneur de Beaumont», à l'occasion de l'inauguration de «Le jardin de Marais», 14 h 30 et 17 heures, grille Carpeval (C.A. Mezier).

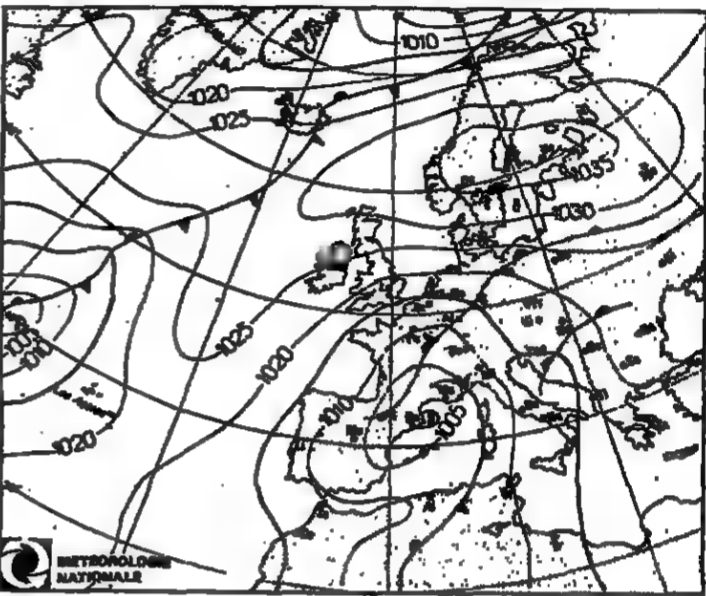
«La basilique Saint-Denis et ses dernières fouilles», 15 heures, hall Saint-Denis-Basilique (M. Bassez). «Cours de musique au Daubourg Saint-Antoine», 15 heures, sortie métro Faidherbe-Chaligny (G. Botzen).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 AVRIL 1986 A 0 h GMT



PRÉVISIONS POUR LE 7 AVRIL A 0 h GMT



Évolution probable du temps en France entre le samedi 5 avril à 0 heures GMT et le dimanche 6 avril à 0 heures GMT.

De l'air chaud venant du sud-ouest va remplacer l'air froid et instable encore prédominant ce samedi. Ce conflit va entraîner de la pluie sur la majeure partie des régions.

De la Bretagne à la Normandie et au Nord, les gibouilles vont persister. Il y aura peut-être un peu de soleil, mais on craindra de fréquentes averses, notamment ici ou là de la pluie. L'après-midi, le vent de nord-est sera soutenu.

La température sur ces régions montera de 3 à 11 degrés au lever du jour, jusqu'à 9 à 11 degrés l'après-midi. Il pleuvra dimanche matin de l'Alsace et des Pyrénées au Massif Central et aux Charvantes. Près du relief, les pluies seront parfois orageuses.

On s'attend à la pluie de la Bourgogne à la France-Côted'Azur, où il y a peu de neige qui ne tiendra pas. Du Bassin parisien à la Lorraine et à l'Alsace, ainsi que des Alpes à la Côte d'Azur, les nuages seront très nombreux dès le matin. Dans la journée les pluies persisteront aussi ces régions. Au sud du parallèle des orages éclateront. Au nord de 49 parallèle les pluies seront faibles en général. Sur les Ardennes et près des frontières du Nord, les précipitations pourront être neigeuses.

Les températures seront un peu inférieures aux normales saisonnières : il fera 1 à 2 degrés au minimum sur les régions du Nord-Est, 3 à 5 degrés dans le Centre, 6 à 8 dans le Midi. L'après-midi, on atteindra 14 à 16 degrés sur les régions méridionales, 10 à 14 ailleurs.

Table with columns: FRANCE, ÉTRANGER, TEMPERATURES maxima - minima - temps observé. Lists cities like ALGER, AMSTERDAM, ATHÈNES, etc.

EN 15 MINUTES, LA LÉGENDE D'UN SIÈCLE. Samedi 5 avril sur FR3 - 14h. Dimanche 6 avril sur TF1 - 7h 40. MERCEDES-BENZ Cent ans d'innovations. Tout l'avenir devant soi.

SAISON DE DANSE 20 h 45 12 avril SANKA JUKU USHIO AMAGATS. PLACE DU COMPTON 47 74 22 77.

TRIBUNES ET DÉBATS DIMANCHE 6 AVRIL M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, répond aux questions des journalistes, au cours de l'«Forum» de RMC, à 11 heures.



# Economie

## La majorité et la dévaluation du franc

(Suite de la première page.)  
Avec un nouveau réajustement, c'est entre un quart et un tiers de sa valeur que la monnaie française aurait perdu encore par rapport à celle de l'Allemagne depuis mai 1981.  
C'est un fait que, depuis mars 1983, la tenue du franc s'est considérablement améliorée, mais on ne répètera jamais assez que la solidité d'une monnaie doit se mesurer à l'aune non pas d'une seule mais de deux variables : la première est évidemment le taux de change, la seconde est presque aussi importante : le niveau du taux d'intérêt. Un taux élevé et immanquablement l'indice d'une faiblesse monétaire. Cela vaut pour tous les pays, y compris pour l'orgueilleux dollar de la première présidence de M. Reagan, quand cette dernière cessait de se revaloriser. Disons pour simplifier que le taux d'intérêt reflète la qualité moyenne du crédit que jouissent les emprunteurs d'un pays donné.  
Le gouvernement Chirac, s'il veut éviter la hausse de la prime de risque, doit engager une triple action, impossible à mener à bien sans une dévaluation préalable. Cela ne va évidemment pas dire que celle-ci est inévitablement bien utilisée.  
La première action est une opération de révision en ordre, à la faveur d'une limitation des prix, notamment des prix des services, que l'on peut espérer aussi rapide

totale que possible. Il est difficile de savoir, dans le climat actuel de désinflation, quelle telle politique se traduira nécessairement par une dévaluation significative (supérieure à un point de l'indice) du niveau général des prix. La réponse est probablement négative, mais il faut tenir compte d'un autre facteur.  
Le gouvernement précédent a laissé le déficit budgétaire monter dans des proportions inquiétantes mais masquées par la formation d'un objectif dont la signification profonde échappe à une analyse rigoureuse : les fameux 3 % du PIB. La vérité est qu'il convient, si l'on veut diminuer les impôts qui pèsent sur l'investissement et le produit, de diminuer simultanément un certain nombre de dépenses. La seule méthode rationnelle pour obtenir ce résultat est de réduire les dépenses dites d'intervention.  
Le gouvernement actuel maintient un grand effort de réduction des dépenses, mais il ne peut pas diminuer les subventions. Cependant, les entreprises nationales, dans l'investissement, ont ralenti (notamment parce que les grands programmes nucléaires et de télécommunications ne sont pas déjà réalisés), continuant à s'endetter. C'est le signe, presque infaillible d'une insuffisance de leurs recettes. Si demain on doit augmenter certains tarifs, il convient que le gouvernement dispose d'une marge de manœuvre,

notamment, quoi qu'il en dise, pour lâcher, s'il le faut, du lest sur certains salaires qui sont fortement comprimés depuis deux ans.  
C'est ici que la question fondamentale se pose, qu'il s'agit de formuler sans risquer l'effet de démagogie. Un pays qui compte sur deux millions de chômeurs, encore harcelé de contrôles de toutes sortes (prix, changes, crédit), a épuisé les leviers de son existence. C'est dans une autre direction qu'il convient de se tourner résolument, ce qui ne veut pas dire, bien au contraire, abandonner les disciplines.  
Autrement dit, une partie des « sacrifices » demandés aux Français sous forme de réduction de leur pouvoir d'achat ou de renoncement à des libertés, doit être compensé par une augmentation de l'investissement, mais une autre, qui est certainement pas négligeable, a son origine dans l'organisation déficiente de l'économie française, qui à son tour, appelle, pour être corrigée, une intervention, tels les contrôles de prix, qui ne viennent qu'en dernier lieu. Il y a une question, qu'on peut qualifier de grave (malgré la sophistication des méthodes employées) dans la mesure où, pour être corrigée, elle nécessite des moyens humains, financiers et matériels. On doit être conscient de ce fait que, si l'on ne trouve pas de solutions à ces problèmes, on ne peut pas limiter la marge de liberté des entreprises par des restrictions qui n'ont, en définitive, rien à voir avec les problèmes à résoudre. Au contraire, une lutte rationnelle contre l'inflation exigeait qu'on agisse, et qu'on agisse seulement, au double niveau de la monnaie (régime de l'émission) et de la concurrence entre les producteurs. Une authentique politique de dévaluation a ceci de remarquable que les moyens employés, loin d'être de leur nature des freins à la croissance, sont des stimulants à l'activité. En ce qui concerne le marché monétaire par un meilleur fonctionnement du marché monétaire - ce que les réformes de M. Pons-Bérégovoy pourraient rendre possible - on encourage indirectement la formation de l'épargne; en favorisant la concurrence, on ouvre les voies à l'expansion. C'est pourquoi la révision des statuts de la Banque de France, si elle est menée à bien, la refonte de la législation (héritée des fameuses ordonnances de 1945 relatives aux prix) sur les monopoles et les ententes, que prépare M. Edouard Balladur, sont, parmi quelques autres, des réformes à tester lesquelles on pourra juger l'action du gouvernement.

PAUL FABRA.

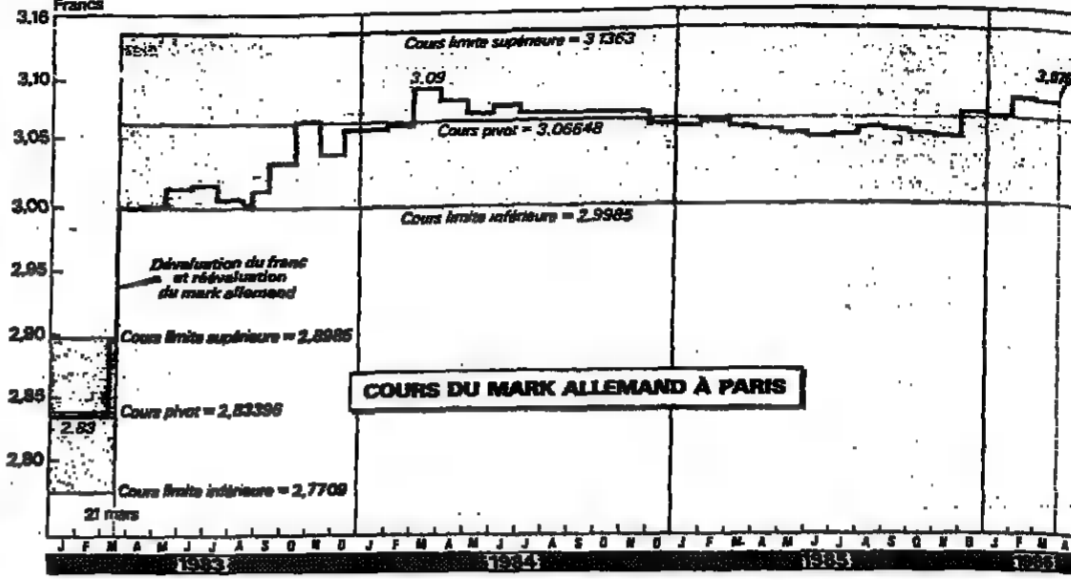
## Un coup de pouce momentané pour les prix agricoles

Une bonifiée d'origine pour le poumon agricole, telle peut être la conséquence immédiate de la dévaluation du franc. Mais les inconvénients inhérents à un changement de parité sont plus longs.  
Depuis leur création, en 1969, les montants compensatoires monétaires (MCM) ont empoisonné la politique agricole commune. Ces MCM sont des taxes à l'importation et à l'exportation qui, lorsqu'une monnaie change de parité par rapport à une autre, permettent aux prix agricoles théoriquement communs de rester constants. Concrètement, le pays qui dévalue voit ses exportations frappées d'une taxe (MCM négatifs) et celui qui révalue dispose, pour les siennes, d'une subvention (MCM positifs). On voit le cercle vicieux du système : le pays à monnaie faible est pénalisé, le pays à monnaie forte récompensé. A ce jeu, l'Allemagne fédérale joue gagnante. Elle est devenue une grande puissance agricole.

le ministre allemand de l'Agriculture a une baisse des prix, on devrait assister à une augmentation des MCM positifs en RFA, entraînant dans leur sillage un accroissement des MCM aux Pays-Bas, l'autre grand concurrent de l'agriculture française (1). Fort de cet avantage, M. Kisch, ministre ouest-allemand de l'Agriculture, pourrait faciliter le compromis à Bruxelles et se contenter d'une faible hausse sur les prix, voire d'un taux zéro, comme le souhaitait la Commission. Ce qui n'arrangerait pas l'un ou l'autre Français.

JACQUES GRALL.

(1) Actuellement les MCM sont nul pour la France, l'Irlande, la Belgique, le Luxembourg et le Danemark. Ils sont négatifs pour l'Italie (-4 %, sans le vin 0 %), le Royaume-Uni (-3,5 %), la Grèce (-3,5 %) et -3,1 % pour le vin). Ils sont positifs pour l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas (+2,9 % pour le lait, 1,8 % pour la viande bovine et le beurre, 2,4 % sur les autres produits).



En moyenne mensuelle, le franc s'est maintenu autour du cours pivot établi le 3 mars 1983, en raison notamment de taux d'intérêt élevés. Mais l'écart d'inflation entre la France et l'Allemagne a été de 11,5 points entre mars 1981 et mars 1983, les coûts salariaux unitaires accusant dans le même temps eux aussi un écart significatif, au détriment de la France. Ces deux paramètres expliquent la recherche d'un réajustement monétaire.

## Un système de change cohérent

Le système européen (SME) officiellement créé le 3 septembre 1978 à Bruxelles et entré en vigueur le 13 mars 1979 avec pour objectif l'établissement d'un système de change stable grâce à des rapports stables entre les monnaies sur la base des parités ajustables. Il succède à un « système monétaire » en avril 1971, comme première réaction collective des Européens à des fluctuations du dollar après la « suspension » le 15 août 1971, par le président Nixon, de la libre convertibilité du dollar en or.  
Le système européen de change, la France, l'Allemagne fédérale, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas étaient convenus de limiter à 2,25 % les marges de fluctuation de leurs monnaies l'une par rapport à l'autre.  
Les mécanismes du système monétaire européen, qui vient de fêter sa septième année d'existence, s'appliquent à huit monnaies : le franc français, le mark allemand, le florin néerlandais, la lire italienne, le franc belge et le franc luxembourgeois, la livre irlandaise et la couronne danoise. La Grande-Bretagne, si elle a adhéré à l'accord de création du système, ne participe pas à l'une de ses principales dispositions de régulation : le mécanisme d'intervention sur les marchés des changes.  
De leur côté, la Grèce, l'Espagne et le Portugal n'ont pas adhéré au SME, mais la drachme grecque entre, comme la livre, dans la composition de l'ECU, et ces pays

suivent attentivement les mouvements du système. C'est ainsi que le marché des changes a été fermé à Lisbonne le 4 avril comme dans les autres pays européens adhérents au SME et que l'Espagne, la France et l'Allemagne fédérale, le premier partenaire commercial, envisage de « suivre le franc ». Enfin, l'Italie continue à bénéficier de certaines dispositions spécifiques sur les limites maximales de fluctuation autorisées au sein du SME.  
Le système monétaire européen fonctionne autour de deux axes :  
1. L'EMU (European Currency Unit) est une unité monétaire établie à partir d'un panier de devises et en contrepartie d'un dépôt effectué par les banques centrales de 20 % de leurs avoirs en or et en dollars auprès du Fonds européen de coopération monétaire (FECOM). La valeur de l'ECU est calculée chaque jour à partir de la somme des cours de dix devises du SME, de la livre sterling et de la drachme, établis sur leur marché national et pondérés pour tenir compte du poids relatif des économies nationales de l'ensemble européen. Cette unité de compte est de plus en plus utilisée. C'est ainsi qu'en 1982 les émissions d'emprunts libellés en ECU sur le marché international des capitaux ont atteint le montant record de 8,99 milliards d'ECU, soit près de trois fois plus qu'en 1981. Le 3 avril, la valeur de l'ECU était de 1,3661 F et de 2,17619 DM.  
2. Le mécanisme de change, l'aspect le plus marquant du SME, repose sur la définition de cours pivots qui peuvent être révisés en cas de réajustement monétaire par accord mutuel entre les pays adhérents au SME et la Commission.

européenne. Sur la base de ces cours pivots est établie une grille qui comprend, pour chaque monnaie, un central par rapport aux autres devises et des cours pivots et plafonds dont le franchissement déclenche des mécanismes d'intervention obligatoires (mais ces mécanismes n'ont pas joué les 3 et 4 avril). La Banque de France, en concertation avec les autres banques centrales, décide de ne pas intervenir. Les fluctuations maximales des cours autorisées de part et d'autre des cours centraux sont limitées à plus ou moins 2,25 % (sauf pour la lire italienne, qui bénéficie d'une marge pouvant atteindre 6 %) et les banques centrales sont tenues d'intervenir sur le marché afin de maintenir leurs monnaies à l'intérieur de ces limites.  
« Si l'on n'a pas respecté ce principe d'intervention, c'est pour éviter que la spéculation ne se déchaîne. Le 3 et le 4 avril, on a donc tenté de spéculer pour entrer en jeu à somme nulle », dit-on à Paris.  
Pour faciliter les interventions des banques centrales, pourtant, trois mécanismes de crédit, créés en 1970 et en 1972, ont été renforcés lors de la révision du SME. Ceux-ci permettent l'ouverture d'un crédit d'un montant illimité et d'une durée de soixante-quinze jours (renouvelable une fois sous certaines conditions pour trois mois) entre les banques centrales dans leurs monnaies, en contrepartie de l'obtention d'un crédit mutuel pour trois mois à partir d'une caisse commune; enfin, un recours possible à un crédit à moyen terme de deux à cinq ans que peuvent se consentir les pays de la Communauté sur une enveloppe de plus de 10 milliards d'ECU.

## DANS LES COULOIRS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Silence, on réajuste

Seul le silence est grand, c'est une étrange sensation. Depuis quand le spectre de la dévaluation se profile à l'horizon. Et surtout pour ceux qui, tel M. Lionel Jospin, se veulent avant tout « citoyens de ce pays et responsables politiques, je dis bien responsables ». Tout aussi civique, M. Michel Rocard, interrogé, s'entretient sans un mot.  
Mais il est des silences qui vous brûlent la bouche comme un pomme de terre chaude. M. Pierre Bérégovoy, à l'évidence, en consomme. Il ne dit mot, M. Bérégovoy, mais ce n'est pas faute d'avoir gros sur le cœur. D'accurs, sur les bancs de l'hémicycle, l'ont même vu réviser avec le plus grand soin son intervention d'après-dévaluation. On l'a aperçu, manifestement après, bavardant avec M. Raymond Barre. Mais chut ! Bérégovoy, pour l'instant, garde sa réprobation sous le coude et pendant le week-end, loin du front, il est inopinéable : « J'assiste à la communion d'une niche ».  
Il ne suffit pas de se taire. Encore faut-il le faire savoir. M. Raymond Barre, ministre de l'Estime, est arrivé. Il arrive. M. Raymond Barre, ministre de l'Estime, est arrivé. Il arrive. M. Raymond Barre, ministre de l'Estime, est arrivé. Il arrive.

demain à Chamalières. En d'autres termes, M. Dominique Strauss-Kahn (PS, Haute-Savoie) ne dit pas non à la dévaluation, mais il ne faut jamais parler d'argent car on n'est pas sûr de l'avoir après.  
M. Laurent Fabius, lui, n'y tient plus. Fabius est début d'après-midi, le voilà dans la soirée tout à fait prêt à condamner « une politique de petits facilités et de fuite en avant ». Chut ! Il s'y reprendra à deux fois, les députés se le rappellent dans sa déclaration. Entre-temps, il est vrai, les députés socialistes, peu sensibles à la majesté d'une réprobation officielle, ont condamné la probable dévaluation. « Dévaluer le franc, c'est dévaluer la France », lance, superbe, M. Christian Goux. « C'est la première dette payée au peuple », déclare M. Jean Popereau. Plus nuancé, M. Jean Le Goff, « les Allemands ont accepté de faire une partie du chemin en dévaluant le...

Même si l'asperge landaise n'en profite pas, les paysans, eux, apprécieront : « C'est le premier cadeau de Dieu au corporatisme agricole et au corporatisme industriel archaïque », analyse M. Michel Sapin, député rocardien des Hauts-de-Seine. « Tout de suite », dit-il, « il faut aller à Destrade (Pyrénées-Atlantiques), la dévaluation du revenu agricole n'était pas la priorité des priorités. » Quant à M. Jack Lang, c'est bien simple, quand on lui a demandé s'il n'était pas « à un cran d'un canular ou à un bobard ».  
Dans la majorité, pas une tête à se lever. C'est une opération pour réparer. Les députés socialistes, peu sensibles à la majesté d'une réprobation officielle, ont condamné la probable dévaluation. « Dévaluer le franc, c'est dévaluer la France », lance, superbe, M. Christian Goux. « C'est la première dette payée au peuple », déclare M. Jean Popereau. Plus nuancé, M. Jean Le Goff, « les Allemands ont accepté de faire une partie du chemin en dévaluant le...

Rien pour l'asperge

« Trois semaines, on a un gouvernement qui organise lui-même la spéculation contre la monnaie dont il a la charge », analyse M. Henri Emmanuelli, député des Landes et ancien secrétaire d'Etat au budget. M. Emmanuelli est d'autant plus hostile à cette dévaluation qu'elle ne donnera même pas un coup de pouce aux exportations d'asperges vendues d'avance.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## Faire plaisir aux uns sans mécontenter les autres

De notre envoyé spécial

Ootmarsum. - Convoquée initialement pour permettre aux ministres des finances de la CEE d'harmoniser leurs points de vue avant plusieurs échéances internationales importantes, comme le sommet des chefs de gouvernement de Tokyo, la réunion informelle d'Ootmarsum sera essentiellement consacrée à la demande de parités au sein du système monétaire européen. Les propositions touristiques prévues pour les ministres et leurs familles sont donc transformées en « marathons » nocturnes et en discussions serrées. La région, dans le sud-est des Pays-Bas, à quelques kilomètres de la frontière allemande, avait pourtant de quoi charmer, sa situation convenant d'ailleurs beaucoup mieux à un rassemblement de cyclotouristes. Ootmarsum est située sur une des rares collines des Pays-Bas - qu'à une réunion des grands argentiers de la Communauté européenne.  
Dès leur arrivée, vendredi 4 avril en fin d'après-midi, les délégations se sont séparées. Pendant que les ministres dînaient, les membres du comité monétaire - directeurs généraux des finances et numéros deux des banques centrales - entamaient une première négociation sur l'ampleur des aménagements à apporter aux parités des monnaies du SME. Point d'ancrage de la négociation : la différence souhaitable entre les parités du deutsche-

mark et du franc français. De combien la monnaie allemande devait-elle être dévaluée et le franc dévalué ? Les responsables des autres pays ont, bien entendu, leur mot à dire dans cette traditionnelle partie de bras de fer entre Bonn et Paris.  
Ainsi, les Néerlandais sont condamnés à une marche obligée - suivre le mark à la hausse. Les Italiens, eux, doivent en revanche accompagner la dévaluation du franc français, mais Rome ne souhaiterait pas, pour des raisons politiques, que la lire descende plus bas que le franc. La lire irlandaise, quant à elle, pourrait être dévaluée d'un montant plus élevé. Le franc belge pose un problème aigu : d'un côté, le marché joue contre cette monnaie, qui se trouve au plancher du SME depuis plusieurs mois; de l'autre, la Belgique, très liée commercialement à l'Allemagne et aux Pays-Bas, ne souhaiterait pas un décrochage trop important par rapport au florin et au mark. « Il n'y a pas de raisons techniques pour que le franc belge soit dévalué », a annoncé le ministre belge, M. Mark Eyskens, avant de partir pour les Pays-Bas.  
Samedi matin, le comité monétaire a remis ses conclusions aux ministres des finances, qui devraient tenter, c'est la loi du genre, de faire plaisir aux uns sans mécontenter les autres.

JOSÉ-ALAIN FRALON.



REPÈRES

Commerce international : réponse européenne aux menaces américaines

Graines de tournesol, pruneaux, jus de fruit, viande de cheval et miel figurent dans la vingtaine de produits sur lesquels la CEE pourrait prendre des mesures de rétorsion contre les Etats-Unis...

Chômage : légère baisse dans les pays occidentaux

En mars, le nombre de chômeurs a diminué aux Etats-Unis et au Canada. Aux Etats-Unis, selon le département du travail, le nombre de chômeurs est revenu, en données brutes, à 8,42 millions...

LES EXCÉDENTS COMMERCIAUX DU JAPON

Une commission prône la « transformation historique » des structures et des mentalités nippones

Le Japon prend ses marques à la veille de la visite à Washington du premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone...

Un plan de relance prévu

L'autre grand volet du rapport, la transformation de la structure de commerce extérieur, est plus vague. Si les membres de la commission...

PRÊT IMPORTANT DE LA BANQUE MONDIALE A L'ARGENTINE

L'Argentine va obtenir un prêt de 350 millions de dollars de la Banque mondiale. Ce prêt sera utilisé pour réformer profondément le système fiscal agricole...

Un léger ajustement du taux de change de l'austral ainsi qu'un train de mesures de relance...

LA CGT FACE AU NOUVEAU POUVOIR

M. Krasucki : l'action syndicale ne dépend pas de la couleur du gouvernement

La CGT demeure fidèle au nouveau gouvernement dans une apparente expectative, pour ne pas parler d'incertitude. Lors d'une conférence de presse, le vendredi 4 avril, à l'issue d'une commission exécutive de deux jours...

170 000 à 270 000 adhérents de moins

Invité à commenter les scores respectifs par rapport aux élections, M. Krasucki s'est d'abord retranché derrière l'indépendance de son organisation avant de lâcher : « Globalement, le total des voix recueillies par les diverses formations qui constituent la gauche est en des plus bas depuis longtemps... »

LE RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD MULTIFIBRE

Les négociations auront lieu dans les couloirs

Seul M. Jaramillo, les difficultés qui ont provoqué des mesures restrictives dans ce secteur de la part des pays importateurs ont été largement apaisées. Par conséquent, les pays exportateurs ne trouvent pas, à son avis, de justification valable à ce qu'ils soient poursuivis et exprimant leur détermination à former un front uni lors de négociations à venir...

Dans sa déclaration prononcée au nom de la CEE, M. Leng a rappelé que, depuis le 11 mars, la Communauté avait mandat pour négocier le renouvellement de l'AMF...

Il a également confirmé que l'objectif final devait demeurer l'application des règles du GATT au commerce des textiles aussi bien dans le cadre de l'AMF que sur le plan bilatéral.

Dans les négociations à venir, la Communauté a jugé qu'un traitement préférentiel devait être reconnu aux pays exportateurs de produits textiles, aux exportateurs de produits envergers, aux producteurs de produits agricoles...

Front uni

Pour leur part, les pays dits en développement semblent avoir mis au point les divergences qui existent apparues entre eux lors des négociations précédentes. Leur porte-parole, l'ambassadeur Jaramillo (Colombie), a apporté des précisions sur les thèmes de la réunion qu'ils ont tenue à Pékin du 8 au 10 mars...

Il a estimé que la CGT n'avait « aucune responsabilité » dans ce qui s'était produit depuis cinq ans. Il a reconnu que son organisation avait « subi des coups », il a affirmé que « les forces existantes et personnes ne peuvent permettre d'importer ».

Touché par le débat en cours au sein du PC, la CGT apparaît préoccupée par son propre recul, en lumière par le rapport de M. Michel Warcholak, secrétaire de la CGT, sur la syndicalisation (le mardi 20 mars). Ce rapport déjà diffusé en mars a estimé que le mouvement ouvrier était riche, positif, diversifié dans les approches, très ouvert...

M. Warcholak a souligné que le débat entourant la syndicalisation n'avait rien d'éphémère. « A l'inverse du mouvement ouvrier », a-t-il affirmé, « un « approfondissement de la réflexion », destiné à régler l'autocritique, à imprimer un balai à son objectif dynamique, il s'agit de la CGT » pour répondre au « besoin d'une CGT forte ».

La marginalisation des socialistes

Un tel problème qui se pose pour la CGT est celui de la place de plus en plus marginale qu'elle laisse à ses responsables socialistes. Les responsables socialistes du bureau confédéral, M. Gérard Gaumé, et le comité directeur du PS, et M. Deluchat, ont voté...

L'AVENIR DE LA SIDÉRURGIE

Quelle mission pour M. Gandois ?

M. Jean Gandois a été chargé le 4 avril, par le premier ministre d'une mission d'expertise et de propositions sur la sidérurgie. L'ancien PDG de Rhône-Poulenc, qui avait dirigé les aciéries de France de 1982, après la nationalisation de son groupe...

Ce choix ne constitue donc pas une surprise, même si la date d'origine de l'annonce de cette nomination - par le premier ministre et non par le ministre de l'Industrie - étonne...

Pétrole : redressement des cours

Les cours à terme du pétrole brut ont progressé à New York le 4 avril, les livraisons pour mai du West Texas Intermediate étant cotées à 12,74 dollars le baril et celles pour décembre à 13,89 dollars.

RATP : la CGT dit « non » à l'augmentation des tarifs

L'union syndicale CGT de la RATP estime que la hausse d'augmentation de 1,5 % des tarifs de la RATP pour l'année 1986, décidée par M. Claude Quin, président du conseil d'administration de la Régie, est injuste et dangereuse.

Faible hausse des prix aux Pays-Bas

Les prix de détail ont augmenté de 0,1 % en mars aux Pays-Bas. La hausse en un an est de 0,7 % (mi-mars 1986 comparé à mi-mars 1985).

18 mars, la déclaration du bureau confédéral commentant les élections législatives. Le 11 avril, M. Deluchat est intervenu à la mission exécutive pour souligner qu'il n'y avait pas de continuité entre la nouvelle et l'ancienne majorité...

M. Gaumé est intervenu sur sa part dans le débat sur la syndicalisation. Plaidant pour une pratique démocratique de la CGT, il a affirmé qu'il fallait d'un syndicalisme militant, très diversifié, pour « révaloriser » les derniers « démultiplicateurs ». Il a demandé un grand débat public sur plusieurs axes avec l'ensemble des salariés.

Le bureau confédéral a souligné que le débat entourant la syndicalisation n'avait rien d'éphémère. « A l'inverse du mouvement ouvrier », a-t-il affirmé, « un « approfondissement de la réflexion », destiné à régler l'autocritique, à imprimer un balai à son objectif dynamique, il s'agit de la CGT ».

Le bureau confédéral a souligné que le débat entourant la syndicalisation n'avait rien d'éphémère. « A l'inverse du mouvement ouvrier », a-t-il affirmé, « un « approfondissement de la réflexion », destiné à régler l'autocritique, à imprimer un balai à son objectif dynamique, il s'agit de la CGT ».

Le bureau confédéral a souligné que le débat entourant la syndicalisation n'avait rien d'éphémère. « A l'inverse du mouvement ouvrier », a-t-il affirmé, « un « approfondissement de la réflexion », destiné à régler l'autocritique, à imprimer un balai à son objectif dynamique, il s'agit de la CGT ».

Le premier ministre a fait le diagnostic de ce secteur, qui, en Italie, a reçu toutes les aides publiques (20 milliards de francs sur 1986-1987) pour retrouver son équilibre...

Le premier ministre a fait le diagnostic de ce secteur, qui, en Italie, a reçu toutes les aides publiques (20 milliards de francs sur 1986-1987) pour retrouver son équilibre...

Le premier ministre a fait le diagnostic de ce secteur, qui, en Italie, a reçu toutes les aides publiques (20 milliards de francs sur 1986-1987) pour retrouver son équilibre...

Le premier ministre a fait le diagnostic de ce secteur, qui, en Italie, a reçu toutes les aides publiques (20 milliards de francs sur 1986-1987) pour retrouver son équilibre...

Le premier ministre a fait le diagnostic de ce secteur, qui, en Italie, a reçu toutes les aides publiques (20 milliards de francs sur 1986-1987) pour retrouver son équilibre...

Le premier ministre a fait le diagnostic de ce secteur, qui, en Italie, a reçu toutes les aides publiques (20 milliards de francs sur 1986-1987) pour retrouver son équilibre...

Le premier ministre a fait le diagnostic de ce secteur, qui, en Italie, a reçu toutes les aides publiques (20 milliards de francs sur 1986-1987) pour retrouver son équilibre...



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Quo non ascendet (où se mettra-t-il pas) ? C'est la question lancinante, qui s'est, de nouveau, posée cette semaine rue Vivienne, une semaine encore réduite à quatre séances par le chômage du jeudi de Pâques...

Ce jour-là, les professionnels du marché furent très près des maux à prendre les bénéfices... L'œil du spéculateur se tourne vers les professionnels étrangers. Et ce qui devait arriver, arriva.

Une demi-heure après l'ouverture des cotations, le soleil fatigué des 11 de hausse avait en effet été atteint. A 12 h 30, l'activité s'est ralentie et le marché a repris son cours normal.

Une liesse monétaire

Les mouvements de hausse se succèdent encore derrière les grilles. Interrogés les derniers professionnels sortis du marché, ils ont répondu : « Vous n'avez encore rien vu. » « La semaine prochaine sera encore plus belle », affirmait l'un d'eux...

Les rumeurs d'OPA, qui entourent sous les lambris, ont contribué, elles aussi, à entretenir une atmosphère volcanique. Des listes de noms circulent. Après Valeo et Générale Biscuit, on parle de BSN, de Presses de la Cité, de Charbonnages, d'Imétal. Les spéculations s'intensifient.

Autres facteurs d'entraînement : les places étrangères ont, elles aussi, brisé les chaînes et au moment où se connaît en détail et prodigieux essor économique. Enfin, au moment où quelques inquiétudes ont quasi même percé

sur les effets pervers du contre-choc pétrolier, avec un baril à moins de 10 dollars, la Maison Blanche est sortie de sa passivité, a insisté sur la nécessité de stabiliser le marché et envoyé un émissaire dans le Golfe, chargé de joindre les bords opposés. Tout s'en mêle et jusqu'aux monnaies.

Dès vendredi matin, après la sortie de la France du SME et la suspension des cotations sur tous les marchés des changes européens, il était pratiquement acquis que l'opération chirurgicale aurait lieu durant le week-end et se traduirait par une sensible dépréciation du franc contre le deutschemark.

Les investisseurs se sont, comme des fous, mis à jouer la reprise des exportations, les étrangers en tête, qui ont l'avantage sur les opérateurs domestiques de payer les valeurs françaises moins cher, le règlement des achats ne devant se faire que le 22 avril prochain.

Avec beaucoup de philosophie, un professionnel du travail, qui n'arrivait plus à rencontrer sa femme et ses enfants, assurait en souriant : « L'argent ne fait pas le bonheur. Notre profession est physiquement stérile. » L'informatique de Palais Brongniart n'est pas mieux lotie.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Wall Street a perdu le nord ces derniers jours. Après avoir battu un nouveau record le jeudi de Pâques, le marché a été victime d'un premier accès de faiblesse, dont il allait se remettre rapidement mais brièvement.

Pour tout dire, la Bourse américaine est complètement déboussolée. Un effondrement des prix du pétrole avec la menace de krach bancaire qui lui est lié, et ses effets dévastateurs sur l'économie pétrolière mondiale, elle a connu quand le prix du baril est repassé au-dessous de 10 dollars.

Table with 3 columns: Cours 27 mars, Cours 4 avril, Diff. Rows include Alcoa, ATT, Boeing, Chase Manhattan, etc.

LONDRES

Le marché britannique a retrouvé cette semaine la vigueur que lui avait récemment fait perdre l'alerte sur le front pétrolier et qui lui avait fait battre les cours records d'altitude. La firme de OPA a été le principal élément moteur de la reprise.

Table with 3 columns: Cours 27 mars, Cours 4 avril, Diff. Rows include Bectiveam, Bowater, Brit. Petroleum, etc.

FRANCKFORT

La hausse reprend. Interrompu à la veille de Pâques, le marché a repris, mais temporairement, son essor et son dynamisme dans la perspective d'une réallocation du deutschemark.

Table with 3 columns: Cours 27 mars, Cours 4 avril, Diff. Rows include AEG, BASF, Bayer, etc.

TOKYO

Le chand et le froid ont tenu à leur soufflet sur le marché, favorisant, l'un et l'autre, des nouvelles crises, l'autre, un plongeon. En dépit de la spéculation et en attendant qu'en même temps d'intensifier les pressions à l'extérieur, le gouverneur de la Banque de Tokyo a donné de fortes émissions aux opérateurs.

Table with 3 columns: Cours 27 mars, Cours 4 avril, Diff. Rows include AEG, BASF, Bayer, etc.

Valeurs à revenu fixe ou indexés

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include 4 1/2 % 1973, 7 % 1973, 10 3/4 % 1973, etc.

Mines d'or, diamants

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include Anglo-American, Angloplatin, Baf. Gold M., etc.

Mines d'or, diamants

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include Anglo-American, Angloplatin, Baf. Gold M., etc.

Pétales

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include Elf-Aquitaine, Esso, Exxon, etc.

Mines, coutchouc, outre-mer

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include Charter, Géophylique, Indat, etc.

Bâtiment, travaux publics

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include Auxil. d'entreprises, Broyages, CimENTS Français, etc.

Produits chimiques

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include BASF, Bayer, Floures, etc.

Valeurs diverses

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include Accor, Agence Havas, Agnony, etc.

Filatures, textiles, magasins

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include André Rouillier, Apache Wilot, BFV, etc.

Métallurgie

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include Alpi, Alpius, Alpius, etc.

MATIF

Marché 10% - Cotation en pourcentage du 27 mars

Table with columns: COURS, ÉCHEANCES, Rows include Premier, + limit, + luss, Derrier, Cours comp.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS

Table with columns: 31 mars, 1er avril, 2 avril, 3 avril, 4 avril. Rows include RM, Comptant, R. et ob., Actions, Total.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Français, Étrangères, Tendances, Indice gén. Rows include Français, Étrangères, Tendances, Indice gén.

Matériel électrique services publics

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include Alstom-Atlantique, CIT-Alcatel, Cyroz, etc.

Alimentation

Table with columns: 4-4-86, Diff. Rows include Béghin-Say, Bouillon, Carrefour, etc.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Table with columns: Valeurs, Hausse %, Valeurs, Baisse %. Rows include Saint-Louis, OAL, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Cours 27 mars, Cours 4 avril, Diff. Rows include Or du Suda en barres, Or du Suda en lingots, etc.

Le Monde ÉCONOMIE

Optimisme



Les devises et l'or

Dans l'attente d'un réaménagement monétaire : hausse du dollar

Les rumeurs de rajustement monétaires à l'intérieur du SME, et le syndrome du week-end marqué par des opérations spéculatives rapides n'ont pas, cette semaine, attendu le dernier moment pour faire leur réapparition sur les marchés des changes internationaux.

Reaménager, réaménager pas ? Les commentaires allaient bon train sur le sujet. Des mercredi, les monnaies candidates à la dévaluation recommencent à être passablement chahutées, à savoir le franc français et le franc belge, qui s'affaiblissent de ce chef.

De lundi à mercredi, le dollar avait déjà bien plus fibre allure. Mercredi, il s'approchait de 7,30 F à Paris et franchissait la barre de 2,35 DM à Francfort.

Une telle procédure avait sans précédent, les deux États du Rhin, les marchés se déchaînaient immédiatement persuadés que « cette fois était la bonne » et que le rajustement aurait lieu durant le week-end.

Les matières premières

Hausse du zinc - Baisse de l'étain

Ramoux monétaires, nouvelle chute des prix du pétrole, atténuée ensuite, fluctuations désordonnées sur les autres matières premières, ont constitué les facteurs dominants de la semaine sur les places commerciales.

MÉTALX. - En Malaisie, les cours de l'étain ont poursuivi leur mouvement de baisse revenant à leurs niveaux les plus bas depuis la reprise de l'activité sur le marché de Kuala-Lumpur depuis le 3 février dernier.

En dépit d'une diminution persistante des stocks britanniques de métal (-4 500 tonnes entre novembre et février), les cours du cuivre ont légèrement fléchi au Metal Exchange de Londres.

En corrélation avec la chute des prix du pétrole, les cours des métaux précieux ont sensiblement

fléchi, surtout ceux de l'argent. La platine, à l'inverse des autres métaux précieux, a subi une hausse.

DENRÉES. - Après une courte pause, les cours du café ont repris le chemin de la baisse avec une plus grande abondance de marchandises disponibles. La Colombie, second exportateur mondial, compte pour se substituer au Brésil pour effectuer dans le cadre de l'accord international.

Le sucre a consolidé facilement une hausse récente. Des reports de livraison de la part du Brésil en Cuba, fournisseur privilégié de l'URSS, la perspective d'achats relativement importants pour le compte de ce dernier pays en Inde, la perspective d'un déficit mondial de production d'au moins 4 millions de tonnes pour la prochaine campagne ont été les principaux facteurs de cette hausse.

Le sucre a consolidé facilement une hausse récente. Des reports de livraison de la part du Brésil en Cuba, fournisseur privilégié de l'URSS, la perspective d'achats relativement importants pour le compte de ce dernier pays en Inde, la perspective d'un déficit mondial de production d'au moins 4 millions de tonnes pour la prochaine campagne ont été les principaux facteurs de cette hausse.

L'euro-marché

Un réalignement bien accueilli

Le réajustement si longtemps attendu des parités au sein du SME ne devrait pas trop affecter le marché de l'ECU, pas plus que celui de l'euro-franc français.

L'ECU va donc se déprécier légèrement vis-à-vis du deutschemark et du florin et se réaligner par rapport aux devises plus faibles. Mais le poids du deutschemark étant plus fort au sein du panier composant la devise de la CEE, l'ECU risque d'être un peu fort vis-à-vis du dollar si le cours DM/dollar reste inchangé à 2,34.

Cette perspective a des chances de se vérifier parce que la dévaluation s'est un peu trop renforcée vis-à-vis de l'Allemagne au cours des dernières semaines.

Dès qu'il fut vendredi matin que le processus de réajustement était enfin entamé, le marché de l'euro-franc français, qui était déjà très ferme, est passé au stade de l'euphorie. Sur le marché secondaire en partie fermé, certaines euro-émissions ne faisaient plus l'objet d'offres se trouvant uniquement recherchées.

La première euro-émission au franc français d'un calendrier d'avril fixé à quatre, voire éventuellement cinq opérations, dont les durées pourront maintenant s'étendre à quinze ans, a également bénéficié de la perspective d'un intérêt plus bas.

offrir lundi soir 600 millions d'euro-obligations en franc français dans le cadre d'une structure originale : l'emprunt à un taux variable pourra s'échanger jusqu'au 1er avril 1987 contre du papier à taux d'intérêt fixe. Le CCF, qui la dirige, s'est, avec cette transaction, mis particulièrement en vedette.

D'une durée de dix ans, les euro-obligations CNT initiales seront émises à un prix de 100,875 % et porteront un intérêt annuel qui sera l'addition d'une marge de 0,10 % à l'indice moyen des rendements des emprunts de trois à sept ans de l'Etat français.

Les porteurs auront la possibilité d'échanger leur papier à taux flottant contre des euro-obligations de même durée, mais dont le coupon annuel sera un inamovible 8,125 %. Extrêmement bien reçue, la proposition du CNT, qui bénéficie de la garantie de la République française, était recherchée vendredi sur le marché gris avec une prime de 0,70 %.

La banque Paribas a également innové dans le secteur libellé dans la devise de l'ECU en lançant pour son propre compte la première euro-émission en ECU à libération partielle différée. Tout d'abord, l'emprunt est « à robinet ouvert ». Cela veut dire que, sur un montant global de 200 millions d'ECU, 150 millions seront immédiatement libérés, le solde pouvant l'être, au gré de l'émetteur, dans la limite de conditions différentes, dans les six mois à venir.

Paribas demande aux investisseurs de ne libérer que 10,625 % du montant le 28 avril prochain, le solde devant être acquitté que le 28 avril 1986. En différant 90 % du paiement, Paribas a créé des spéculateurs la possibilité de jouer sur la hausse anticipée du taux d'intérêt et, ce faisant, des coupons à émissions libellées en ECU. Le concept, déjà bien perçu lors du lancement de l'euro-emprunt Paribas, s'est avéré encore plus prophétique après que la décision de réaligner les parités au sein du SME a ouvert la voie à une baisse des taux d'intérêt en ECU.

La nouvelle et formidable New-York cours des emprunts du gouvernement américain fausse les traditionnelles règles du jeu. Le rendement de l'emprunt américain à dix ans a passé cette semaine bien en dessous de la barre des 7,50 % et le temps n'est plus loin où le niveau sera atteint.

La situation sur le marché international : la marge séparant les premières des dernières a fortement augmenté. Au début de l'année, une agence spécialisée pouvait aisément garantir à la République française, euro-emprunt à partir d'un coupon de l'ordre de 30 points de surprime au-dessus du rendement de l'emprunt à même échéance du gouvernement américain.

Tout cela crée une grande confusion sur le marché libellé en dollars, dans l'apparence trompeuse d'une « normalité » naissant dans l'allégresse. Mais vogue la galère : tout un chacun s'attend à une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Pendant ce temps, il faut se tourner vers les devises que l'Amérique peut trouver des secteurs où la bilbaude ne règne pas en maître.

Marché monétaire et obligataire

L'optimisme

En l'absence d'informations spécifiques provenant de la scène internationale (exception faite des déclarations de M. Henry Kaufman, le « gourou », un peu « dévalué » en ce moment, de Salomon Brothers, selon lesquelles le Fed pourrait assouplir sa politique monétaire et la hausse d'escompte américain à brève échéance), l'activité des professionnels s'est naturellement portée sur la modeste bourgade d'Oortmar, située dans l'est des Pays-Bas.

« Le risque de change sur le franc français prend un tour favorable si la dévaluation de notre monnaie est effectivement décidée, ce qui offrirait alors de très bonnes perspectives pour le marché obligataire », explique un professionnel. Depuis quatre mois, dans un contexte de baisse des taux sur le long terme, le fait d'avoir un taux de l'eurofranc à 13 % (il a grimpé à près de 40 % le 3 avril) a partiellement inhibé les achats d'obligations et la nouvelle donne monétaire a relancé l'intérêt, indique-t-on.

De fait, vendredi, les obligations se sont envolées avec des hausses de 1 % à 2 % - les pourcentages importants pour ce type de marché - et les rendements moyens des emprunts obligataires ont vivement tiré en arrière.

sur la veille (contre 8,50 % la semaine précédente) et à un taux identique pour les émissions de deux ans, au total de 27 milliards (contre 8,77 %). De même, les taux du secteur public ont baissé de 9,01 % brut et 7,84 % net tandis que le privé s'est élevé à 10,17 % brut et 8,95 % net vendredi soir.

Sur le MATIF, le fameux marché à terme d'instruments financiers qui va le jour le 28 février dernier, c'était l'euphorie. L'activité et la telle échoué qu'il a fallu interrompre les échanges une heure après le début des cotations (elles démarrent à 10 heures) jusqu'à 12 h 30. Mais dès la reprise, c'était la ruée en l'essentiel du marché s'est fait en une demi-heure après avoir atteint une « limit up » de 114,20 précédemment sur l'échéance précédente.

Pour poursuivre le dialogue et calmer le marché, la chambre de compensation des instruments financiers de Paris a décidé d'obliger les intervenants à verser une somme supplémentaire de 10000 F par contrat sur chaque vente, majorant ainsi de 50 % le « dépôt », actuellement fixé à 20000 F, pour le porter à 30000 F par contrat. Cette mesure d'exception témoigne de l'animation qui a régné au premier étage du palais de la Bourse sur le MATIF et le dernier mardi, 113,40 en décembre 1986 après un plus-haut de 114,20 en séance, dans un volume d'affaires permet d'escompter un taux de 115 ou 115,50 à la réouverture du marché lundi 7 avril, estime

M. Alain Girard, ex-AMF Peter. Les emprunts du « gisement » qui servent de base de référence au MATIF devraient avoir le vent en poupe, à commencer par les OAT (obligations assimilées du Trésor) 9,90 % septembre 1988 qui ont fait l'objet d'une vente aux enchères.

Cette adjudication « à la hollandaise » (les traités financiers sont réservés aux retenues sous écrits aux prix qu'ils ont proposés et pour les besoins demandés) s'est déroulée le 3 avril et elle a porté sur 12,8 milliards de francs. Les soumissionnaires ont servi la hauteur de 32 % des demandes, avec un prix limite de 109,40. Rappelons que l'OAT pour principales caractéristiques de comporter une flexibilité d'assimilation, c'est-à-dire la possibilité d'un rattachement à d'autres emprunts ayant la même rubrique de cotation. Depuis le début de l'année, compte tenu de l'émission de l'Etat pour 69,8 milliards de francs sous instrument obligataire pour financer le déficit budgétaire (le 1er mars 5 avril).

Sur le marché monétaire et le jour le jour, les taux ont été privés se situent encore à 3 3/4 % en fin de semaine, les spécialistes escomptent pour la semaine prochaine une baisse du taux d'intervention de la Banque de France, lequel pourrait être ramené à « au moins » à 3 % contre 3 1/4 % actuellement. Une décision qui devrait donner le coup d'éclat à une baisse des taux courts en France de façon à mettre fin à l'écroulement déséquilibré entre « des taux plus bas sur le long terme et plus chers sur le jour ».

SERGE MARTI.

BOURSES ÉTRANGÈRES

Table with columns for various international stock markets and their performance.

Table with columns for various international stock markets and their performance.

Table with columns for various international stock markets and their performance.

Table with columns for various international stock markets and their performance.

Table with columns for various international stock markets and their performance.



# Le Monde

APRÈS L'ARRESTATION D'ANDRÉ OLIVIER A LYON

## Le groupe terroriste Action directe perd un de ses principaux responsables

La prise en grosse, sans équivalent de longue date. Pour pouvoir l'exploiter à toute tranquillité, on tire tous les fils loin de la rumeur médiatique, magistrats et enquêteurs lyonnais en ont, ces derniers jours, minimisé l'importance. Mais maintenant qu'ils sont bien sûrs de leur fait, ils laissent filtrer la vérité : André Olivier, arrêté le 28 mars à Lyon, serait l'un des chefs, sinon le principal responsable, de la branche nationale d'Action directe.

C'est le vendredi 28 mars, vers 19 h 30, en plein centre de Lyon, que plusieurs dizaines de policiers, mêlant des équipes des renseignements généraux (RG) venues de

Paris à des unités lyonnaises assurant la police judiciaire et la DST, entourent une voiture et l'interpellent, sans que son seul occupant, un homme d'environ 40 ans, ne se soit aperçu de son identité. Un temps, les policiers croient reconnaître un militant « dur » d'Action directe. En fait, il s'agit de Martial Blanc, vingt-six ans, militant politique avéré, mais connu de la police pour divers trafics. C'est ainsi que le 1<sup>er</sup> mars 1985 il avait été arrêté, puis condamné, pour avoir maquillé des chèques. Le 29 janvier dernier il était sorti de prison et se trouvait en liberté conditionnelle (le 28 mars).

La personnalité de Martial Blanc, qui ne fait aucune difficulté

pour reconnaître son identité, assure ses enquêteurs ne pas rendre plus difficiles des policiers. En le 13 mars 1943, il rejoint Collette (Rhône), âgé de quarante-trois ans, André Olivier fut, dans les années 70, un militant actif, membre du Front rouge et un membre d'action des prisonniers. Selon les policiers, il aurait participé à des réunions clandestines de la Commission prolétarienne, après sa dissolution, et à la naissance de l'éphémère NRP (Nouvelle République populaire). Résidant à Lyon jusqu'en 1979, il est alors de toutes les réunions gauchistes, mais avec prédilection pour l'ultra-gauche, participant ainsi au mouvement de masse des prisonniers politiques de la Fraction armée rouge ouest-

allemande (la RAF ou « bande à Beader »).

En 1979, il vient s'installer à Paris : on le retrouve dans la mouvance anarchiste, selon les renseignements généraux, qui participent à la création, cette année-là, d'Action directe. Il aurait joué, pour cela, un rôle important entre les anciens du GAJ (Groupes d'Action révolutionnaire internationaliste), parmi lesquels Jean-Marc Rouillon, et ceux des NAPAP (Noyaux armés pour l'Action populaire), parmi lesquels Frédéric Orlich. A l'époque, les policiers pensent qu'il n'est pas étranger aux premiers attentats d'Action directe — attentats de mitrailleurs de façades de bâtiments administratifs — mais n'en ont pas la preuve. Ils n'ont pas plus loin : la trace d'André Olivier se perd à partir de la même année 1979. Une seule certitude policière alors : son pseudonyme ou surnom, « Raymond la science », révélateur de l'intérêt qu'il avait pour la bombe à Bosnot au début de sa vie.

Voilà donc qu'il réapparaît, sept ans plus tard. L'arrestation et les perquisitions qu'elle entraîne permettent de saisir un matériel impressionnant : dix pistolets automatiques, un fusil à canon scié, un pistolet mitrailleur UZI de fabrication israélienne, des pernaires et des vêtements pour se déguiser, une demi-douzaine de faux papiers d'identité, des plaques de voitures maquillées et, surtout, près de 100 kilos de documents divers.

Quatorze mois d'enquête. Minitieuse, l'exploitation commence. Une équipe, triée sur le volet, de policiers de la PJ, de la DST et des RG y participe, sous le contrôle direct du préfet de police de Lyon et sous l'impulsion de M. François Le Mouél, chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), qui se rend, jeudi dernier, à Lyon. L'examen des documents confirme les soupçons policiers : André Olivier est associé aux nombreux attentats à la bombe perpétrés par Action directe entre 1982 et 1985 et fut un acteur du dispositif clandestin du groupe terroriste dans l'Hexagone.

Les policiers ne sont pas tombés sur André Olivier par hasard. Ils savaient déjà à qui ils avaient affaire, mais avec cette certitude classique en police judiciaire : un soupçon n'est pas une preuve. C'est la face cachée de l'enquête : elle a

confirmé en effet, ce samedi, que, dans le cadre de deux affaires distinctes, quatre personnes susceptibles de commettre des attentats terroristes contre des objectifs américains en Europe ont été interpellées, puis interrogées — notamment par la DST — et devaient quitter le territoire français dans la journée.

Il s'agit, d'une part, de deux Libyens ayant statut diplomatique, et d'autre part d'un Algérien et d'un Tunisien. Les premiers ont été, selon les enquêteurs, « invités à quitter le territoire », les seconds ont été expulsés. Ces mesures préventives s'inscrivent dans le cadre de la riposte aux attentats de Kadhaafi après l'affrontement militaire avec la VI<sup>e</sup> flotte américaine. On ne confirme pas cependant que les personnes concernées préparaient un attentat précis dont l'objectif aurait été connu.

Un autre responsable américain, clairement identifié celui-là, M. Michael Oakley, directeur du département de contre-terrorisme au département d'Etat, a, pour sa part, été expulsé par le Département Public, américain, à propos des Européens de l'Ouest : « Un administrateur en privé qui se spécialise qu'ils ont leur propre appartement explosif au visage, dans les aéroports et les cafés. Nous avons un gentleman's agreement avec des terroristes, mais vous savez des gentlemen ».

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

Interrogé sur l'article de Los Angeles Times, le porte-parole officiel du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a minimisé ces informations, admettant qu'il y avait eu dans le passé des individus selon lesquels des responsables de certains pays auraient tenté de conclure des arrangements avec des terroristes, mais ajoutant qu'actuellement, tous les pays européens ont un degré élevé de préparation en matière de sécurité. Les efforts de l'Italie, a-t-il ajouté, sont exemplaires, et la coopération avec les États-Unis sur ce point est un modèle pour d'autres pays.

## Polémique franco-américaine à propos d'« accords secrets » contre le terrorisme

Un porte-parole du Quai d'Orsay a catégoriquement démenti, mercredi 4 avril, des informations publiées le même jour par les Los Angeles Times, et par lesquelles la France ainsi que l'Italie seraient passées d'accords secrets avec le Libye pour l'O.P.L. (Organisation pour la libération de la Palestine) en échange d'une immunité accordée aux dirigeants de ce mouvement.

Après avoir un porte-parole de l'ambassade de France à Washington, cité par le quotidien américain, refusé à tout commentaire, précisant néanmoins : « Si quelque chose comme cela a existé, cela a été fait il y a longtemps, et secrètement ». A Rome, le cabinet de M. Ciriaco De Mita a rejeté ces rumeurs comme « dérivées de leur fondement ».

Les Los Angeles Times rappellent notamment le cas d'Alain Douud, organisateur présumé de l'attentat de Munich en 1972, arrêté en 1977 à Paris dans le cadre de quelques jours plus tard, et dont les propos identifiés d'un responsable de l'Etat : « La France avait un accord secret avec le Libye en ce qui concerne les avions qui volent vers leurs aéroports et les avions qui ne passent pas le petit doigt ». Toujours selon le journal américain, ces avions auraient été saisis par les terroristes eux-mêmes.

## Soupçonnés de préparer des attentats

QUATRE PERSONNES DONT DEUX DIPLOMATES LIBYENS SONT EXPULSÉES DE FRANCE

Selon le Washington Post du 3 avril, la France a récemment expulsé quatre personnes soupçonnées de préparer un attentat contre un service consulaire américain à Paris. La France aurait expulsé un Libyen, un Tunisien et deux Libyens, selon une source gouvernementale américaine non identifiée, citée par le quotidien. Cette information est confirmée et précisée par une source policière française.

Un ministre de l'Intérieur, on confirmait en effet, ce samedi, que, dans le cadre de deux affaires distinctes, quatre personnes susceptibles de commettre des attentats terroristes contre des objectifs américains en Europe ont été interpellées, puis interrogées — notamment par la DST — et devaient quitter le territoire français dans la journée.

## Une mise au point de l'Elysée sur le sommet de Tokyo

A Paris, d'autre part, l'Elysée a clarifié une mise au point de l'Etat. Le communiqué de la présidence de la République rappelle que la France « a toujours été favorable à ce que les questions politiques des Libyens soient évoquées, notamment lors des sommets ». Elle a déterminé donc ses projets de déclarations en fonction de leur caractère informel.

« L'Elysée ajoute : « La France continue de s'opposer à ce que ces questions soient traitées dans le cadre d'un dialogue politique mondial. Elle veut garder l'indépendance de sa politique étrangère. Il ne faut pas que, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, une politique étrangère soit dictée par des intérêts d'autres instances. »

## AU PROCÈS DE PALERME

Tommaso Buscetta mafioso repent et témoin vedette

Palermo et du commerce de la drogue avec les États-Unis. Ces règlements de comptes en série ont fait deux cents morts au cours de chacune des trois premières années de la décennie.

Buscetta a révélé que les seuls gros importateurs de morphine-basse du Moyen-Orient en Sicile étaient trois parrains, tous accusés au procès, mais que tous les moyens participaient à l'exportation d'héroïne raffinée vers les États-Unis.

Il a également indiqué que, durant sa période de carcel, en 1980, il avait séjourné dans une ville sicilienne appartenant à un clan, et qu'il avait rencontré et rencontré Salvo, qui contrôlait la collecte des impôts dans l'île. Nino est mort cette année, après avoir été torturé par ses rivaux, le clan de

## NOUVELLES BRÈVES

M. Guy Fenne se rend en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo. Le conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines, qui a quitté Paris, samedi 5 avril, pour effectuer une tournée en Afrique occidentale, se rendant successivement à Abidjan, Dakar et Lomé.

Le ministre des affaires étrangères à Paris. — M. Beji Caid Essebi, ministre tunisien des affaires étrangères, qui effectue une tournée privée en France, a été reçu, vendredi 4 avril, par son homologue français, M. Jean-Bernard Raimond. On souligne, au Quai d'Orsay, que M. Essebi est le premier ministre des affaires étrangères d'un pays arabe à être reçu par M. Raimond depuis celui-ci a pris ses fonctions, et que cette circonstance est significative de l'é étroitesse des relations et de la coopération entre la France et la Tunisie.

Le numéro de « l'Humanité » daté 5 avril 1986 a été tiré à 499 211 exemplaires

## ATTENTAT A BERLIN-OUEST DANS UNE DISCOTHÈQUE FRÉQUENTÉE PAR LES AMÉRICAINS

Deux morts, cent dix-huit blessés

Berlin-Ouest. — Une grande discothèque de Berlin-Ouest, fréquentée par des soldats américains, a été ravagée par un attentat à la bombe qui a fait au moins deux morts et cent dix-huit blessés samedi 11 avril vers 1 h 50. Parmi les blessés, vingt ont été grièvement touchés, et un d'eux est toujours en soins intensifs. L'un des morts est un soldat américain, l'autre une femme blanche qui n'a pas été identifiée. Plus de 35 soldats américains figurent parmi les blessés.

D'après les premières constatations, l'engin contenait de 3 à 5 kilos d'explosif. La déflagration a soulevé des cloisons intérieures de la discothèque, et a projeté des débris dans le quartier de Friedenau, près de Schöneberg, où se trouve le siège de la ville. A Londres, un correspondant américain a revendiqué l'attentat du « mouvement Holger Meins » proche de la Fraction armée rouge.

La police britannique s'est rendue immédiatement sur les lieux, la discothèque La Scala étant un lieu de rendez-vous des soldats américains à Berlin-Ouest.

L'attentat de la discothèque de Berlin-Ouest est le premier de grande envergure perpétré depuis le début de l'année en RFA. La semaine passée, six attentats avaient été commis contre cinq banques à Berlin-Ouest par la Société germano-arabe de Berlin, faisant sept blessés. Dans ce dernier cas, selon la police, plusieurs kilos d'explosif avaient été déposés devant la porte de la banque qui travaille au rapprochement germano-arabe. — (AFP, Reuter.)

## En Grande-Bretagne

UN « CADEAU » INATTENDU DE M. MURDOCH AUX SYNDICATS DU LIVRE

M. Robert Murdoch, patron du groupe de presse News International (Times, Sunday Times, News of the World), a, le 4 avril, une proposition inédite aux syndicats du Livre britannique, avec lesquels il a un accord depuis plus de dix ans : il leur offre gratuitement un exemplaire de son journal le Sunday Times. Valant 60 millions de livres sterling, l'accord 680 millions de francs.

« Ce cadeau » ne concerne pas les ventes des journaux et l'imprimerie du Times et du Sunday Times — un peu à l'écart de Fleet Street, le quartier de la presse à Londres — pourrait être utilisé pour aider le quotidien syndical et le Parti travailliste, qui étaient fondés en 1984, mais auquel il n'est pas possible de renoncer sans des moyens financiers. Toujours, selon M. Murdoch, un quotidien pourrait employer une partie, ou la totalité, de quelque cinq mille cinq cents ouvriers du Livre qu'il a licenciés sans indemnité.

« Ce cadeau » ne concerne pas les ventes des journaux et l'imprimerie du Times et du Sunday Times — un peu à l'écart de Fleet Street, le quartier de la presse à Londres — pourrait être utilisé pour aider le quotidien syndical et le Parti travailliste, qui étaient fondés en 1984, mais auquel il n'est pas possible de renoncer sans des moyens financiers. Toujours, selon M. Murdoch, un quotidien pourrait employer une partie, ou la totalité, de quelque cinq mille cinq cents ouvriers du Livre qu'il a licenciés sans indemnité.

ABCDEF

« GRAND JURY » RTL - Le Monde  
dimanche 18h15  
en direct sur  
animé par  
Olivier MAZEROLLE  
André BREHIER (Le Monde)  
Paul TRUFFY  
et Paul PENNEQUIN

# PIERRE MESSMER

Président du RPR à l'Assemblée Nationale  
Ancien Premier Ministre

# RTL



ATTENTAT A BERLIN-OUEST  
DANS UNE DISCOTHEQUE  
FREQUENTEE  
PAR LES AMERICAINS

risables

à l'assaut de la  
discoteque de  
Berlin-Ouest  
par les Américains

Les policiers ont  
arrêté hier soir  
à Berlin-Ouest  
un Américain  
suspect d'être  
l'auteur de l'attentat

Un Américain a  
été arrêté hier  
soir à Berlin-Ouest  
suspect d'être  
l'auteur de l'attentat  
qui a eu lieu  
dans une discothèque  
fréquentée par  
les Américains

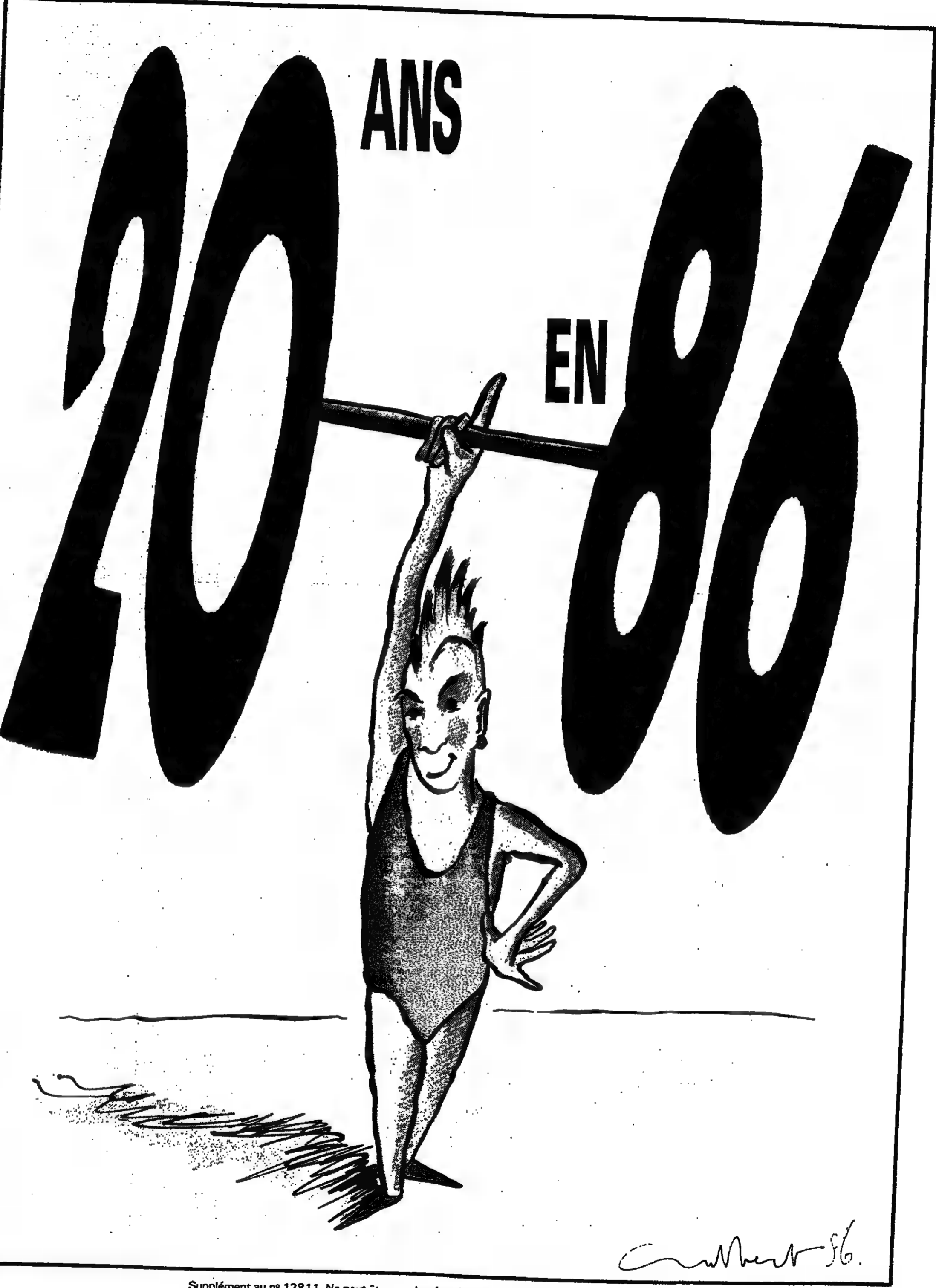
Un Américain a  
été arrêté hier  
soir à Berlin-Ouest  
suspect d'être  
l'auteur de l'attentat  
qui a eu lieu  
dans une discothèque  
fréquentée par  
les Américains

Un Américain a  
été arrêté hier  
soir à Berlin-Ouest  
suspect d'être  
l'auteur de l'attentat  
qui a eu lieu  
dans une discothèque  
fréquentée par  
les Américains

LES BRÈVES

Un Américain a  
été arrêté hier  
soir à Berlin-Ouest  
suspect d'être  
l'auteur de l'attentat  
qui a eu lieu  
dans une discothèque  
fréquentée par  
les Américains

Le Monde  
en direct sur  
par  
COLLE  
RTL



Supplément au n° 12811. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 6 Lundi 7 avril 1986.



# COURRIER

## UNE CERTAINE LETTRE DE MICHEL SEURAT

Au début de 1976, j'ai reçu une lettre de Michel Seurat que je ne puis oublier. Elle me venait de Paris et lui, à Damas. Sur le moment, je n'ai pas prêté attention au transfert de nos deux « positions » culturelles. Mais après son assassinat si.

Dans sa lettre, Michel Seurat me demandait un rendez-vous pour parler de l'écrivain palestinien Gassan Kanafani sur lequel portait ma thèse de doctorat, dans le cadre de la préface d'une anthologie de radio consacrée au martyr palestinien. Il me disait qu'il serait à Paris vers le mois de juin. Là aussi, je n'avais pas eu l'impression de la portée de la conscience « professionnelle » de Seurat, son esprit méticuleux, et son souci de bien organiser son temps comme s'il le sentait lui échapper pour le perdre totalement un jour à Beyrouth...

Nous nous sommes rencontrés au début de l'été comme il l'avait souhaité, chez une amie à lui, non loin de la place Clichy. Il n'avait pas de pied-à-terre à Paris. Chez lui, c'était Damas. Dans sa douceur, il y avait quelque chose de triste. Du moins une « image » de lui, « maintenant », il n'avait mes souvenirs.

Par son infinie gentillesse, il m'a vaincu ma crainte du magnétophone. Avec la même attention, il a comporté avec l'œuvre de Kanafani comme s'il cherchait à le protéger contre ses propres interrogations.

Il me manifesta son amitié à travers celle qui le liait à Kanafani comme s'il présentait que cette même amitié un jour à cause de son assassinat et il prit comme témoin.

Puis il m'a parlé de son projet de traduire les œuvres de Kanafani, en français, de lui indiquer les meilleures.

Nous aimons tous deux le roman *Oum Saad* mais nous préférons *Ce qui vous resta*. Quant à *Des hommes dans le soleil*, il me confessa que s'il avait été journaliste et romancier, il aurait écrit lui-même avec Kanafani. Michel voulait « se regarder » dans le miroir de la cause palestinienne. Là-dessus, je n'avais pas compris ce qu'il voulait dire, dans ce qui appartenait à la place Clichy, sous un soleil d'été parisien, avait « bousculé » l'orientation classique en empruntant le long chemin arabe

douloureux et d'embûches, d'une démarche ferme et saine.

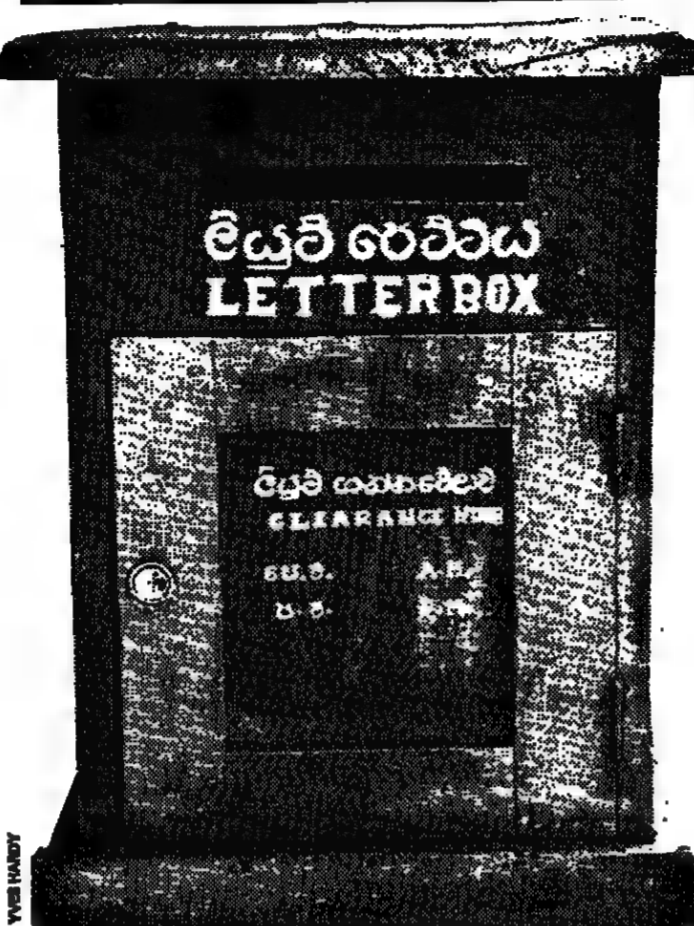
Puis nous avons discuté de son œuvre, notamment du poète syrien Adonis, du temps où il écrivait dans l'organe officiel syrien *Tichrin*, de l'orientaliste André Miquel, qui s'était rendu, à l'époque, à Damas où on le prit pour un nouveau conquérant, du poète palestinien Mahmoud Darwiche, à l'époque où sa poésie cherchait sa voie entre le romantisme révolutionnaire symbolisé par son poème *Rita*, sa bien-aimée juive et le réalisme épique symbolisé par son poème sur Tall-el-Zastar, Beyrouth. Notre conversation s'est achevée sur Beyrouth, comme s'il pressentait que cette ville allait le tuer, comme elle avait tué Kanafani avant lui, réalisant ainsi l'osmose impossible entre le chercheur et l'objet de sa recherche qu'Edward Saïd rendie dans sa position sur l'orientalisme.

J'ai quitté Michel et je n'ai plus eu l'occasion de le rencontrer qu'à travers ses écrits. Il avait traduit Kanafani en entreprise des recherches sur la société syrienne et libanaise. Ainsi les assassinats du Djalal al-Ladine ont fait de l'osmose impossible l'affaire de l'orientalisme, rendant aux éternels critiques du fanatisme et de la barbarie tous les appareils. Il ont compromis nous cause, la réécriture de l'époque de l'obscurantisme alors qu'elle a été enfantée dans la lutte et le douleur de notre siècle. Cette cause selon les propos récents de Jacques Chirac, premier ministre de la France.

Il est impossible de distinguer les ennemis de la cause : ses ennemis sont devenus ses partisans et ses partisans sont tous des terroristes ! Michel Seurat est-il effrontément mort ? Non, dont il avait fait sa demeure, l'a-t-elle assassiné ? Beyrouth, qu'il avait aimé plus que Paris, l'a-t-elle achevé ?

Il restait captif de son amour et Beyrouth demeurera captive des assassins... Jusqu'à ce que Michel Seurat, Gassan Kanafani, Alexe Odeh Fadl el Dhan, et tous les autres ressuscitent dans les pulsions de notre cœur, les pulsions de notre esprit, l'énergie de nos rêves.

AFNAN EL QASEM,  
écrivain palestinien,  
auteur de *Le feu du paradis* (Ed. Fayard),  
maître de conférences  
à l'Institut de sciences politiques.



Boîte aux lettres d'un village près de Kandy, au Sri-Lanka (1985).

## TAXIS DE JOUR, DE NUIT... ET D'HIPPODROMES

Le Préfet de Paris vient d'accepter que les taxis de nuit avancent le tarif de nuit (tarif II à Paris, et tarif C en banlieue), de 21 heures à 20 heures. Cette mesure apparemment anodine n'est que la troisième étape d'un processus de concessions au syndicat des taxis, puisqu'il y a dix ans le tarif de nuit était à 23 heures.

Ce n'est pas la seule concession : maintien du *numerus clausus*, majoration de la prise en charge dans les gares, taxation des bagages à partir du second, détaxation du carburant, et, nos amputés de la main, institution d'une surtaxe pour le quatrième passager, qu'on reste le samedi et dimanche d'accepter ou non, il se sent discrédition, et surtout en fonction de l'intérêt de la course démentée.

On s'étonne après que le nombre de touristes ou de congressistes s'accroisse moins à Paris qu'à Rome ou à Londres par exemple. De plus, en violation de tous les règlements, et au vu et au su des brigades spéciales d'agents de police, l'impunité reste acquise à la cinquantaine de chauffeurs qui prétendent, à la sortie des hippodromes, un forfait « à la voiture » très supérieur aux tarifs réglementaires.

La chambre syndicale protestera que ces chauffeurs ont dû attendre dans le monde, la raison d'Etat... à qui appartenent-ils ?

Idéologies de droite ou de gauche ? C'est dans un vieux passé que les vieux chérons vont les chercher pour les faire passer de force. Les valeurs de liberté, égalité, fraternité, travail, solidarité, progrès et même famille et patrie, ne peuvent-elles être accochées à beaucoup de personnes des déclarations, de passages de programmes et d'actions ou de décisions des uns ou des autres sans qu'ils ne soient Saint-Just, Marx, Maurras, Pétain sans morts depuis longtemps...

Solutions de droite ou de gauche ? Le doute est permis sur leur existence et leur efficacité à l'égard du passé récent ou plus lointain.

Est-on sûr que ce manichéisme absurde aide à trouver des solutions

## CATHOLIQUES ET PEINE DE MORT

L'affrontement de la France catholique contre la peine de mort et de l'antithèse de Courrière pour la peine de mort mériterait bien une synthèse, catégoriquement en faveur de la première.

La psychanalyse ayant montré que l'homme est habité par le langage (ce que tout le monde savait depuis longtemps) et que le sujet lui-même est un effet du langage, la peine de mort, qui porte sur le corps vivant de l'homme, est définitivement proscrite, notamment au regard de l'Eglise des temps immémoriaux. Le corps de l'homme appartient directement à Dieu et ne saurait — en aucun cas — supporter une peine quelconque ; qui ne peut s'adresser — et être imputée — qu'au sujet. Voilà pourquoi on ne pourra jamais plus revenir sur l'abolition de la peine de mort, qui reste une prérogative résiduelle — et tout à fait temporaire — des pays culturellement sous-développés.

L'Eglise ne pourra que tirer — et même à très court terme désormais — les conséquences des développements philosophiques de sa propre doctrine de toujours. Supporter la peine de mort, c'est devenu aujourd'hui l'exhibition d'un matérialisme absolu, auquel l'Eglise ne peut évidemment souscrire.

Dr STÉPHANE DI VITTORIO,  
analyste, membre de l'École de la Cause freudienne.

## LA GÉNÉALOGIE DE L'INTERPRÈTE

Dans votre article sur le beau livre de l'ambassadeur Aboussouan à l'architecture libanaise (*Le Monde* du 23-24 mars) vous donnez l'arabe *targama* (traduction) comme origine du français *drogman* (interprète au Proche-Orient).

La langue française donne, lui, comme étymologie, le grec byzantin *drugmanos* (interprète).

L'arabe n'aurait-il pas emprunté au grec ?

L. DUPERRET,  
Paris.

[Drogman, comme truchement, vient bien venir de l'arabe *targama* ou plus précisément de *targuman* (interprète), la langue du Coran ayant peut-être tiré ce mot de grec ou, plus vraisemblablement, du syriaque (ou araméen, bien que purifié par le Coran), qui le tenait sans doute lui-même de l'akkadien (ou assyro-babylonien) *drugmanu* (interprète). J.-P. P.-H.]

## ET SI L'ON TUAIT L'AVANT-HIER ?

Valons aux problèmes de temps. Je crois le contraire. Le passé n'est jamais une bonne conseillère.

Et si l'on tuait l'avant-hier en rejetant les idoles droite-gauche qui nous empêchent de penser avec raison ?

BERNARD SAUVAIRE,  
Paris.

« TOUT EST POSSIBLE »

Fidèle lectrice du *Monde*, dont j'apprécie l'objectivité, je dans votre numéro de dimanche 16-lundi 17 mars, page 11, une citation erronée de l'article de Georges Mamy.

Mon père, Marcou Pivert, n'a pas écrit « Tout est permis », mais « Tout est possible », ce qui est plus qu'une nuance — ne confondez pas 1986 et 1936.

JACQUELINE OUTIN,  
Paris.

### Chronique

## GROSSE COLÈRE

QU'IL se passe ! Qu'il ait le courage de venir devant la scène, d'affronter les regards et nos huées ! Où se cache-t-il, le secrétaire honni, l'homme de l'ombre qui, chaque année, à printemps revenu, fait basculer dans l'heure du déjeuner le boîtier de la balance de quel exil mérité et malicieux. A moins qu'il ne nous regarde depuis le pôle et ses jours qui ne finissent pas.

Le scandale de cette heure baladeuse, incertaine, tour à tour ajoutée et retranchée, n'a que trop duré. La légitimité qui fonda cette réforme temporelle se perd dans la nuit de l'oubli. On a gardé le vague souvenir d'une cause économique, d'un prétexte d'économies. Economie de bouts de chandelle, de soleil. On parlait, à l'époque (quand ?), de permettre à la France — en s'alignant sur ses voisins — de dépenser moins en dollars en achetant moins de pétrole. L'heure d'été était une petite bonne idée pour épargner les Français. On allait gagner trois sous dans l'affaire, l'équivalent d'un ou deux pétroliers, goutte de mazout dans la mer du pétrole. Elle allait nous rapporter quoi, cette heure volée au temps, ces soixante minutes transformées en tonnes équivalent pétrole ?

Votre tromperie. Manipulation sacrilège, chabut chronobiologique aux conséquences qu'on se laisse répéter. Veaux, vaches, cochons, couvées : le trouble est général, le décalage patent. A la prime aube, redevenue de nuit, il faut secouer les enfants plus tôt qu'à l'ordinaire. La sonnerie du réveil se fait plus cruelle encore — si possible — que d'habitude. Le jour se passe, un brouillard qui n'est de saison, à vivre « à la pompe », à la sa montre. Quand vient le soir — avec pas de sénateur, ses hésitations, ses remords, c'est juillet en avril. Illusion d'optique ! Incitation anticipée à la fièvre. Mais déjà les enfants — ventre affamé n'a pas de montre — s'inquiètent du repos qui ne vient plus à son heure, et s'indignent justement de devoir se coucher si tôt.

Les nerveux sont égarés. Les cycliques sont perturbés. Les vieux ronchonnent. Les paysans font comme si de rien n'était, sillonnant leurs champs quand bon leur chante. On dit que quelques clochers inciviques poussent la protestation jusqu'à marquer encore l'heure ancienne et qu'ils s'y alignent jusqu'à la prochaine heure d'hiver.

On sait toutes les bonnes raisons techniques, européennes, modernes, de ce jeu de bascule qui fait flotter la société dans le temps comme les marées font dans l'espace pour les océans. On observera pourtant que,

catalogue de ces bons prétextes, il n'en figure aucun se souciant d'abord et uniquement de l'homme, de sa santé, de son équilibre. Ils seraient bien en peine, les manipulateurs du temps, nos amputés d'horaires, de nous un avantage à cette réforme absurde.

L'heure, c'est l'heure. On se serine aux enfants, aux employés, jusqu'au jour de l'heure. Le soleil, qui règle le temps, moque bien de nos décrets. Nous avons tous intégré, depuis notre naissance, ses rythmes, ses cycles qui font le temps. La correction bi-annuelle qu'on nous impose n'a de valeur que mercantile. Elle est vaine et brutale. A quand le temps retrouvé ?

Le 1<sup>er</sup> avril au matin, on eut un choc. Une annonce qui annonçait que le chef de l'Etat avait dans sa sagesse — décidé qu'on en reviendrait, dès le 1<sup>er</sup> mai, à l'heure solaire. On ne se sent plus de joie. Pour un peu, on allait poster une carte de remerciement à destination de l'Elysée en demandant aux services d'y dessiner un beau joyeux soleil ! Las ! C'était le 1<sup>er</sup> avril. Jour des poissons du même nom.

Fausse nouvelles, de nouvelles. La tradition des farces journalistiques du premier jour d'avril est solidement installée. Dire qu'elle tou-

jours drôle et de bon goût serait excessif. C'est affaire d'appréciation personnelle. Le plus amusant, ce sont parfois les réactions, involontairement comiques. La palme revient, pour nous, à ce syndicat (dont on citera pas le nom, pour ne pas lui faire perdre plus d'adhérents) qui a une solennelle protestation après l'annonce faite, sur France-Inter, que Fiat avait repris 50 % du capital de Renault. L'emploi, en substance le même, syndicat, n'est point chose risible, et l'on ne plaisante pas avec Billancourt. La farce était bête, la réaction fut franchement stupide : le plus drôle fut celui qui se crut le plus sérieux.

Les poissons d'avril sont un bon test du niveau de l'humour français. Quel, aujourd'hui, le plus grand humoriste français ? Philippe Bouvard, hélas ! Petit par la taille, mais grand par l'audience. Napoléon le Petit, empereur de l'esprit français, sévit par mille canaux : journaux, radio, télévision. Il verve partout. La gauche, qu'il brocarde, cesse d'interrompre jamais son babillage. La droite, revenue, se gardera de le socialiser ! Il n'est pas sorcier, ni socialiste ! C'est un drôle, ma parole.

Si drôle, parfois ! C'était lundi dernier, lundi de Pâques,

par Bruno Frappat

n'a pas encore repris. Aux rasses, on s'irait des cafés, tièdes comme le temps.

Soudain, des cris. Deux corps s'agitent au milieu de la rue. On croit d'abord à un jeu de grands gamins dans une cour de récréation. A y regarder mieux, on comprend qu'il s'agit d'un vrai combat de coqs. Parmi une bande épaisse de jarnes se dressent les couleurs, deux fureurs s'affrontent. Genoux, pieds, poings : tout est choc. On tombe, on se relève. Lourde haine presque muette. Parfois, seulement un cri : « Cent mille balles ! » L'argent divise. Les passants cessent de passer. Les deux corps roulent dans la ville muette, plus gênée que craintive. Qui s'en mêlerait ?

même les amis ? L'un ou l'autre qui, comme ils le va faire dans les westerns, laissent le compte se régler à la régulière.

« Appelons la police », dit quelqu'un. A quoi bon ? Ils ne se rendent pas, à moins mes. Il faut que la colère se passe. Après de longues minutes, le terrible combat cessera sans qu'on comprenne bien l'attendu. L'armistice. L'un partira vers le sud, l'autre vers le nord, échangeant des regards de haine. Bièmes tous deux, ils se regardent encore sous l'effet de la drogue dure : la haine. Ceux-là non plus n'étaient pas amis.

Il y a comme cela des jours où on se mettrait en colère pour un rien. Le Théâtre de Bouvard transformé en panthéon des excréments otorhinolaryngologiques : y a-t-il de quoi fouetter un chat ? La colère est un mystère. Mercredi, à Lyon, rue de la Ré, il faisait un temps somptueux. Le soleil se répandait, généreux, de Bellecour à Croix-Rousse. Les badauds badaient. C'était l'heure molle du midi du jour et le travail

20 /

20 ANS EW 86

EUNE, MAIS A

122



# 20 ANS EN 86

## 20 ANS EN 86

## 20 ANS EN 86



## JEUNE, MAIS A TEMPS PARTIEL

par Michel Noblecourt

« **Q**UOI de plus triste que de laisser ces jeunes en jachère », avait lancé M. François Mitterrand, le 14 novembre 1983, à l'occasion d'une rencontre nationale sur le thème « un métier pour réussir », en faisant allusion à la situation des jeunes chômeurs.

Les chiffres sont en effet tristement éloquentes. A la fin février 1986, on comptait 874 494 demandeurs d'emplois de moins de vingt-cinq ans (11,5 % de moins qu'un an plus tôt), dont 52,5 % de femmes, soit 34,8 % de chômeurs inscrits à l'ANPE. Cinq ans avant, ils n'étaient que 877 000 chômeurs de moins de vingt-cinq ans, soit 40,6 % des demandeurs d'emploi. Mais en cinq ans leur durée d'inscription à l'ANPE s'est allongée : en février 1987, 12,4 % étaient au chômage depuis un an et plus ; 17,5 % depuis six mois et plus. En février 1986, ces proportions étaient respectivement de 18,7 % et de 21,5 %.

L'insertion professionnelle des jeunes reste un problème majeur auquel tous les gouvernements se sont attaqués, en particulier depuis 1976, sans qu'aucun ne réussisse à voir le bout du tunnel. En mars 1983, dans son enquête emploi, l'INSEE observait que sur les 3 377 087 actifs de moins de vingt-cinq ans, 21 % étaient chômeurs, tandis qu'un autre quart occupait « un emploi à statut précaire ». Ainsi, selon cette enquête, près d'un actif de moins de vingt-cinq ans sur deux découvre le monde du travail soit en étant privé d'emploi, soit par une succession de « petits boulots » précaires et peu qualifiés.

La France n'est pas pour autant un cas particulier. L'OCDE a prévu qu'en 1986 près de 15 % des jeunes seront au chômage dans les quatre grands pays européens (Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, France, Italie).

Devancés de peu par les Italiens (37 %), près d'un jeune Français sur trois devrait connaître cette année le chômage : 31 % en 1986 contre 29 % en 1985 et 26,1 % en 1984. Rien d'étonnant donc ce que le gouvernement de M. Chirac ait inscrit, parmi ses priorités, un dispositif pour

l'emploi des jeunes, afin de tenter de briser ce mécanisme infernal de l'exclusion qui guette tout jeune à la sortie du système scolaire.

### La gauche en alerte

Ni le gouvernement de M. Mauroy ni celui de M. Fabius ne sont restés inertes. Loin de là. Le premier chef de gouvernement de la gauche, après 1981, avait toutefois été bien imprudent en assurant, le 28 novembre 1983, que 850 000 jeunes allaient bénéficier de stages en un an. Il dut réviser son objectif à la baisse. Mais, avec le concours de ses ministres - communistes - de l'emploi et de la formation professionnelle, MM. Jack Ralite et Marcel Rigout, il a mis en œuvre un dispositif aussi complexe qu'ambitieux de stages de formation pour les jeunes : contrats

emploi-formation, emploi-orientation, emploi-adaptation, stages pour les jeunes de seize à dix-huit ans et de dix-huit à vingt et un ans.

Un des mérites de la législature qui vient de s'achever aura été de mettre sur les rails la formation en alternance pour les jeunes. Non sans mal. Le 26 janvier 1983, le patronat signait sur ce thème un accord national avec FO, la CFDT, la CFPC et la CGC. Mais le gouvernement se fit tirer l'oreille pour traduire dans la législation les innovations contractuelles.

La « loi Rigout » se garda de tout reprendre, si ce n'est une vive pression des partenaires sociaux pour que des circulaires ajustent le dispositif (stages d'initiation à la vie professionnelle de trois à six mois ; contrats de qualification de six mois à deux ans ; contrats d'adaptation d'un an maximum).

Le CNPF s'était engagé à faire bénéficier - en 31 mars 1984 - 300 000 jeunes de la formation en alternance. Le pari ne sera pas intégralement tenu puisque, à cette date, le nombre de bénéficiaires devait osciller entre 260 000 et 280 000, le patronat faisant porter la responsabilité de ce retard à l'administration.

### Travail ou passe-temps

Le gouvernement de M. Fabius a continué dans la même voie et a créé, en septembre 1984, les travaux d'utilité collective (TUC) qui, à défaut d'être formateurs, permettent fin février à 190 000 jeunes d'être occupés. Mais pas plus qu'au moment des pactes pour l'emploi des jeunes, quand M. Barre, premier ministre, les stages de formation ne

garantissent aux jeunes une véritable insertion dans un emploi. Une enquête du Centre français d'études de recherches sur les qualifications (CEREP) avait constaté que, un an et demi après leur entrée en « stage Rigout » - mis en place en 1982 pour les seize-dix-huit ans - « un jeune sur cinq est encore en stage, 20,4 % ont un emploi, 44,5 % sont inscrits au chômage et 9,3 % sont classés comme inactifs ». L'attente est d'autant plus longue, pour les jeunes que la grande majorité de ceux qui sont inscrits à l'ANPE n'ont qu'une faible formation ou pas de formation du tout.

### Pas de miracle à droite

Nul ne peut jouer au faiseur de miracles pour résoudre le problème du chômage des jeunes. La nouvelle majorité en est consciente. Pour « encourager » l'emploi des jeunes, la plate-forme RPR-UDF prévoit que « les entreprises offriront des stages à temps partiel à durée déterminée, combinant formation et emploi, dépassant les TUC ».

« La rémunération des jeunes, à la charge des entreprises, précise-t-elle, sera fixée en fonction du caractère spécifique de leurs conditions d'emploi et des cotisations sociales correspondantes allégées. » Il n'y a pas d'innovation fondamentale à attendre : l'idée d'un SMIC-jeunes, inférieur au SMIC actuel, et offert à des jeunes lors de la période suivant leur première embauche, semble bien abandonnée.

On en restera à des formules déjà pratiquées pour les jeunes en alternance - a fortiori pour les TUC - avec des rémunérations inférieures au SMIC, les entreprises devant exonérer les jeunes stagiaires des cotisations d'allocations familiales.

Les mesures sur l'emploi des jeunes seront prises pour l'essentiel au moment du vote, fin avril, du collectif budgétaire. Leur effet sur le chômage des moins de vingt-cinq ans ne pourra pas être perçu avant l'automne 1986...



François Mitterrand et la chanteuse du groupe rock Rita Mitsouko aux « Journées des jeunes créateurs » organisées par la revue *Autrement*, en octobre 1984.

### LOGES ET PEINE DE MORT

Le thème de la peine de mort est toujours d'actualité. On se souvient de la peine de mort qui fut abolie en France en 1793. Mais elle est revenue en 1959 pour les crimes de guerre. Elle a été abolie à nouveau en 1981. Le débat est toujours d'actualité.

### LOGIE DE L'INTERPRETE

Le métier d'interprète est très exigeant. Il nécessite une excellente maîtrise de deux langues. Les interprètes jouent un rôle crucial dans les relations internationales.

### IL TUAIT L'AVANT-HIER ?

Il y a eu de nombreux attentats ces dernières années. Les autorités sont toujours à la recherche de nouvelles méthodes pour identifier les auteurs.

### TOUT EST POSSIBLE

Il n'y a rien de plus sûr que le fait que tout est possible. Les technologies modernes permettent de réaliser des choses que l'on croyait impossibles.

### par Bruno Frappet

Texte de Bruno Frappet, journaliste et écrivain. Il aborde divers sujets de société et politique, analysant les tendances actuelles et les défis à venir.



# LE TUC AU MORAL D'ACIER

Un monde de chiffres et leur lancinant rythme de la vie professionnelle et le peu d'espoir qu'ils laissent entrevoir pour les années à venir il y a des garçons et des filles qui ont voulu prendre leur destin en main. Le monde du travail se méfie d'eux : ils sont jeunes ou jeunes, la discipline y entre. La société fait mine de ne pas les voir : ils lui donnent des leçons de courage. Les jeunes que nous avons rencontrés, ces expériences qu'ils racontent, l'ardeur qui les anime, montrent suffisamment qu'ils ont vingt ans en 1986 est un dur métier.



Il a un petit boulot de coursier dans un journal de Nancy. Ancien TUC, il guette l'arrivée de son premier vrai travail. En ironie, mais avec un gros moral.

« **D**ÈS que j'ai eu quinze ans, j'ai voulu faire du dessin. Ça se voyait, je crayonnais partout dans mes cahiers. C'était pour moi comme une petite litanie que je voyais de loin. » Bruno Montaux continue : « Alors on m'a dirigé vers un BEP d'électro-technique, car pour faire du dessin il fallait être fort en maths, aller jusqu'au bac et tenter ensuite des Beaux-Arts. »

Une politique de la carotte, un peu sage, qui n'a pas dans la façon de penser de ce garçon. Lunettes de fer, cercles de noir, habillement banal, baskets jaunes, histoire de laisser transparaître son individualité d'artiste. A vingt-deux ans, Bruno sort d'un

TUC. Il a un petit boulot de coursier dans un journal. Il garde un moral d'acier. Après son fameux BEP, il est parti faire son service militaire à Metz, à une quarantaine de kilomètres de Custines où il habite. « J'ai fini sergent-instructeur de tir », se rappelle-t-il dans un sourire, en expliquant qu'il avait tout pour être dans la photographie. Car, fidèle à ses goûts, Bruno découvre les possibilités du 24 x 36 noir et blanc.

emploi sûr et rassurant ? « Non, je ne pense pas que la photo constitue mon unique avenir, mais j'ai plein d'idées et je suis prêt à toutes les surprises. Tant qu'il y aura des gens pour acheter et que je pourrai produire quelque chose de mes mains, je ne m'enfermerai pas... »

La preuve : d'abord parce qu'il a fait une qualification de photographe au Muséum de Nancy. Ou plutôt un job de photographe au Musée de la Jarville, dans la banlieue de Nancy. « J'ai été chargé de photographier les pièces exposées au musée, de les mettre en fiches et de constituer un catalogue. » Un travail fastidieux, mais qui lui a appris à parcourir la technique et à faire montre de son esprit d'organisation. « En plus j'ai travaillé en galvanoplastie dans un des laboratoires de recherche du musée. »

Cette technique permet de recouvrir de métal n'importe quel support. « Je suis en train de me spécialiser au point la fabrication de boucles d'oreilles et de pendentifs. J'ai fait des essais en recouvrant du cuivre des noisettes et des noix. » Pas de secrets de fabrication, mais toujours la volonté de développer ses idées. « Le seul truc, c'est pour la vente, il y a toujours des interdits, des barrières officielles. On ne sait pas comment exploiter ses projets. On risque de nous tomber dessus avec des taxes et des patentes. On est jeune et mal informé. »

C'est ce qui freine principalement Bruno : les mailles trop étroites des législations en matière de création d'entreprise. « Pendant des semaines j'ai été à

l'ANPE presque tous les jours. Je n'ai rien su de plus en ce domaine. Je suis allé plus aux diplômes ou aux formations en six mois. J'ai pris le TUC parce que j'avais besoin moralement de travailler. Je ne pouvais plus rester à rien faire. »

De son côté le TUC lui rapporte 1 700 F par mois. Mais, pour aller, il doit faire une quarantaine de kilomètres quotidiennement en voiture et manger sur place. « La voiture, c'est une vieille Datsun que mon père m'a trouvée et que nous réparons au moins une fois par semaine. Maintenant, elle est hors d'état. L'un dans l'autre, sur les 1 700 F, que je gagnais vraiment 300 à 400 F. » Le piège, pour lui, n'est qu'actuellement il n'y a plus rien. Sinon ce petit boulot de coursier où son sens du système D fait merveille.

Et les parents dans tout cela ? « Ils sont sympas mais j'ai vingt-deux ans et je suis toujours chez eux. Ils attendent ce que j'attends aussi et sont avec moi que moi de mon avenir. »

Est-il plus dur d'avoir vingt ans dans les années 80 qu'il y a une dizaine d'années ? « Je crois quand même que c'est la crise, il y a trop et pas assez de formations et d'informations pour les jeunes. On ne sait pas comment faire des choses qui sont des chemins traditionnels. On n'a aucune assurance de l'avenir. Je suis sûr qu'il faut simplement garder la foi et le moral. » En attendant le vrai boulot, celui qui lui permettra enfin d'envisager un avenir, Bruno tris, pile des journées, fait des photos à l'occasion, range, laisse traîner une oreille pour savoir si une piste de travail se s'ébauche pas, et garde l'ironie douce-amère, couleur de sa génération.

# JUNIOR PATRON

En voilà un qui n'a pas les deux pieds dans le même sabot. Il a su profiter de l'opportunité que lui offrait la junior entreprise de son école et avant même d'avoir terminé ses études, il est son propre patron.

LES mardi et mercredi, vous trouverez Mathias Pellan à Lyon. Le reste de la semaine, ses collègues le conduisent à Paris. Soixante heures de travail hebdomadaire, entrecoupées de deux séances de squash et d'une partie de tennis : de temps en temps de rester « efficace », dit-il de surmenage. De temps en temps, ses fonctions l'obligent à quelques déplacements internationaux... Célèbre homme d'affaires, Mathias Pellan ? Pas le moins du monde. Tout simplement en cinquième de dernière année de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon (INSA), option informatique. Mais aussi, à vingt-deux ans, junior-entrepreneur dont la première, CIS Télématique, fonctionne depuis un an. Un pur produit, comme il le déclare lui-même, du « boom médiatique » de la mouvance phénomène Tapie.

« J'ai toujours aimé la compétition ». A l'INSA, il a pu donner libre cours à son dynamisme naturel. « À vingt ans, j'avais envie de faire l'expérience de l'entreprise, de courir les risques du dirigeant. J'ai vu l'opportunité grâce à la « junior-entreprise » (1) de mon école. » A l'actif, plusieurs études : informatique d'un bâtiment d'architecture, automatisation d'un système de gravure en étain... Pour appréhender la réalité, j'ai ensuite souhaité devenir président de la JE, puis, en 1985-1986, vice-président de leur confédération nationale (2), chargé de la communication.



« Elle offre une grande souplesse : je ne suis pas salarié mais rémunéré à la tâche. » Le tout était de trouver des partenaires intéressés par l'étude à venir. Après maintes démarches échelonnées sur plusieurs mois, grâce à un réseau de relations établies par le biais de l'INSA et de la CNJE, notre élève-ingénieur réussit à décrocher une mission de quatre mois outre-Atlantique.

**Amérique, le voici !**  
De juillet à novembre 1985, il se rendit aux États-Unis, au Canada et au Brésil. Le directeur général des télécommunications lui alloua à ce titre 40 000 F. Ce qui vint s'ajouter une bourse du ministère de l'Éducation nationale à quelques apports plus modiques d'entreprises comme

IBM ou de supports de presse comme Vidéotex Magazine. Notre globe-trotteur parvint même à séduire avec son projet le PDG de Nouvelles Frontières, qui, intéressé par les retombées possibles, lui offrit quelques voyages gratuits. Résultat de l'opération : sur l'enveloppe globale de 66 000 F, un bénéfice de 35 000 F, au prix d'une gestion budgétaire des plus strictes. A peine revenu du Nouveau Monde, les précieuses informations engrangées, Mathias Pellan se mit en devoir de trouver un nouveau partenaire pour subventionner le tour d'Europe programmé. C'est par l'intermédiaire d'IBM qu'il réalisa depuis, jonglant avec son emploi du temps, quelques séjours studieux en France, mais aussi en Grande-Bretagne et en Allemagne.

« Mon prochain objectif est le Japon, où je partirai cinq mois, en juillet prochain. » Le budget prévisionnel est déjà établi. Au poste des recettes : la bagatelle de 120 000 F, apportée par une société de recherches « Intégration », une dizaine d'entreprises de la région Rhône-Alpes (Rhône-Poulenc, BSN, SEB, Majorette...), mais aussi grâce à une bourse attribuée par la ville de Lyon et au prix d'un concours que Mathias Pellan a gagné dans le cadre du Salon Studexpo. « Je pense gagner un bénéfice de 60 000 F. »

mon projet sera achevé. Je m'occuperai de la mise à jour régulière des informations que j'aurai recueillies. »

A vingt-deux ans, Mathias Pellan est un fonceur, « qui ne fonce pas tête baissée », précise-t-il. De créateur, il envisage même de devenir repreneur d'entreprises... et de racheter, avec un ami ingénieur, les parts d'une SARL récemment fondée par des étudiants de l'INSA.

L'année prochaine, pourtant, Mathias Pellan ne verra pas le temps passer. Outre son entreprise spécialisée dans la télématique, il a créé, avec deux collègues de l'INSA, une société en participation : un réseau de distribution de... caleçons, fabriqués en France, peints en Côte d'Ivoire par des artistes et distribués dans de petites boutiques à New-York. Les deux mille premiers exemplaires sont en cours de distribution. « La couture française, la culture africaine : ça devrait marcher aux USA... »

Pour l'instant, notre chef d'entreprise junior ne roule pas sur l'or : il mise sur l'avenir. Ses missions rémunérées lui permettent de financer ses études, ses projets. Sans plus : le prix de l'indépendance. Mais son sens du contact, son dynamisme lui attirent des sympathies. « Je pourrais, avec ma formation, entrer dans une grande entreprise style IBM. Mais, à mon âge, on peut bien avoir l'audace d'aimer l'aventure. »

(1) Junior-entreprise : association prestataire de services se développant au sein d'une grande école ou d'une université, gérée par les étudiants eux-mêmes, qui réalisent pour le compte d'entreprises, des études rémunérées.  
(2) 20, rue du 4-Septembre, Paris.

PREMIÈRES É

LIBRAIRE EN A

Comment travailler... l'ethnologie... la voilà bientôt...

A... l'ethnologie... la voilà bientôt... dans l'occasion...



20 ANS EN 86

PREMIÈRES ÉPREUVES

Le voilà photographe professionnel  
■ assez fier d'accrocher son ouvrage  
aux cimaises de sa première exposition.  
Le chômage, assure-t-il,  
ne lui fait plus peur.

**P**HILIPPE LAFaix ■ heureux. Son bonheur se lit sur son visage. La première exposition de ses photos «Venise : Carnaval imaginé» arrive au bon moment. Il est maintenant où il va.

La photographie, pour lui, ce n'est pas le proprement parler une vocation : « J'y suis venu un peu par hasard, j'étais un lycéen plutôt mauvais » ; ses études ne le passionnaient pas. Au terminale, il y a eu un moment où il a voulu aller au théâtre ou au cinéma... J'ai raté mon bac... Un échec ? Non. Cette année, il repasse l'examen en suivant des cours par correspondance pour préparer son entrée dans une école de cinéma. Entre-temps, il a fait ses premiers reportages, appris la photographie et tâté de l'audiovisuel.

Le chômage n'est plus un horizon qui lui fait peur. Hier, dit-il, « La crise, j'avais le sentiment de la vivre. A quinze ans, j'étais « désillusionné » ; je pensais que le monde n'offrirait pas d'issue, que tout était mauvais. J'étais un faux punk... Depuis que j'ai décidé de faire de la photographie, je ne m'inquiète plus. Mais je crois que le chômage est terrible pour ceux qui n'ont pas de formation.

« Il faudrait revoir l'éducation des jeunes, avec plus d'expériences dans l'enseignement. Je suis sûr que n'importe quel métier est intéressant, s'il est choisi, s'il est passionnant. Mais autour de moi, il y a beaucoup de jeunes que leur métier n'intéresse pas, ou qui ont été mal orientés. Il faudrait changer ça. »

« Un lycée qui ne marche pas, ajoutez-y sans hausser le ton, c'est le pays qui ne marche pas. »

**Gauche-droite, c'est dépassé**

Que faire ? Tout le monde est haut en bas ? « Oh non ! l'état d'esprit révolutionnaire des années 70, c'est dépassé... Tout casser pour le refaire, je n'y crois pas. Trop de casse, on casse, mais on ne reconstruit rien. Je pense que le dialogue est primordial. Je trouve que les idées politiques ne valent pas, sur un point, plus loin que le bout de leur nez - c'est peut-être exagéré. Mais je crois, par exemple, que si l'on veut aider les jeunes à trouver un emploi, il faut véritablement appliquer des mesures au coup par coup, mais aussi à long terme. Il faudrait agir en gouvernement en gouvernement, qu'ils soient de droite ou de gauche. Gauche-droite, pour moi, c'est une opposition dépassée, même si je me souviens plutôt de gauche... »



Choisir entre les grands systèmes politiques, les projets de réforme, n'est pas primordial pour Philippe Lafaix. « Il faut prendre ce qui est bon dans chaque société pour construire la nôtre. Le libéralisme, pour moi, c'est simplement la possibilité d'avoir un capital quand on a des idées. Le capitalisme à outrance, comme aux Etats-Unis, ne sert pas pour la France. Je trouve grave, personnellement, que les politiques ne fassent passer leur intérêt personnel avant l'intérêt général... Quand je vois un clochard dans la rue, je ressens vraiment

quelque chose, je me sens concerné. D'ailleurs, je suis persuadé que sur leurs grands problèmes, l'avenir, en fait, est l'Europe, un projet malheureusement freiné par la bureaucratie. L'Europe, pour moi, est un beau projet. C'est notre histoire, et ça me fascine beaucoup plus que les Etats-Unis... »

Heureux en France ? Oui, parce que c'est un pays qui, malgré ses difficultés, est riche, et dont le destin est entre nos mains comme celui des pays de tiers-monde. L'endettement du pays du tiers-monde me fait peur. Je suis sûr que les hommes politiques s'y intéressent peu. Qui en a vraiment parlé pendant la campagne électorale ? On donne une petite aide et on oublie. Il faudrait que les pays riches décident d'avoir une vraie politique. La jeunesse pourrait peut-être faire quelque chose de ce côté-là... »

Politique ? Pas vraiment. Dépolitisé ? Non plus. Craint-il la recherche quotidienne avec les idées est sa « politique », certainement : « Je fais de la photo, c'est par amour des arts en général, mais aussi par un désir de communiquer avec autrui. C'est le plus important. Aujourd'hui, j'ai le sentiment que le problème de fond, c'est l'« incommunicabilité ». Le dialogue italien d'aujourd'hui n'avait peut-être été perçu, il y a longtemps. La solitude des gens génère l'individualisme. C'est un moyen de se protéger. Les jeunes que je connais aujourd'hui ne rêvent d'amour ; ils sont sensibles. L'individualisme, c'est la tristesse : les gens y sont poussés par la solitude. Dans ma exposition sur Venise, j'ai essayé de montrer la beauté, la joie, l'amour ; pour moi, c'est le contraire de l'individualisme. »

LIBRAIRE EN ATTENDANT LE DIPLOME

Comment travailler sans cesser d'étudier ?  
Passionnée par ses recherches personnelles sur l'ethnologie et les sciences humaines, la voilà bientôt libraire. Dans l'occasion...

**A** vingt ans, après une première expérience de libraire dans le huitième arrondissement, elle s'est spécialisée dans le livre d'ethnologie et de sciences humaines. Un gros risque d'ailleurs pour une jeune fille qui n'a pas encore terminé ses études et qui, de plus, dispose de très peu d'argent - 2 500 F par mois et un petit appartement que lui ont donné ses parents.

« Comment t'est venue cette idée ?  
- Au départ, je voulais que je m'engageais dans des études longues et coûteuses, sans avoir des études si sur-tout difficilement conciliables avec un job en dehors. Ça qui m'a séduit dans cette entreprise, ce n'est pas l'idée d'être mon propre patron, mais le pouvoir d'appliquer mes propres recherches en ethno, socio,



psychologie, religion, histoire de l'art, avec un métier qui me plaise et qui me laisse un champ libre d'affiner mes goûts et ma compétence sur la matière, sans me couper du monde universitaire. A force de fouiller pour trouver un peu partout, j'ai commencé à constituer un fonds. Comme je n'avais pas les moyens de m'acheter des livres neufs, j'ai cherché de l'occasion. Par exemple, j'ai fait une recherche pour me constituer pendant un an sur la conversion à l'islam en Occident et je me suis enrichi avec beaucoup de Français convertis étaient attirés par le sophisme et recherchaient plus particulièrement les ouvrages de René Guénon, un auteur « à cheval » entre l'histoire et le socio. A partir de là, j'ai remonté la chaîne et j'ai essayé de constituer un fonds d'ouvrages sur

la religion, qui servent à la fois de sujet d'une façon rigoureuse et scientifique, destinés aux chercheurs, et d'intéressants ouvrages, toujours sur le même thème, mais dans un créneau plus large, en abordant l'histoire de l'art par exemple, susceptibles d'intéresser une clientèle moins spécialisée.

« De combien a-t-elle le fonds ?  
- Je disposais de 10 000 F d'économies et j'ai emprunté en janvier 15 000 F à ma banque pour un prêt d'études qui a servi à

donner beaucoup de précisions. Je suis sûr qu'ils seraient contents mais ça leur ferait un peu peur s'ils savaient que je me suis enrichie. Eux, ils me voient prof d'anglais ou quelque chose comme ça. C'est plus sécurisant. Mais je suis sûre qu'ils m'aideront plus tard. »

« Comment procèdes-tu pour réunir un fonds ?  
- De la même façon que pour mes recherches personnelles. Je change toute la journée, j'ai des adresses, des rendez-vous. Un travail acharné de libraire. Quelquefois j'en trouve vingt dans la journée, d'autres fois un ou deux, c'est très long, d'autant plus qu'il s'agit de livres d'occasion et qu'ils sont généralement chers. Mais je cherche surtout à les faire connaître, pour être sûr de les vendre intéressants. »

« Dans combien de temps penses-tu ouvrir ?  
- Dès que j'aurai un stock suffisant. Dans un quartier, ça ne se passe pas comme ça. Il faut bien compter trois, quatre mois avant que ça roule. Mais je suis sûre que ça va marcher. J'essaierai de constituer un fonds qui possible de répondre à la demande, tout en restant proche de mes centres d'intérêt. »



# LES HORIZONS D'UN CINÉASTE

L'enfer était avec lui. Il est sorti du Cambodge avec en tête des scènes de violences à faire frémir. Aujourd'hui, il espère de la France qu'elle lui permette de s'exprimer, de raconter, de témoigner.

**« KURT WALDHEIM »**  
J'ai un visa en poche nous a emmenés en camion dans des camps protégés par l'ONU. On nous a fait passer par des barrières. La choix était entre l'Australie, les États-Unis ou la France. Comme quatre de nos frères avaient déjà partis en Europe avant la chute de Phnom-Penh, on nous a dirigés vers Grenoble. Rithy Panh, Cambodgien, vingt un ans, était en première année de l'IDHEC (Institut des hautes études cinématographiques), est arrivé dans notre pays en septembre 1979.

Après un passage éclair dans un foyer Sonacotra, il est inscrit dans une de ces classes de transition où des élèves médiocres attendent leurs seize ans et le début de l'apprentissage. Rithy Panh, lui aussi, veut passer un CAP afin de travailler au boulot dans un atelier. Je n'en pouvais plus. Je faisais quelques progrès en français. Je rêvais d'écrire. N'y arrivant pas, je dessinais sur un carnet. J'essayais de lire l'Étranger, de Camus, en déchiffrant mot à mot avec un dictionnaire bilingue cambodgien. Ça devenait un résultat bizarre, encore plus absurde que le livre, car il n'avait aucune idée de ce qu'il était.

« A Noël, le prof de dessin m'a offert une boîte de peinture, m'a demandé si je voulais faire. Son intention a été une chance de plus. » (Il sourit.) Alors il s'est écrit une espèce de manifeste autour de ce jeune Cambodgien. (Il rit.) « Le secrétaire de mairie de Corenc (c'est le nom de cette ban-

lieue) m'a donné des lettres de français chaque jour après son travail, durant sept mois. J'ai pu reprendre le cycle normal d'études en seconde. On a trouvé que j'étais doué pour les maths. Un prof de mathématiques m'a encouragé sur la voie et indiqué ce que je devais lire. »

Le même peintre qui lui avait donné la boîte de peinture lui offre une caméra super-8 et trois bobines de cartouches. « Pendant des semaines je n'ai pas osé toucher, puis j'ai compris. Je me sentais incapable d'écrire, de parler, le langage imagé de la caméra que j'adorais et que j'aime toujours. Il me manquait un peu de vocabulaire, alors je dessinais l'image à 50 % et je parlais. Tout le monde m'a aidé, le fils du prof de maths, un autre enseignant qui avait fait la guerre d'Algérie et du coup m'aimait bien parce qu'il me travaillait plus vite que mon âge, la fille de la secrétaire de mairie, en me passant un gilet. »

« A cette époque je faisais encore des cauchemars, je rêvais de la mort, des morts, des morts que j'on jetés dans les fosses, mais même à mon frère qui me posait des questions, je ne disais rien. Maintenant, au contraire, je ferai tout pour recueillir des témoignages, essayer de comprendre, et que l'on n'oublie pas. De même qu'il ne faut pas oublier Hitler, le génocide des juifs. »

« Le Cambodge, ça a été plus fort que tout : un autogénocide des Cambodgiens. Les rouges ont tué des Cambodgiens. »



Le même peintre qui lui avait donné la boîte de peinture...

« Rithy Panh n'est pas le plus visible interviewé en les filmant ses compatriotes réfugiés en France ou aux États-Unis, dont certains sont déjà très vus. Il estime qu'il faudrait de 500 000 F à 600 000 F pour rassembler une pellicule les témoignages de ceux qu'il s'occupe soigneusement repérés. »

A elle seule, la biographie de Rithy Panh, même réduite à un enchaînement de faits, est

la trame d'un film encore à imaginer : la mort de ses parents quand il avait treize ans, un camp de travail, des tâches épuisantes dans un hôpital, la fuite, la faim, l'exil. »

### Jongler avec des images

« C'est cette histoire seulement, dit-il, que je peux commencer à en parler. J'évite en général de jouer à l'errant héroïque. En fait, j'ai eu de la chance - mais ça

diminuer - depuis le premier camp de réfugiés où l'on m'a expédié. »

« Mon avenir ? J'évite ce mot. Si j'y réfléchis, je ne fais pas de rêves pour être un intellectuel ou un artiste, mais pour jongler avec des images, comme je le faisais au cirque. L'avenir, je ne l'envisage pas : puisque je suis mort une fois, il me faut rendre une nouvelle vie à l'existence - celle qui a commencé en 1979. Je n'ai jamais fait toujours quelque chose d'intéressant, mais un certain moment où vous devenez indispensable. »

« Alors je lis énormément. Que sais-je ? en quantité. J'ai essayé de voyager, de voir le plus possible. J'ai voulu aller à Paris, à France. Certains que j'ai détestés, comme Nice et Cannes, d'autres magnifiques, comme l'Aveyron. Je me sens bien avec les paysans. J'aime aller en France. Les jeunes d'ici partent au bout du monde, mais je ne suis pas sûr qu'ils reviennent en réalité. Ils vont dans le flou. J'en ai un qui revient de Grèce déçu parce qu'il n'y avait rien à voir que des colonnes de pierre. Il faut aller vers quoi l'on ne déplace, apprendre un peu. »

« J'en croise pas mal des comme ça qui vivent sans but. A la fin, où je suis resté deux mois en vacances plastiques, c'était le chaos. Sinon, au contraire, il y a une marge de jeunes très intelligents et à mon avis, qui perdent le contact avec l'époque. A l'IDHEC, c'est le cas de certains. On sent un manque d'énergie. Des personnalités très fortes ; mais ils se traitent plus forts qu'ils ne sont, mais comme les louards s'imaginent plus battus et malheureux qu'ils ne sont. J'ai peu d'amis, sinon d'anciens soixante-huitards. Les enfants de ceux-là vont peut-être faire des choses drôles, qui sait : ils vont avoir dix-huit ans bientôt ! »

« Si je ressens une hostilité, ou un racisme à mon égard ? Non. Plutôt quelques incompréhensions. Il y a envers nous bien moins de violence qu'envers les Arabes : les Arabes, on les déteste parce qu'ils sont chômeurs ; les Chinois (ça ça dit plus vrai parce qu'ils travaillent trop ! ) dit-on, je faisais des livraisons, on m'a ainsi versé l'eau sur la tête parce que c'était fêté, pas un jour où bosser. »

« Mais je me prends à devenir de plus en plus français, mais seulement je ne parle plus guère dans ma langue (ici les mots sont plus exacts), mais j'apprends qu'il faut apprendre à bien dire des mots. Autrefois j'étais plus franc dans mes paroles, c'était mal accepté. La plupart des gens que l'on préfère entendre du Cambodge, c'est la règle. »

Valéry Rithy Panh, qui pour ses études à l'IDHEC dispose d'une bourse de 1500 francs par mois, loge - si vous voulez savoir - à Maisons-Alfort, un cousin - une amie chance - lui prête une chambre gratuitement. Cet été, il trouvera un petit boulot dans le cinéma. Il ne se voit pas porter le nom, mais, par exemple, planifier un tournage.

### Un choix irréversible

Le cinéma ? Ça le panique, mais dit-il : « C'est un choix irréversible déjà. C'est un fragile cinéma. Un projet que l'on bouge, et la limite que l'on a atteinte à sculpter change. Les chefs-opérateurs, les réalisateurs même, sont très fragiles. Mais j'aime ça aussi. »

En attendant, il prend des photos, écrit des mots pour accompagner ces photos, des poèmes. Imagine des scénarios, histoires dont il sait qu'elles ne verront probablement pas le jour, qu'importe. Il faut faire. « Je n'ai jamais étape par étape mon Lego personnel. Je travaille, je me suis mis à lire après. » Il ajoute : « Si j'arrive à quelque chose, je crains que l'on ne me dise que c'est en vain des épreuves que j'ai traversées ; déjà, certains me répètent que c'est une veine d'avoir vécu ces expériences. Ils n'ont pas raison. Tout le monde doit pouvoir trouver sa place. »

Et si une amie lui reproche de ne pas « vivre sa vie », de travailler trop, il lui répond : « Pas du tout, tu vois, par exemple, j'adore l'alcool de prune, c'est beau, ça prouve de temps en temps, ça te fait retrouver des moments, ça te brille. Ça revient aux images comme à l'époque. Vas-tu ne pas vouloir d'être attaché à ces images-là ? »

Il doit lui rétorquer cela avec le même détachement apparent qu'il en rappelle que « si l'on entasse les cadavres des deux millions, cela trait plus haut que le tour Montparnasse. » Dans son pays il y avait, avant, sept millions d'habitants.

## 200 F PAR-ÇI, 600 F PAR-LA

Sans illusions sur les avantages que pourra lui apporter une licence d'anglais, cette collection les emploie à la petite semaine.

**T**ROUVER un boulot à vingt-deux ans ? Emmanuelle n'y songe pas encore. Elle est diplômée de ses études d'anglais et sait d'avance qu'il y a du travail.

« Faire un petit boulot comme ça de temps en temps, ça va. Je n'ai rien de mieux, n'importe quoi, même si ce n'est pas très bien payé. Mais dans un SMIC, l'année, non merci, je préfère rester au fac. » Même si elle est convaincue que sa licence « ne la mènera nulle part », elle s'accroche à l'idée de trouver du travail dans sa branche. « Quand j'ai quitté le lycée de Beauvais, je voulais partir en Angleterre. Mes parents s'y sont opposés. Ils me trouvaient trop jeune. »

« La semaine dernière, j'ai appris que j'étais admise à l'école de commerce, puis aux Langues O pour apprendre le russe, mais abandonne l'un et l'autre assez rapidement. Ça ne me plaisait pas, dit-elle, et le russe c'était trop dur. »

Pour Emmanuelle, l'indépendance, c'est l'impasse : pour rester dans la capitale, il faut gagner de l'argent, ne pas être installée dans un studio d'un vieil immeuble parisien chez son



« J'en croise pas mal des comme ça qui vivent sans but. A la fin, où je suis resté deux mois en vacances plastiques, c'était le chaos. Sinon, au contraire, il y a une marge de jeunes très intelligents et à mon avis, qui perdent le contact avec l'époque. »

« Si je ressens une hostilité, ou un racisme à mon égard ? Non. Plutôt quelques incompréhensions. Il y a envers nous bien moins de violence qu'envers les Arabes : les Arabes, on les déteste parce qu'ils sont chômeurs ; les Chinois (ça ça dit plus vrai parce qu'ils travaillent trop ! ) dit-on, je faisais des livraisons, on m'a ainsi versé l'eau sur la tête parce que c'était fêté, pas un jour où bosser. »

« Si je ressens une hostilité, ou un racisme à mon égard ? Non. Plutôt quelques incompréhensions. Il y a envers nous bien moins de violence qu'envers les Arabes : les Arabes, on les déteste parce qu'ils sont chômeurs ; les Chinois (ça ça dit plus vrai parce qu'ils travaillent trop ! ) dit-on, je faisais des livraisons, on m'a ainsi versé l'eau sur la tête parce que c'était fêté, pas un jour où bosser. »

LA BOSSE DE

L'INFORMATIQUE

Informatique... la BTS qu'on a appris... la page et qu'on... téléphone son...

122



# 20 ANS EN 86

## LA BOSSE DE LA PUB

Entre les agences de publicité qui cherchent des mannequins parmi les teenagers et les adolescents en mal d'argent de poche, deux jeunes filles ont réussi un « coup » et récolté des contrats.

**C**HEF d'entreprise à vingt et un ans, pourquoi pas ? Agnès Hauris et Béatrice Marchand, après des études à l'École supérieure de publicité, n'ont pas hésité à faire le saut. Les stages en entreprise faits au cours de leur scolarité les avaient convaincues d'une chose : « Il était hors de question d'aller travailler chez les autres. »

Dans le milieu de la publicité, disent-elles, « tout le monde se tape dessus. Il y a beaucoup de frime et l'on devient très vite prisonnier du système. » Une seule solution pour y échapper : créer sa propre entreprise.

« Notre première idée a été de fonder une agence de mannequins, puis on s'est rendu compte que c'était un rêve de petites filles. » A Paris, selon la Chambre de commerce, trois agences déposent leur bilan chaque semaine. Un tel projet supposait des fonds, et nos deux jeunes filles, si elles ont du dynamisme à revendre, n'avaient pas le premier centime.

Un de leurs anciens collègues leur conseille de se spécialiser dans la recherche de mannequins. « Cette perspective ne nous enthousiasmait guère : cela nous a donné l'idée de nous lancer, en contrats, sur le marché des jeunes de seize à dix-neuf ans. »

Agnès et Béatrice créent en septembre dernier Teen Image. Leur premier mailing à destination des publicitaires est direct : « Ne faites plus la sortie des lycées ! Teen Image, la première agence spécialiste du look des

treize-dix-neuf ans, déniché pour vous s'importe où, n'importe quand, les teen-modèles dont vous avez besoin. Petite troupe, grand brun, bouille de clown, trompettiste à roulettes ou ange scolaire... N'hésitez pas à nous consulter : la jeunesse, c'est notre affaire. »

Quelques annonces sur une radio libre (ça ne coûte pas trop cher) pour trouver des modèles et l'affaire était lancée. « La première semaine, on a fait sauter le standard, nous avons eu plus de cinq cents appels de jeunes qui nous proposaient leurs services. Ils nous envoyaient d'horribles photos d'identité ou des photos de famille sur lesquelles ils indiquaient leur présence par une grande flèche. » C'est pourtant à partir de cette documentation sommaire que nos deux jeunes « chasseurs de têtes » ont constitué leur premier fichier.

Evidemment, le premier publicitaire à leur offrir un budget exigeait un petit noir de onze ans... A défaut d'un voyage en Afrique, elles s'adressent au cousin africain qui, dans la journée, leur amène tous ses petits cousins : « Nous n'avons plus que l'embaras du choix. » Très vite, Agnès et Béatrice se font connaître et obtiennent des budgets plus importants : campagne antidrogue à la télévision, recherche d'un petit gros introuvable pour une publicité sur un produit... l'acné... Plus de trente budgets en six mois.



Il est encore un peu tôt pour parler de réussite, le taux de mortalité des jeunes entrepreneurs étant élevé. Mais Agnès et Béatrice ont veillé à ne prendre qu'un minimum de risques : pratiquement pas d'apport financier au départ, un loyer limité à la location d'un bureau et à l'installation de deux lignes téléphoniques, et surtout pas de salariés. Les jeunes modèles sont payés par les agences de publicité et ne touchent l'argent qu'à leur majorité.

Elles-mêmes reçoivent une commission sur les contrats souscrits.

### Primes intouchables

En revanche, c'est avec amertume qu'elles racontent toutes les difficultés que rencontre un jeune créateur d'entreprise. « Heureusement, les problèmes sont venus un par un et nous les avons réglés au fur et à mesure, car si l'on nous en avait fait la liste jamais nous n'aurions fait le pari de

créer une entreprise. » « Quand vous avez un document sur la création d'entreprise, il n'y a pas question de primes et avantages divers. Nous avons donc frappé aux portes, mais à chaque fois il manquait une condition : nous n'étions pas au chômage, il ne fallait pas être inscrit au registre du commerce... bref, tous les états bon pour nous refuser des primes qui, pourtant, nous auraient bien utiles. »

« Si vous ne pouvez pas obtenir les primes, les administrations, elles ne vous oublient pas quand il s'agit de payer des cotisations vieillesse, maladie, ou les impôts, alors que vous ne gagnez rien encore un sou et que vous vivez de vos maigres économies », précisent-elles. Mais Béatrice et Agnès ne regrettent pas de s'être lancées, et elles ont déjà d'autres projets : « Pourquoi ne pas créer notre propre agence de publicité, spécialisée dans les budgets jeunes ? »

## L'INFORMATIQUE, MAUVAIS CHEVAL ?

L'informatique allait-elle n'être qu'un mirage ? Son BTS qu'un diplôme fantôme ? Il a attendu jusqu'à ce que l'angoisse le gagne et qu'un soir le téléphone sonne.

**A** Quimper, un soir de juin. Jacques a le cœur léger. Son BTS en informatique en poche, il songe aux quelques semaines qui lui restent pour trouver du boulot. La filière qu'il a choisie est la bonne, on le lui a assez répété. Pour l'heure, il dispose d'un engagement saisonnier de deux mois, l'un au conseil général, l'autre à la Caisse d'épargne. Il se sent moins le cœur d'un écureuil que l'âme d'une cigale... Quand la bise fut venue, Jacques commença à répondre tranquillement aux premières annonces repérées dans *01 Informatique* en prenant bien soin de sélectionner celles qui se trouvaient au plus proche de son domicile. « Un peu sans trop savoir pourquoi, dit-il, je me suis inscrit à l'ANPE, histoire d'être quelque part. Je pensais qu'au pis, dans quatre mois, si je n'avais rien trouvé, je toucherais au moins une indemnité. » Les jours ont commencé à passer. Rien ne venait. De temps à autre, il était convoqué pour un entretien. Cela semblait toujours marcher. Le recruteur se montrait

optimiste, et Jacques rentrait chez lui confiant dans la réponse qui n'allait pas tarder à arriver. Et la réponse tombait : négative. « Ils ne se rendent pas compte. Quand on rentre chez soi, on ne fait qu'y penser ; on attend la réponse, tout est suspendu à ça. Et chaque fois on tombe de haut. C'est toujours plus dur au fur et à mesure. » Il ne savait pas que l'angoisse. Mais il ne cache pas que l'inquiétude le rongait petit à petit, d'autant qu'il s'était organisé dans la perspective d'une embauche rapide, allant jusqu'à faire reporter d'un an son appel sous les drapeaux. « Je voyais une année s'écouler pour rien, ça devenait insupportable », dit-il. Il espéra une certaine de lettres, répondra à de multiples convocations, se rendant sept ou huit fois à Paris. Là, un sourire : « Voyage payé et frais d'hébergement. » Il calcula : « J'avais droit à quatre-vingts francs. Il y avait forcément cent francs pour l'hôtel, quarante francs pour les repas. Comme je voulais quand même en profiter pour aller au théâtre ou visiter une exposition, j'en étais toujours de ma poche. Mais je ne regrette pas. La cigale toujours ? Une façon de masquer son désarroi et le doute qui l'élevait. » « Quand on va de refus en refus, on se dit qu'on n'est peut-



être pas aussi bon qu'on le croyait, on doute de ses capacités. Mais les boîtes d'indemnité nous découragent. Elles nous disent que ce n'est pas la peine, qu'il y en a dix comme nous qui attendent. Je pensais qu'il fallait que je fasse autre chose - avant je voulais être prof de gym - suivre une année de fac en plus. Mais avec les moyens dont je disposais je ne pouvais pas aller bien loin. » Les moyens se résument, passés quatre mois, à l'indemnité de 1200 francs versée par l'UNEDIC et aux avantages de la vie en commun - avec une copine. Vie, bien entendu. Que faisait-il de ses journées ? « Je m'imposais un rythme, répond-il, je me levais assez tôt, vers 9 heures - c'est dit pour un motif, s'empresse-t-il de souligner, - et je passais la matinée à dépouiller les journaux et à découper les petites annonces. L'après-midi, je lisais ou je faisais un peu de sport. Parfois c'est la journée entière que je consacrais à la recherche d'un emploi. J'avais peu de monde à voir. » Et malgré son souci de montrer qu'il a traversé une mauvaise passe sans trop « flipper », il a coté avec : « Les copains qui cherchent du boulot quand on est au chômage, ça fait mal. » En voulait-il à la société ? « Non, pas à la société, mais au système éducatif. On se dit qu'on a été mal formé, ou mal informé. Si j'avais eu un BTS, ça ouvrait si peu de portes, j'aurais fait une trise d'informatique appliquée à la gestion d'entreprises. Il rêve, mais il cherche à s'en sortir, persuadé que si ça ne marche pas, ça peut être qu'à cause de lui. « J'ai pensé que

c'était de ma faute, que je ne savais pas me présenter. J'ai refait mon curriculum vitae. Mais comme je n'ai pas de diplôme, ça ne sert à rien. Et ça me rassure un peu. Surtout que l'informatique, il y a une aura autour, on croit que c'est un truc inviolable. » Et puis un jour... Au moment où il ne voyait plus le bout de son cauchemar, tout s'est effondré. Une amorce de plus classiques, pour lui du moins : un curriculum vitae - lancé dans une boîte aux lettres comme une bouteille à la mer ; une analyse graphique ensuite, pourquoi pas ; l'inévitable entretien, impressionnant comme toujours, avec ses deux directeurs qui vous interrogent sans sourire. Mais trois fois il y eut un second entretien, et un soir le coup de téléphone de l'agence de recrutement (« Je crois que ça y est. »), suivi d'un télégramme qui confirmait que ça devrait se faire. « J'ai sauté au plafond. J'ai fait une fête d'enfer le soir. J'étais quelqu'un. »

**Rayonnages Bibliothèques**  
au prix de fabrication  
du kit au sur mesure  
**LEROY FABRICANT**  
Équipe votre appartement  
bureau, magasin, etc.  
25 années d'expérience  
Une visite s'impose  
208, avenue du Maine, Paris (14<sup>e</sup>)  
45-40-57-40 - M<sup>o</sup> Aléa

Ces interviews ont été réalisées par Alix Aramendis, Jean-Louis Berner, Annick Colonna-Césari, François Darcaud, Bernard Lefort, Evelyne Pajot et François Simon.



NOUVELLE

LA FLEUR COUPÉE

par Pierre-Robert Leclercq

GASTON, dès qu'il sut parler, l'imbécille question : « Qu'est-ce que tu feras quand tu seras grand ? »

Gaston ne changea pas. Aujourd'hui, il dit : « J'ai fait des fleurs, chez Decourt, à Voisins-le-Bretonneux, pendant trente-neuf ans ! »

Pour le vieux Jean, ce n'était pas trop grave ; pour Robert, le gamin qui n'aimait pas le métier, c'était sans importance ; pour Gaston, c'était une catastrophe.

Ayant vécu de peu le garni, petit par petit dépôt, le livret A, Gaston pouvait voir venir, mais il se posait une de même la question de sa retraite. Était-elle possible sans la perte des fleurs ?

En deux semaines, Gaston avait un visage de vieillard. Il se levait au Roi-Soleil, où il avait son rond de serviette, il ne se montra plus. Debout à l'aube, il allait de son lit à sa table, et les journées avaient mille heures.

Un jour qu'il n'avait rien à manger — il pensait aux fleurs après l'heure de fermeture des magasins — il sortit de derrière la pile de draps une bouteille de marc ; depuis dix ans, elle contenait la grande liqueur qui ne se présentait jamais.

Pour lui faire plaisir, Marcel le taquinait en disant au-dessus du trou : « Ben tu es ton latin ! On dit un curé ! », parce que Gaston, qui aimait les fleurs et en faisait, savait sur elles bien des choses.

nouvelle, l'écillet pour caprice, la pervenche pour doux souvenir... Mais cette science lui coulait dans la tête comme le marc sur la moustache.

Il se remémorait la sensation de planer au-dessus du sol et un long monologue qu'une brusque chute dans le sommeil interrompait. Il se remémorait la bouteille comme des années. En

maintenant il le font plus et je même il était des fois fier devant les clients quand je parlais comme ça. Si on travaille bien à l'école on comme moi qui y ont été pourvu qu'on soit pas trop con et moi j'étais un peu surtout pour les fleurs.

Maintenant il le font plus et je même il était des fois fier devant les clients quand je parlais comme ça. Si on travaille bien à l'école on comme moi qui y ont été pourvu qu'on soit pas trop con et moi j'étais un peu surtout pour les fleurs.

c'est la nature et j'en ai fait je peux le dire mais il suffit pas de courir il faut s'en accrocher une. Mais quoi le soir quand tu rentres c'est moi qui dois faire toi-même la popote et puis le ménage et puis la lessive et tout. Et plus tu vieillis plus tu t'aperçois que c'est emmerdant.

Georges quand il m'a dit une ferme parce que son père osait pas me le dire il pleurait moi aussi. C'est dommage qu'il aime pas les fleurs latines. J'ai essayé même les arbres quand il était

ment. Je me suis pas marié parce que je voyais pas le temps passer. A force de pas faire attention aux choses c'est trop tard. C'est dommage qu'on se voie plus la famille. Trappes à Rambouillet c'est quand même pas le bout du monde. Mon tableau du cheval je le donne à Arsène avec le crucifix de maman.

Les fleurs chez Decourt à Rungis c'est la bonne qualité. A Rungis c'est qu'à en parler Renault ils gueulent on les écoute. Pas pour. Pourtant une fleur c'est plus beau qu'une bagnole. Ma mobylette je la donne à Georges.

D'abord il est honte d'être allongé sur le linoléum. Debout, station digne, il se frotta les yeux, la moustache et le front. Il se souvint d'avoir dicté son testament.

Il eut faim d'un pot-au-feu avec beaucoup de poireaux. Après, il prendra un roquefort. Mais il fallait enterrer les mortes et soigner les moribondes. Il leur parla de leur santé, les encoura-

Lavé, rasé, il mit son habit des dimanches et le trouva plus beau d'être sur lui un mercredi. Dans une grande enveloppe. Elle disait : « Vous avez gagné 40 millions. Ouvrez vite. »

Il aimait surtout le pot en automne c'était l'automne. Il pensa descendre le Tapis Vert et revenir par Trianon mais se limita au Bosquet de la Reine. Il fut heureux du spectacle.

Le crépuscule bien installé, Gaston revint vers la maison de Pallas en vigie près d'un Larix européen somptueux. Il prit la direction des Cent-Marches, les descendit en trouvant que la vie a du beau et que le latin, pour les fleurs et les arbres, c'est plus joli que le français.

Mme Hélène, heureuse de le revoir, dit : « On vous croyait mort ! » mais d'une façon qui voulait dire qu'on ne l'avait jamais cru. Elle lui demanda de jeter un œil sur son caoutchouc qui devait avoir la maladie.

Au Roi-Soleil, ce soir-là, il y avait du pot-au-feu. Il en prit, avec beaucoup de poireaux. Et après, du roquefort.



consolation, il se dit que c'était toujours cela de gagné sur les quarante-six ans à venir — sans compter qu'en renouvelant l'expérience il pouvait espérer un raccourcissement du bail.

Il ne s'attendait pas à l'arrivée de la famille. Il se face. Un moment ! Il demanda à Georges de le lui écrire. Un tel document, il le voulait joli à voir, et sa grosse patte n'était pas le bon outil pour une belle écriture.

est mon testament. J'ai pas grand-chose, mais je veux qu'on partage comme je veux et je compte à Arsène pour qu'on fasse comme je veux. On s'est pas

leur envoyais un billet mais c'est vrai que maintenant les grands. Je veux que mes livres — c'est rien que des livres de fleurs — on les donne à Marie et à Pierrot. S'ils aiment pas ça je veux quand même pas qu'ils les vendent.

Le fauteuil du grand-père Auguste c'est pour Arsène. Auguste il l'avait eu du père de la belle-fille à André. C'est dire s'il est vieux. Grand-mère elle me disait que faut se marier. C'est ça mais avec qui je lui répondais.

de la grand-mère qu'elle a brodés elle-même et qu'on peut dormir dedans encore on ans parce que c'est un temps-là on peut travailler. Chômeur c'est ce que j'aurais jamais été. Même s'ils disent que c'est pas vrai c'est chômeur. Ou alors j'aurais avancé mais si on a avancé comme un vieux calendo c'est pas la peine de vivre et pourtant j'en ai encore pour quarante-six ans j'ai compté.

Et puis je donne les albums de photos à Marie ma nièce. Sûr, j'aurais bien marié Angèle Sédou. J'ai trop attendu et c'est pas maintenant qu'elle est veuve. Et je crois pas qu'il y a beaucoup de femmes qui voudraient d'un chômeur. Si vous balancez les photos faudra regarder avant. Celles de la famille ça se jette pas surtout de papa à maman forcé-

HISTOIRES FR

Vertical text on the right edge of the page, likely from an adjacent page or a sidebar.



HISTOIRES FRANCO-BELGES

par Pierre-Robert Leclercq

par Jacques Meunier

Les histoires belges ne cessent de se multiplier. Elles ont même fait des progrès dans l'odieuse. Tout se passe comme si les Français, désespérant de redevenir le modèle qu'ils ont été, dressaient devant eux le contre-modèle de la stupidité...

Polonais en Amérique du Nord, aux « gringos » en Amérique du Sud, aux Portugais au Brésil, aux Maures au Sénégal, aux Norvégiens en Suède... L'histoire belge fonctionne comme un miroir ethnique. Les ethnologues, d'ailleurs, disposent d'une expression pour désigner cette forme de familiarité privilégiée où s'affrontent des frères ennemis : ce sont « les relations à plaisanteries ».

et, au cas où elle a bien existé, qu'elle en a été la réponse ? Le président a-t-il invoqué la tradition de Jean le Sot ou de Jean l'Idiot, personnage des contes du Moyen Âge ? A-t-il invité à la patience, en suggérant que tout cela passerait avec le temps, ou a-t-il contre-attaqué en se plaignant des blagues antifrançaises ? Je ne sais pas.

heureusement, ils ont en le temps de relever le numéro ! La morphologie du gag est la même. Est-ce un Belge ou un Polonais qui s'est ruiné à Las Vegas dans un distributeur de timbres-poste ? Peu importe. Il suffit que le préjugé soit unanime pour que ce genre d'anecdotes passe-partout déclenche l'hilarité. Une sorte d'inaptitude à la vie moderne et de provincialisme frappe les victimes et amuse à leurs dépens. Ils ont toujours un métronome de retard. Principe comique par excellence

LES propos de bistrot, de préau ou de bureau ne sont pas assimilables à un discours mythologique, bien qu'ils aient leurs grands personnages et leurs grands cycles. Même s'ils sont faits de clichés, de tics verbaux, de jeux de mots convenus, ils ne forment pas un corps viable d'histoires. Ils obéissent à la logique du marabout-bout de ficelle de cheval. Ils ricochent selon les lois de la conversation à bâtons rompus.

Les philosophes de comptoir ne sont jamais aussi bons que dans la parerie sans projet. Ils sautent d'un sujet à l'autre, sans transition. Une sorte de grâce les protège de l'incohérence.

La joute verbale demande une attention oblique. Il faut toujours être prêt à prendre la balle au bond. Chacun est en représentation, et c'est vrai que ce théâtre du quotidien est une mine pour les sociologues et les humoristes. Il suffit d'observer comment l'orateur hausse le ton, ménage ses effets, glisse au moment opportun « la même chose, garçon ! » ou « rechargez les wagons ! » pour comprendre qu'ils les rôles sont tenus par des virtuoses de l'émission.

Le bar cesse alors d'être ce « Bon Coin », ce « Select », ce « Rendez-vous des Amis », parmi tant d'autres, pour devenir le centre du monde. La flûte de pastis ou le ballon de rouge à la main, l'orateur vitupère l'époque. « Il n'y a pas de héros sans auditoire », disait malicieusement Malraux.

Le café rétrécit le monde à son échelle. Il est l'immensité intime retrouvée et le rare lieu public où puisse s'exprimer le « complexe » de supériorité de tout un chacun. Pas étonnant, dès lors, qu'il soit aussi le théâtre de la xenophobie galopante. Rire des mêmes blagues n'est-ce pas aussi reconnaître son appartenance à un même groupe ? A une même famille d'esprit ? La convivialité exclut autant qu'elle intègre. La bande de l'apéritif fonctionne sur le mode « je me moque, donc je suis » et c'est ainsi qu'au hasard des époques elle choisit ses boucs émissaires.

Voisin et victime

Après le Breton, l'Auvergnat, l'Alsacien, le Corse, ce sera le Belge. Ce choix n'est pas innocent et il désigne les victimes parmi les voisins visibles et vulnérables : ce sont toujours les autres qui ont un accent. Il exprime la supériorité culturelle et la frustration sociale de ceux qui rigolent. D'ailleurs, le paradigme du Belge borné est transparent : il a les défauts inverses de nos qualités.

Il n'est pas confortable de tenir le rôle de l'idiote de service. Les Belges ont raison de protester. Encore qu'il s'agit dans ces histoires d'un Belge fictif, archétypal, d'une figure générique de la comédie humaine, comme Arlequin, Harpagon ou Candide. Ce n'est qu'un exemple de la bêtise gulliverisée. Pareillement : toutes les têtes de Turc ne sont pas turques, et tous les Sioux ne sont pas rités.

Au demeurant, il est peu probable que les bêtises belges aient des frites en peluche dans leur berceau ou que les chiens belges

sient le musée aplaté à force de courir après les voitures arrêtées. Il est fort improbable que les éparpagnants en Belgique mettent l'argent liquide en bouteille ou qu'ils se brosent les dents au saumon de Marseille pour avoir l'accent du Midi. Ils n'entendent pas non plus les tempes vivantes pour s'en débarrasser ni ne mettent le feu à leur voiture pour avoir les vitres fumées. Ils ne pêchent pas la nuit avec des vers luisants et, lorsqu'ils vont acheter des chaussures, ne ressortent pas du magasin avec des cartons aux pieds. Et s'ils ajoutent de l'antigel dans leur crème à bronzer ou s'ils tiennent les marteaux à deux mains, pour ne pas se taper sur les doigts, c'est qu'ils ne sont pas dépourvus d'un certain sens pratique.

Il ne convient pas ici de raconter les deux mille blagues qui courent sur eux, sous prétexte de les dénoncer. Le fameux : « Un Belge avait un examen d'urine. Il a échoué » et autres sommets de la gaudriole gauloise ne méritent pas une anthologie. Au reste, les mêmes histoires que l'on attribue aux Belges sont attribuées aux

Maurice Lecorhardit ont montré comment s'établissent entre les gens des liens de moquerie et d'agression ritualisée. L'ironie n'est pas pire que l'indifférence et, à y bien regarder, elle ne signifie pas le mépris. Les pourvoyeurs d'histoires belges ne s'y trompent pas : ils feignent de parler des Belges pour dénoncer l'idiote de l'intérieur. Le Belge n'est peut-être, après tout, que le substitut habile de leur contremaître, de leur patron ou de toute bêtise, hiérarchiquement supérieure, qui les menace.

Il n'empêche que le racisme n'est pas « pasteurisé » par le rire. Qu'ils servent ou non de paravent ou de porte-parole, les Belges — les vrais — ne sont pas obligés d'apprécier la plaisanterie. Trop, c'est trop. Ne parlons pas des Belges homosexuels de confession juive qui, eux, essaiment toutes les injures. Sans vouloir se faire le censeur de ces petites revanches sans gloire où affleurent le ressentiment et l'esprit coardier, nous devrions avoir honte d'en rire.

Le roi des Belges aurait, en son temps, adressé une protestation émue à Valéry Giscard d'Estaing. Cette lettre est-elle une légende

ou même fait des progrès dans l'odieuse en obéissant aux lois de la surenchère. Tout se passe comme si les Français, désespérant de redevenir le modèle qu'ils ont été, dressaient devant eux le contre-modèle de la stupidité...

La stupidité ? Elle est en nous une pesanteur d'esprit qui accompagne nos actions et nos discours », disait élégamment La Bruyère. La balourdise et l'incompréhension caractérisent les histoires belges, comme l'avarice les histoires juives ou écosaises, la paresse les histoires corses ou la lenteur des histoires suisses. D'un trait de caractère — individuel par définition, — on fait un trait de personnalité, une dimension de l'esprit national. Les mécanismes du préjugé se ressemblent partout dans le monde, et dès lors, il n'est pas étonnant que les Belges de nos histoires soient souvent interchangeables avec les Polonais des blagues américaines.

Bien sûr, l'accent et les frites disparaissent, mais les Polonais comme les Belges nagent à reculons pour ne pas avoir d'eau dans les yeux ou arrivent, essouffés, au commissariat, pour déclarer qu'on leur a volé leur voiture, mais que,

vous retrouverez dans Ignace ou le Spoutnik avec Fernandel, dans les films de Pierre Richard ou ceux de Peter Sellers, sans parler de Laurel et Hardy ou de Gaston Lagaffe, pour la bande dessinée.

Chauvinisme en chaîne

Dans le genre policier, où fleurit l'inspecteur Columbo, les bouquins burlesques de Donald Westlake mettent en scène un gang de maladroits qui ratent systématiquement les coups les plus ringards. Les aventures de Dortmund et de ses amis — Kelp, Murch, Greenwood et Cherwick — sont des « histoires belges » de série noire, bien qu'il n'y soit jamais question de Belges, ni de bières, ni de moules, ni de frites. Ceux-là, comme l'anti-héros de nos histoires, sont très capables de faire figurer le produit d'un hold-up dans leur déclaration d'impôt.

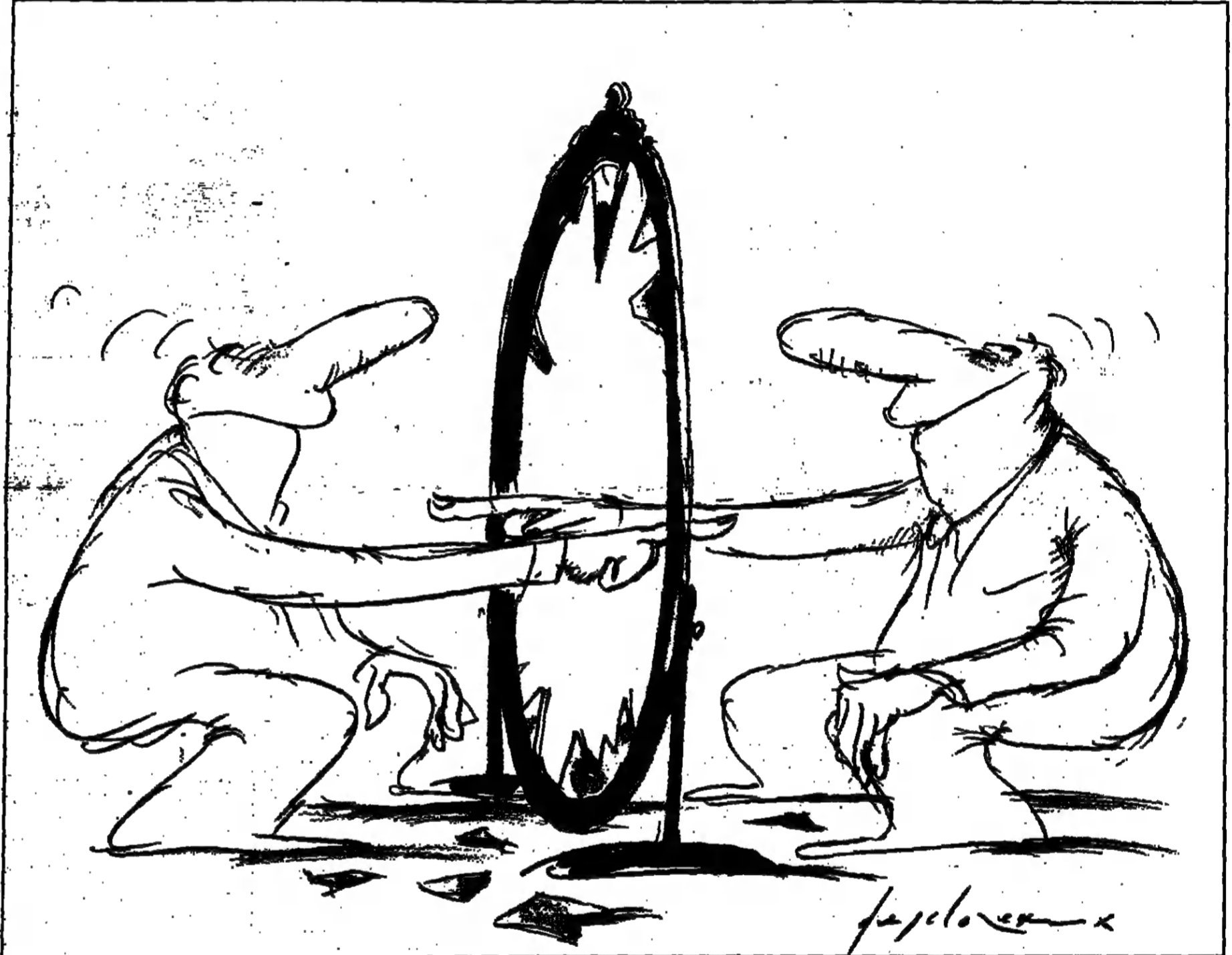
Exotisme douloureux de l'Europe. C'est au moment même de la formation du Marché commun que les histoires belges prennent la place de celles de Marius et Olive (les Marseillais), de Quin-Onin (le petit Suisse) et de Dominique (le Corse). Le sys-

designer : il paraît que nous avons de l'exercice sous le nez. Les Anglais ne sont pas en reste et les Belges, avec un peu de retard, emboîtent le pas. La plus célèbre réplique à notre morgue anti-belge ressemble comme deux gouttes d'eau à nos saillies : « Pourquoi les Français aiment-ils les histoires belges ? Parce qu'elles sont faciles à comprendre. » Voilà l'arroseur arrosé.

Il est dommage que nous manquions de détails historiques. La veine patriotique des deux guerres a dû raviver des antagonismes très anciens. La création de l'Europe agricole a favorisé l'intégration de l'« idiot de l'intérieur », sans toutefois annuler l'esprit de clocher. Coluche et Collaro ont pris le relais.

La tradition orale laisse peu d'archives et l'ethnologie des histoires belges reste à faire. Une tâche urgente et salutaire attend les anthropologues du monde moderne. Mais il leur faudra manipuler avec doigté cette matière toujours changeante et toujours explosive, tant il est vrai que la bêtise est contagieuse.

(1) Le Monde daté 10-11 octobre 1976, dans « Au fil de la semaine ».





## PHOTOGRAPHIE

# DU TIRAGE DANS LES TIRAGES

un entretien avec Pierre de Fenoyl

**Pierre de Fenoyl est une des figures-phares de la photographie en France. Excessif, lunaire et claustrophobe, du fond du Tarn, où il vit retiré, il jette aujourd'hui un pavé révélateur dans la mare paisible de l'édition.**

**L**ITTÉRAIRE de Pierre de Fenoyl se confond avec celui de la photographie en France ces vingt dernières années. Archiviste d'Henri Cartier-Bresson puis de l'agence Magnum de 1966 à 1969, il fonde avec Charles Henri Favrod, en 1970, la galerie Rencontre et l'agence Vu, d'où sortira Viva.

Correspondant new-yorkais du magazine Photo, puis responsable chez Publicis, on le retrouve en 1975 à la Fondation nationale de la photographie de Lyon, où, sur l'initiative de Michel Guy, il gère le premier budget consacré en France à la photographie : 300 000 F. Enfin, de 1977 à 1980, il est chargé de mission pour la photographie au Centre Georges-Pompidou.

Établi depuis deux ans dans le Tarn, il vient de créer La Multiplication photographique (1), dont le but est d'édition à bon marché la création photographique européenne contemporaine, en portefeuilles tirés à cinquante exemplaires.

Dans le même temps, Pierre de Fenoyl expose dans les nouveaux locaux un peu déconcertants mais très chics, couleur saumon, de la Bibliothèque nationale (2), trente-trois tirages noirs et blancs, d'une extrême finesse, presque suaves, qu'il définit comme étant un voyage à l'intérieur de ses propres voyages. C'est l'occasion de vérifier que, en dehors de ses talents de promoteur et de ferrailleur de duplication, Pierre de Fenoyl est avant tout un excellent photographe.

« Comment vous qui vous êtes battu pour la reconnaissance de l'identité de la photographie en êtes-vous arrivé à créer La Multiplication photographique ? C'est une provocation ? »

« Ce n'est pas une provocation mais un acte de survie. C'est très différent. Simplement, il faut reconnaître que la politique d'exposition menée en France depuis dix ans est un échec. Le marché de la photographie n'existe pas. Il existe un marché des galeries et des institutions entre elles, mais ce marché ne vit pas de son public. Il y a en France des collectionneurs privés mais ils ne font pas vivre les photographes. Si après dix ans, malgré les 7 milliards de centimes investis, rien n'a changé, il faut savoir tirer les conséquences. »

« L'échec vient du fait que l'on n'a pas tenu compte de l'identité réelle de la photographie. La notion d'œuvre unique vient des arts plastiques. Pour sortir de l'impasse, il faut donc envisager des solutions proprement photographiques. »

« En quoi la mise en vente de portefeuilles bon marché constitue-t-elle une solution ? »

« Lorsqu'on étudie l'histoire de la photographie, on s'aperçoit que son invention n'est que l'épiphénomène d'un projet beaucoup plus vaste qui est la reproduction. L'identité de la photographie peut fort bien se comparer à celle de la

monnaie. Il y a le tirage original, qui est la matrice. On admet qu'il y ait un cabinet des médailles mais on ne comprendrait pas qu'il n'y ait pas reproduction de cette monnaie. C'est la même chose en photo, si ce n'est qu'on a trop glorifié la matrice - l'original - sans penser à la reproduction. Au fond, privilégier seulement la matrice, c'est comme écrire des scénarios sans produire de films. »

« Un photographe doit comprendre que, pour exister, il doit être montré. Il est impensable que la photographie soit invisible au siècle de l'image. Et cela d'autant plus que la création n'a jamais été aussi forte. Rien n'est plus simple qu'une photographie. Un portfolio est comme un musée transportable qui s'adresse à tout le monde et que l'on peut consulter en permanence. »

« Notre but n'est pas de produire un objet luxueux, mais un objet fonctionnel, qui intéresse aussi bien les comités d'entreprise ou les fonds régionaux d'action culturelle. En quatre ans, un musée de province peut acquérir cinquante portefeuilles et se faire une idée de la création européenne contemporaine. J'ajoute que la matière de la phototypie a une qualité de chaud et de froid que n'ont pas les tirages. Pour moi, l'impression sans trame est une épreuve photographique à part entière. »

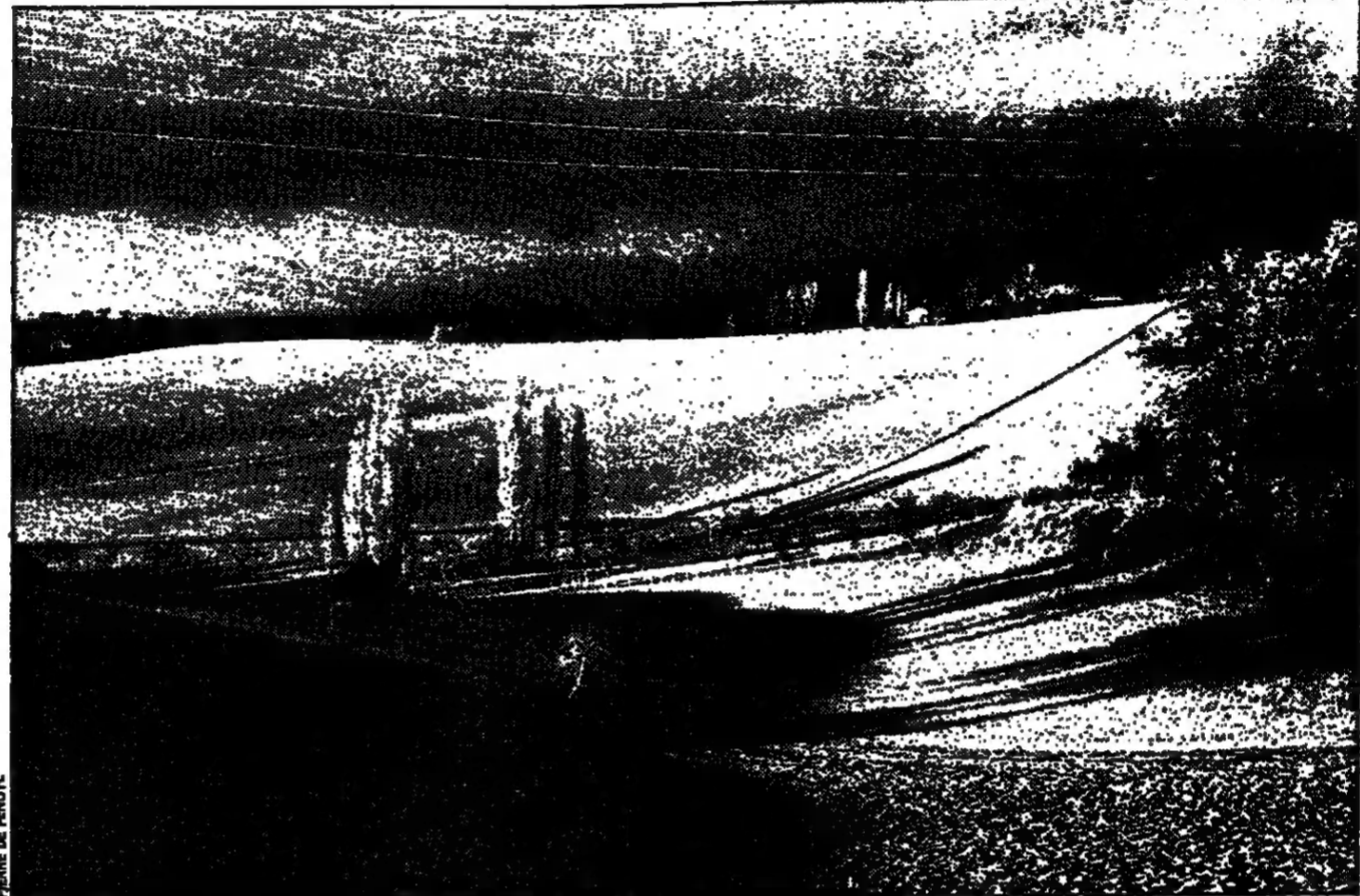
« Comment concevez-vous un tirage 5 000 F pièce et en même temps, pour 2 500 F, douze reproductions présentées comme des originaux ? »

« Personnellement, j'ai toujours refusé de vendre mes photos aux institutions. Si je montre cent images d'un voyage en Égypte, je trouve absurde qu'on veuille m'en acheter une seule, alors qu'il s'agit d'un ensemble. Je souhaite qu'on m'achète les cent photos mais en même temps j'estime que chacune ne vaut pas 3 000 francs. Comment une de mes photos pourrait-elle valoir 3 000 ou 4 000 francs quand celles d'Henri Cartier-Bresson en valent 7 000 ? Pour déjouer les lois du marché, un objet photographique de douze photos me paraît aujourd'hui plus intéressant qu'un tirage original. »

« Quel plaisir éprouve-t-on à regarder un original inaccessible, exposé derrière une vitre, brouillé par des reflets ? Réduire la photographie à un prix unitaire est totalement absurde. Les tirages originaux sont certainement une des plus grosses erreurs de la photographie contemporaine. »

« Votre intention est d'atteindre un plus large public, mais, en multipliant les exemplaires, vous allez semer la confusion dans l'esprit des acheteurs. Non seulement vous mettez en cause le tirage unique mais vous sciez la seule branche sur laquelle sont assises les galeries. »

« Les galeries ont d'elles-mêmes sciez leur branche, puisque le marché n'existe pas. Soyons



Castelnaud-de-Montmiral, Tarn, Octobre 1985.

réalistes ! Que font-elles pour les photographes ? Rien. Les galeries d'art prennent un peintre sous contrat et l'aident à vivre. Quelle galerie de photographie en a fait autant depuis dix ans ? Aucune. »

« Je me réjouis que telle galerie présente cinquante photographies, j'ai beaucoup d'admiration pour le travail accompli par certaines d'entre elles mais, entendons-nous, mon point de vue est celui du photographe. Qu'est-ce que cela nous rapporte ? Les photographes ne vivent ni de la rareté ni de la limitation de leur travail. Bien sûr, il y a un problème de reconnaissance historique, mais le problème était le même quand la photographie était assimilée au reportage. Combien de photographes dotés d'un œil exceptionnel n'ont-ils pas dû se réfugier dans la presse pour vivre de leur travail ? Mais, après la disparition dans les années 1965 à 1975 des grands magazines d'information comme L'Espresso, le public a commencé à découvrir l'histoire de la photographie. »

« Jusque-là, la photographie de presse avait complètement occulté l'histoire de la photo. De 1930 à 1965, nombre de photographes comme Robert Doisneau et même Cartier-Bresson n'ont pas vécu leur histoire comme ils la souhaitaient. Ce qui a changé aujourd'hui, c'est que le seul sujet de la photographie est la photographie elle-même, de la même manière qu'il n'y a d'autre sujet en peinture que la peinture. »

« Le seul objet véritable d'une commande est d'acheter le temps d'un artiste. Un artiste est à lui seul son propre sujet. »

« Etant donné votre itinéraire, les fonctions occupées dans diverses institutions, ne peut-on interpréter votre étonnement comme l'expression d'un désenchantement ? »

« Non. La photographie n'est pas toute ma vie. J'ai d'autres joies et je ne me suis jamais considéré vraiment comme un professionnel. C'est du phénomène photographique en général dont je suis amoureux. Sur le plan politique, il est exact que je n'ai pas cessé d'essayer les plâtres et que, sans être prétentieux, j'ai souvent

eu l'impression d'être en avance. Ce qu'il y a eu de plus positif depuis dix ans est venu des créateurs. Quant à ce qui se passe sur le plan institutionnel, c'est peut-être satisfaisant pour ceux qui sont en place, mais cela n'a rien à voir avec une véritable dynamique. »

« Il y a de bonnes expositions à Paris, mais cela continue de ne satisfaire qu'un milieu trop restreint. En revanche, c'est grâce aux institutions que le climat s'est un peu amélioré, même si, selon moi, une photographie n'est pas une image et n'a rien à faire dans un palais de l'image. »

« Le milieu photographique est responsable de la situation où il se trouve. Les photographes ne réfléchissent pas assez sur leur identité et demandent trop à être assistés. L'Etat n'a pas à se mêler de tenir des discours ni d'organiser des expositions. Son rôle, c'est la diffusion. Ce qui compte, c'est de passer des commandes et d'aider à diffuser la création. »

« Dans le manifeste manuscrit qui accompagne votre exposition, en parlant de l'histoire de la photographie, vous écrivez : « Imagine-t-on les peintres découvrant, aujourd'hui, Cézanne ? » En est-il vraiment là ? »

« Bien sûr. Qui connaît Le Gray ou Marville ? Hors du milieu, tout dialogue photographique est impossible. Les comparaisons avantageuses se font toujours en regard de la peinture. Lorsque quelqu'un apprécie mon travail, il dit : « Comme c'est beau. On dirait un tableau ! » La photographie est un art reconnu mais incompris. Son histoire vue par Beaumont Newhall est mensongère. Elle se résume en un débat entre Américains de la côte ouest et de la côte est alors qu'elle est en réalité totalement européenne. Ni Sander ni Renger-Patzsch ne sont mentionnés dans ce livre qui fait pourtant référence, ce qui prouve à quel point l'histoire de la photographie est encore à venir. »

« En littérature, du poème à la nouvelle en passant par le procès-verbal de police, toutes les formes d'écriture ont été depuis longtemps répertoriées, mais, en pho-

tographie, malgré d'incompatibles différences, tout le monde est encore rangé dans le même tiroir. Et pourtant, moi, lorsque je vois une belle photo, je ne dis pas « Ce photographe est génial », je dis toujours : « C'est beau la photographie ! »

« Votre exposition est le récit d'un voyage à l'intérieur d'un voyage. En regardant vos images, on a le sentiment que vous investissez ce que vous voyez. Vous regardez au-dehors, mais il s'agit d'un regard intérieur. »

« Ce que je montre, c'est une façon de regarder ce voyage photographique. Pour moi, il y deux façons très différentes de voyager, qui sont le pèlerinage et l'excursion. L'une touche à la découverte, l'autre à la connaissance. La photo n'est pas ma vie, mais ma façon de décoder la vie passe par la photographie. »

« J'ai toujours voulu aller chercher l'origine des choses, répondre à un appel, rencontrer ce qui vous renvoie au-dedans de vous-même. La photographie part de vous et trouve un écho dans la nature, puis elle vous revient. Le plus difficile est de se demander ce que l'on a vu. Il peut s'agir d'un coin de table ou de la tour Eiffel, mais est-ce que je les ai vus ? »

« La photographie est essentielle parce que c'est la seule image qui soit d'essence biologique. Nous courons vers des images de plus en plus mécaniques et les foules adoreront un jour de superbes acteurs synthétiques. Aussi dirai-je que ce qui m'intéresse dans le contact avec la nature, c'est de retrouver les traces d'un temps disparu et qui apparaissent aujourd'hui. Les choses disparaissent, et moi, au contact de mes enfants, je retourne vers mon enfance : ce n'est pas la mémoire qui est un problème, mais l'oubli. C'est là-dessus que je travaille. »

« Selon vous, la photographie est la « représentation du temps qui passe ». Mais c'est la durée qui vous intéresse, et vos images ne sont intertemporelles. Êtes-vous d'accord lorsque l'on dit que le temps et la lumière sont la même chose ? »

« Si on interroge notre société par la photographie sur le problème du temps, on s'aperçoit qu'elle ne répond à aucune question. Le temps est la seule chose qu'on ne voit pas. Tout le monde profite de l'espace, mais le sens de l'espace n'est pas le sens de la vue. Dans un espace vierge, les angles vont tout droit comme les autres. Il n'y a pas d'autre espace pour un photographe que celui de son cadre. »

« Ce qui me préoccupe, c'est qu'il est dit dans la Genèse que la lumière fut créée le premier jour mais que le soleil n'est venu que trois jours après. Il y a un côté comique dans la photographie qui la rend comparable à une étoile morte depuis quatre cent mille ans et dont on percevait encore la lumière. »

« Le temps est certainement la chose au monde la plus émouvante. On vit au siècle du cinéma et de la télévision qui, tous deux, passent par un écran, mais si dans un dictionnaire vous cherchez la définition du mot « écran », vous lirez : « C'est ce qui empêche de voir et de comprendre. » Ce qui devait être une fenêtre ouverte sur le monde se révèle dans son usage une césure de la réalité. Il est donc qu'on ne voit pas la photographie aujourd'hui, et sans doute rien n'est-il plus artisanal. »

« Quel est le poids du combat du photographe lorsqu'il se retrouve seul dans un paysage face à Berlusconi ? Et pourtant, même s'il ne se voit pas, le temps peut être révélateur par la photographie et s'avérer plus fort que Berlusconi. Il suffit de savoir attendre. Capturer le hasard me paraît être ce qu'il y a de plus anti-photographique parce que la photo n'est pas préhension mais réception. Quel homme au monde oserait mourir sans laisser au moins une image de lui ? »

Propos recueillis par  
PATRICK ROEGERS

(1) La Multiplication photographique. Portfolios coulés avec le FRAC Midi-Pyrénées. Limités à 50 exemplaires, consacrés à Gormezano et Minot, Birsinger, Ciccarioli, Y. Guillot, Della Santa, Sémadi, Castelnaud-de-Montmiral, 81140 Tarn.

(2) Pierre de Fenoyl, Chronophotographies, Galerie Colbert, 2, rue Vivienne, Paris-2<sup>e</sup>, jusqu'au 16 avril.

MARSEILLE E

MARSEILLE E

MARSEILLE E

MARSEILLE E

MARSEILLE E

BRETON PREND

BRETON PREND

BRETON PREND



# SURREALISME

## MARSEILLE ENTRE L'ANGOISSE ET L'EXIL

par Jean-Louis de Rambures

**Marseille, port de l'angoisse, porte de l'exil. De 1940 à 1942 affluent les réfugiés qui espèrent, comme les héros de Transit, le roman d'Anna Seghers, un passage pour l'Amérique. Parmi eux, la fine fleur des surréalistes dont l'aventure est illustrée par un beau livre, et par une exposition qui ouvre le 12 avril. A Marseille.**

**M**ARSEILLE, l'hiver terrible. 1940-1941. Des milliers de fugitifs errant de café en café, de consulat en consulat, dans l'attente du « transit, ce document garni d'un dérivé ruban », qui, en les autorisant à « traverser un pays s'il est bien établi qu'on ne veut pas y rester », leur permettra d'embarquer vers la liberté. Parmi eux, la romancière allemande Anna Seghers, exilée à Paris depuis 1933 et qui a perdu, dans la tourmente, jusqu'au manuscrit de son dernier roman, *la Septième Croix* (1).

Témoignage hallucinant sur la condition de ces hommes venus des quatre coins de l'Europe — artistes allemands « dégénérés », juifs, déserteurs, anciens combattants de la guerre d'Espagne... — pour se retrouver, acculés à la Méditerranée et aux prises avec une bureaucratie monstrueuse, tandis qu'ils s'approchent de la mort, avec son drapeau à croix gammée, *Transit* se présente sous la forme d'un roman, le plus fascinant sans doute qu'ait écrit Anna Seghers. Evadé successivement d'un camp de concentration allemand et d'un camp de travail français, le narrateur croit avoir trouvé à Marseille un refuge sûr. Mais il lui faut, dès son arrivée, déchanter. Pour avoir le droit de rester, il faut un certificat de départ. Le voici donc entraîné malgré lui dans la ronde de plus en plus échevelée, à mesure que les

échéances approchent. Sur son chemin, comme dans un mauvais rêve, défilent toute une série de personnages, dont les mésaventures semblent autant de variantes du Procès de Kafka.

Après avoir franchi, croit-il, toutes les épreuves : visa de sortie, affidavit, certificats de séjour, attestations diverses... l'un des « transitaires » se voit refuser l'accès à la passerelle du bateau, faute de feuille de libération du camp, dont il a réussi à s'évader à l'arrivée des Allemands ! Un autre, muni de papiers polonais, doit repartir à la case départ, son village natal étant devenu entre-temps lituanien.

### Rafles et rumeurs

Une femme, surnommée la « Diane chasseresse des consulats », ne se sépare jamais de deux dogues gigantesques qu'elle s'est engagés, en échange de l'affidavit d'un vieux couple américain, à amener sains et saufs par-delà l'océan. Eprouvé par cette course sans fin, les premiers papiers obtenus étant chaque fois périmés au moment où l'on réussit à décrocher les derniers, un chef d'orchestre tchécoslovaque, démié engagé par contrat à diriger une célèbre formation de Caracas, meurt terrassé en apprenant qu'il lui manque encore une ultime photo...

Ce n'est pas le moindre mérite de *Transit* que l'extraordinaire

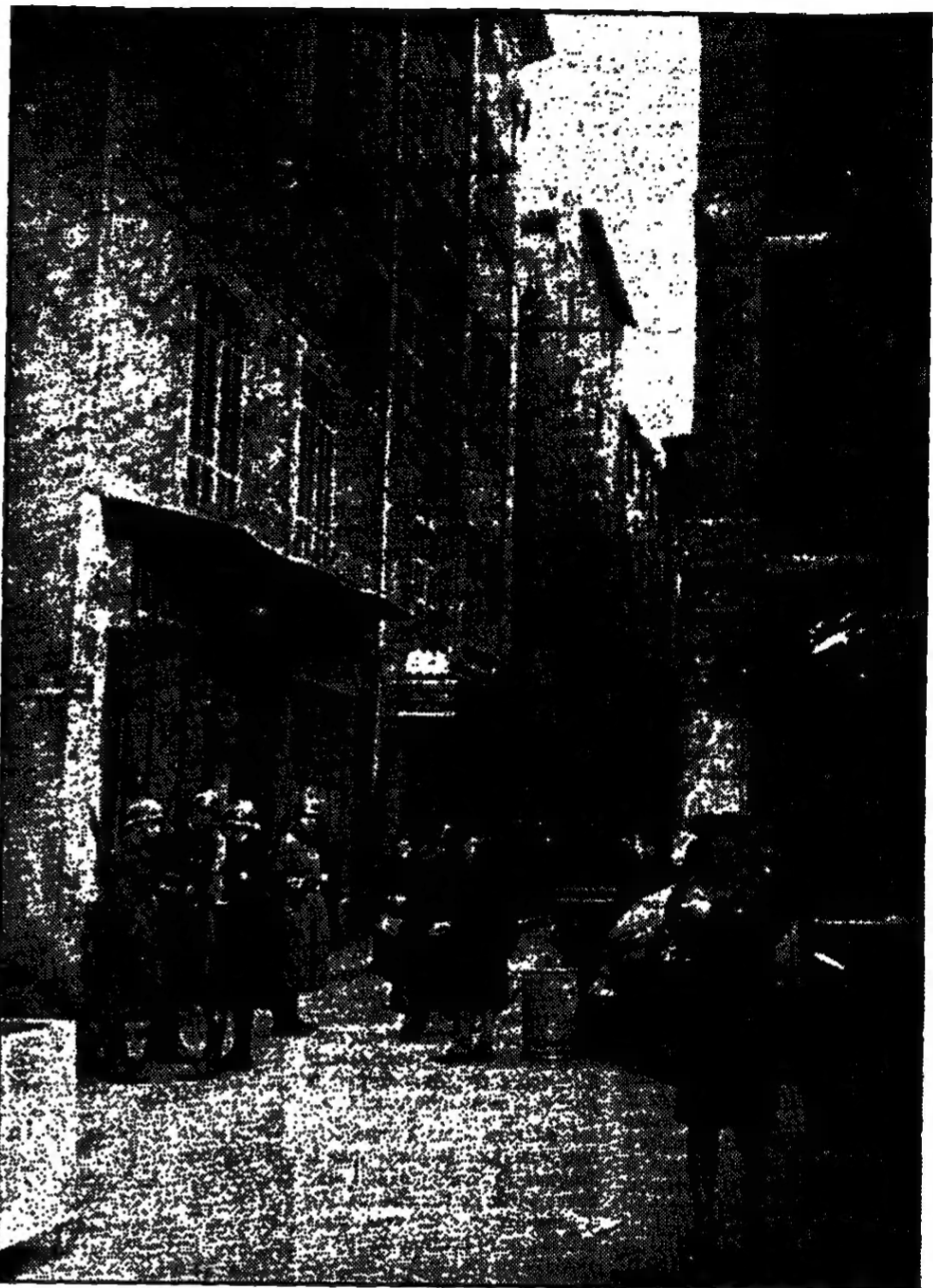
véracité avec laquelle l'auteur a saisi sur le vif toute l'atmosphère d'une époque et d'une ville : rafles nocturnes dans les hôtels borgnes surpeuplés, officines louches où des entremetteurs corces proposent contre espèces sonnantes les combines les plus abrutissantes, rumeurs et conciliabules dans les cafés bourrés de réfugiés aux abois, sous l'œil indifférent des autochtones. « Vous autres, s'entend dire le narrateur, vous êtes bizarres, vous n'attendez jamais que les choses s'arrangent d'elles-mêmes. »

Mais au-delà du constat, et il y a tout à gager qu'il n'est que trop véridique, le propos de *Transit* est d'être une parabole sur l'absurdité de la condition humaine, faite d'un dessein susceptible de lui donner un sens. « Tout se prouve par la décision qu'on prend et rien d'autre », écrit Anna Seghers dans une petite phrase que nos existentialistes auraient sûrement prise à leur compte.

Tel sera l'enseignement que retirera le narrateur au terme de l'épreuve d'un amour impossible, dont l'histoire constitue la trame du roman. Celui-ci restera finalement à Marseille, afin d'« y partager avec ses copains les jours bons et mauvais, les gîtes et les persécutions ». Anna Seghers parviendra, quant à elle, à s'embarquer pour le Mexique, étape provisoire sur le chemin qui la ramènera, la guerre finie, à Berlin... de l'autre côté du Mur. ■

(1) Retrouvé grâce à une copie envoyée à New-York, *la Septième Croix*, dont le thème est la poursuite entre sept Allemands, évadés d'un camp de concentration tchèque, et la police menée à leurs trousses, sera, notamment aux Etats-Unis, l'un des grands succès littéraires de l'après-guerre. Le roman vient d'être réédité dans la collection « Folio ».

« Transit, d'Anna Seghers, (excellente) traduction de Jeanne Stern, revue par Alain Lance et Jacques Kolnikoff, préface de Christa Wolf, éditions Albin, 250 pages, 95 francs.



Bouclage du quartier du Vieux-Port après l'entrée des troupes allemandes dans Marseille.

## BRETON PREND LE LARGE

**A**u regard de l'histoire française, les années fortes et décisives de la dernière guerre restent encore dans une certaine clandestinité. Comme s'il s'agissait d'une période trop complexe, contradictoire ou déconcertante pour être traitée globalement, objectivement.

Aussi quand un ouvrage — intelligemment centré sur un seul aspect de la question qu'il épuise — paraît, jette-t-il un rayon de lumière nette sur ces années noires. Bernard Noël consacre, aujourd'hui, un livre au récit et à l'illustration d'une des figures de la dispersion, l'axe Marseille-New-York, que les principaux surréalistes fréquenteront, par force et par choix.

Marseille 1940 : « En ce temps-là, Marseille a deux mille cinq cents ans, un Vieux-Port et, par-dessus, le trait de fer d'un pont transbordeur. C'est aussi le seul grand port libre, la dernière issue vers le Maroc, les Antilles, le Mexique ou les Etats-Unis. Intellectuels antifascistes, juifs, personnalités politiques, Allemands anti-nazis, tous menacés par la convention d'armistice, affluant vers la cité phocéenne.

Là, recommandés à Jean Ballard, le directeur des Cahiers du Sud (1), et à Varian Fry, le représentant du Centre américain

de secours, ils attendent, dans le plus grand flottement, viases et bateaux. A la périphérie de la ville, Breton et ses « cours » attendent également. En cet hiver 1940-1941, où la neige et les restrictions aggravent le désespoir, au moins sont-ils bien logés à la villa Air-Bel : « pour tromper les anglophones de l'heure », Breton, Victor Serge, Jacques Hérold, Wilfredo Lam, Oscar Domínguez, Victor Brauner, Benjamin Péret, André Masson puis Ernst et Belmer (qui sortent du camp des Milles, près d'Albi) jouent — collages, dérivés, cadavres assemblés, silhouettes... — inventant un « nouveau Jeu de Marseille », — tant dort les larmes peintes correspondent sur les symboles de l'Amour, du Rêve, de la Conscience et de la Révolution (2).

### Position critique devant Vichy

Ils travaillent : c'est à Air-Bel que Breton écrit *Fata Morgana* et l'*Anthologie de l'humour noir*, tous deux censurés par Vichy. En ville, les surréalistes et leurs amis se retrouvent à la coopérative ouvrière du Croquefuit ou à la terrasse du Brûleur de loup. Souvent, la comtesse Paizot les invite à partager, avec d'autres

artistes réfugiés qu'elle héberge, les généreux revenus qu'elle tire de l'opérette Nolly-Prot...

La visite de Pétrin à Marseille, le 4 décembre 1940, provoque l'arrestation préventive et provisoire de quelque vingt mille suspects, dont Serge et Breton : il faut partir. « Si est besoin de justifier pour moi, explique Breton (3), et pour tels d'autres nous les démarches tendant à nous faire chercher asile en pays étranger, je ferai valoir que la position de certains surréalistes devant le régime de Vichy était exceptionnellement critique (...). Le 25 mars 1941, le Capitaine Paul-Lamarie embarque, parmi les émigrants et les républicains espagnols, Breton, sa femme, sa fille Aube, Victor Serge et Anna Seghers, Claude Lévi-Strauss.

New-York 1941 : « La dernière grande ville du monde qui soit dans l'après-guerre. Breton, logé par Tanguy, entretenu par Peggy Guggenheim (on retrouve dans sa fondation, à Venise, toutes les œuvres marquées de ce temps), reprend peu à peu du poil de la bête ; au-delà de lui se forme le cercle des intellectuels et des artistes en exil ; tous les jours, Breton parle aux Français sur les ondes de la Voix de l'Amérique ; en juin 1942, il fonde le revue *Tipic V*, où sera bientôt reproduit le *Jeu de Marseille* ; la même

année, il organise en faveur d'une association d'aide aux prisonniers une exposition qui fit grand bruit. « First Papers of Surrealism ». « De la place qui m'était assignée par les circonstances, répondra-t-il à un *Tiers inquisiteur*, je me fustige de n'avoir pas traité l'esprit de la Résistance en France (3). »

Enfin, à l'heure où les Américains délivrent Marseille, puis Paris, Breton écrit au Canada Arcane 17 (publié en 1944 à New-York, en 1947 en France) et conclut ainsi cette « Saison surréaliste »...

### Exil fatal

Nul doute qu'après les ruées coupées portées précédemment au surréalisme par la machine ou la guerre civile espagnole, le second conflit mondial n'ait mortellement enrayé le mouvement. Mais la question n'est pas tant de juger l'opportunité, la moralité du retrait de Breton, mais de constater qu'en choisissant ainsi l'exil, il s'écarterait, suicidairement, des débats d'après-guerre d'où se sont élevés tous les enjeux intellectuels de cette moitié de siècle. Maurice Nadeau l'avait bien vu qui, en 1945, avant même le retour de Breton, signait l'acte de décès du mouvement dans son *Histoire du surréalisme*.

Breton avait alors faiblement rétorqué : « On n'a jamais vu un biographe plus pressé. » Que l'on était loin de la violence brève et salutaire du tract que diffusèrent les surréalistes, au lendemain des accords de Munich, en 1938 : « N'importe votre guerre ni de votre paix ! »

CLAIRE PAULHAN.

(1) C'est dans les locaux que Jean Ballard et les Cahiers du Sud ont occupés pendant plus de trente ans qu'André Dimanche, l'éditeur d'*Une Saison*, a installé son bureau. André Dimanche dirige aussi les éditions Ryona.

(2) André Dimanche a publié, en 1983, pour la première fois dans sa forme originale de jeu de cartes, le *Jeu de Marseille*, édité par Victor Brauner, André Breton, Oscar Domínguez, Max Ernst, Jacques Hérold, Wilfredo Lam, Jacqueline Lamba, André Masson.

(3) André Breton : *Entretiens*. Ed. NRF. « Le point du jour », 1952.

© Bernard Noël : *Marseille-New-York 1940-1945 : Une Saison surréaliste*, André Dimanche éditeur (SRL, Diffusion), bilingue, 142 pages, 380 francs. Texte anglais de Jeffrey Aronson.

© Bernard Noël publié, par ailleurs, un recueil de courts textes poétiques : *Fables pour et par* (Editions Ulysse, 17, rue Aragon-Thourot, 83490 Le Muy).

## LA PLANÈTE AFFOLÉE

**A**Marseille s'ouvre le 12 avril une importante exposition intitulée « La planète affolée. Surréalisme, dispersion et influences 1938-1947 », dates de deux importantes expositions internationales du surréalisme qui se tiennent à Paris.

Elle s'attache notamment à rappeler le rôle de Marseille, où artistes et intellectuels se retrouvent entre 1940 et 1942, dans l'attente de pouvoir embarquer pour les Etats-Unis : ce sont André Breton, Marcel Duchamp, Jacques Hérold, Victor Brauner, Mattia, André Masson, Max Ernst, Hans Bellmer, Sylvia Likins — qui mourra jeune et ne partira pas — et aussi Claude Lévi-Strauss, Victor Serge, Anna Seghers, qui partiront pour l'Amérique sur le même bateau que Breton, via la Martinique, où le poète Aimé Césaire accueille les surréalistes.

Située dans le bâtiment de la Vieille Charité, magnifique témoignage de l'architecture hospitalière de la fin du dix-septième siècle réhabilité pour l'enfermement des vagabonds de la ville, et devenu aujourd'hui un centre d'histoire de la culture méditerranéenne, l'exposition réunit plus de trois cent cinquante tableaux et dessins ainsi que des documents nombreux. Elle établit un panorama mondial de la diaspora surréaliste, afin d'en dégager les influences et de rappeler l'importance qu'eut alors la « filière marseillaise ».

N. Z.  
© Du 12 avril au 30 juin, 2, rue de la Charité, 13002 Marseille. (Renseignements : 91-54-77-75.) Catalogues en vente à la direction de G. Viatte, Musée de Marseille, Flammation.

entretien avec Pierre de Fenoy



« Si on attendait que la photo soit prise, on ne pourrait pas travailler. Le temps est un peu comme le vent, il faut le saisir quand il souffle. »

« C'est un peu comme la vie, on ne peut pas attendre que tout soit prêt pour commencer. »

« On ne peut pas attendre que tout soit prêt pour commencer. »

« On ne peut pas attendre que tout soit prêt pour commencer. »

« On ne peut pas attendre que tout soit prêt pour commencer. »

« On ne peut pas attendre que tout soit prêt pour commencer. »

« On ne peut pas attendre que tout soit prêt pour commencer. »

« On ne peut pas attendre que tout soit prêt pour commencer. »



RENCONTRE

LARTIGUE OU LA VIE DEVANT SOI

par Monique Nemer

Les vues stéréoscopiques réalisées par Jacques-Henri Lartigue entre 1902 et 1928 seront exposées au Grand Palais à partir du 15 mai. Dès le 20 avril, l'éditeur Michel Lafon fait paraître le Journal de Lartigue de 1932 à 1985. Il nous a permis de publier le portrait qui sert d'avant-propos à ce livre.

MÊME pour qui a attentivement scruté les quelques milliers de feuillets du Journal que Jacques-Henri Lartigue a tenu de 1932 à 1985, la question demeure : qui est-il ? Un mondain qui a croisé tout ce que ce demi-siècle compte de célébrités, plus ou moins fugitivement éclairées par les feux de la rampe ? Un homme en perpétuelle quête du moyen - peinture, photographie - qui le rendrait maître d'un temps dont il éprouve, jusqu'à l'angoisse, la fugacité ? Un éternel enfant aux émerveillements inépuisables ? Un être qui maintient un dialogue ininterrompu avec ce Dieu auquel il remet le soin de le guider ?

Janvier 1986. Opio, un village de l'arrière-pays cannois. Et au détour d'un chemin qui bascule, nez en avant, vers la vallée, la maison ocre-rose qu'ils habitent depuis vingt-cinq ans, avec Florette, sa femme. On entre ; ils sont assis avec des voisins et amis, dans une cuisine ronde et chaude qui sent le gâteau à la cannelle et qui invente aux lents bavardages.

Lui ? Grand, droit, cheveux blancs bouclés, le regard très bien, juste un peu délavé par le temps, avec une légère brume dont on ne sait s'il faut l'imputer à une imperceptible distance à l'égard des choses de ce monde, ou à cette profondeur de réminiscence dans laquelle il se meut... Elle ? L'efficacité, la vigilance - et un grand rire clair venu d'un corps mince, dense, et qu'on dirait presque « terrien », n'étaient les très longs ongles carmin qui ponctuent des mains également aptes aux gestes familiers du quotidien et - Méditerranée oblige ! - aux envois des conversations enthousiastes.

Qui est Jacques-Henri Lartigue ? Et qui veut-il être ? Un peintre - ce que connaît seulement de lui un certain public, jusqu'en 1963 ? Un photographe - comme l'affirme la notoriété qui lui vient à peu près dans les mêmes années ? Un écrivain - ou du moins un être fasciné par l'écriture, comme en témoigne son souci constant de « mettre en mots » ses sensations, ses émotions, ses réflexions ?

Pour lui, le malentendu serait justement là, dans cette assignation à résidence, dans cette volonté d'étiquetage : « Peinture, photographie, écriture, je ne fais aucune hiérarchie, assure-t-il. Ce sont des moyens d'expression différents pour une même fin, retenez ce qui sans cesse passe. Si cela va très vite, je choisis la photo, parce que c'est l'art du fugitif... Ce qui est passionnément amusant avec la photographie, c'est qu'elle est apparemment un art de surface, et pourtant elle attrape des choses que je n'ai même pas perçues. Mais si je souffre de n'avoir pas vu, vu en profondeur le printemps, alors je peins. Et l'écriture complète tout cela, comme un regard vers l'intérieur, une passion et un jeu. »

Écriture-passion, écriture-jeu... Griffonné sur le sable de la plage d'Hendaye ou sous les frondaisons du bois de Boulogne, écrit assis en tailleur sur les tapis moelleux de luxueuses chambres d'hôtel ou adossé au mur tîdi d'une vieille maison provençale, noté dans le fracas des bombardements ou

après les fastes d'une réception élyséenne, ce Journal à la liberté, voire la désinvolture, d'une balade dans le temps où le promeneur choisit à son gré le coin de paysage où s'attarder...

Choix qui peuvent parfois déconcertent un lecteur contemporain gavé d'informations et qui s'étonnera peut-être de la formidable indifférence de Jacques-Henri Lartigue pour ce qu'il est convenu d'appeler l'« histoire ». Il l'admet volontiers : « Ce Journal est le reflet de ce qui se passe dans ma cervelle, et ma cervelle n'enregistre pas du tout les événements dits « historiques », sauf si j'y suis intéressé pour des raisons personnelles et amicales. Pour s'en préoccuper, je pense qu'il faudrait vouloir devenir acteur de ce théâtre du monde. Moi, les hommes, je les regarde en spectateur. Qu'ils se débrouillent comme ils veulent. Je ne fais pas partie de l'histoire. Dans le fond, je suis sans doute très égoïste - ou égotiste. - je ne m'arrête qu'à ce qui m'intéresse ou m'amuse. Et puis ce n'est qu'après coup qu'on sait que telle date, tel événement, vont devenir historiques. Or j'écris au jour le jour, et je ne me retiens jamais... »

C'est sans doute à cette écriture « au jour le jour » que le Journal de Lartigue doit une bonne partie de son charme. Pas d'« histoire », c'est vrai, mais bouffée après bouffée, de 1932 à 1985, l'« air du temps ». On y voit les voitures changer, les coiffures des femmes aussi. Leurs ongles se colorent, leur chevelure se décolore. Michèle Morgan vient de fêter ses vingt ans, Edith Piaf chante ses premières chansons et, dans les salons déserts de l'hôtel de Noailles à Marseille, un jeune soldat essaie de nouvelles musiques - il s'appelle Charles Trenet. Marlene Dietrich promène sa pâleur protégée d'une ombrelle dans les éblouissements solaires d'Eden Roc... Bientôt Martine Carol apparaîtra - et disparaîtra. Viendront, au fil des notes, Charlotte Rampling ou Nastassja Kinski, Fellini ou Dirk Bogarde, Robert Bresson succédera à Abel Gance, l'amitié de Michel Tournier à celle de Jean Cocteau...

A côté d'elles, à côté d'eux, la foule de ceux dont les noms ne disent rien, ou plus rien, si rapide est la roue de la faveur publique, mais qui donnent à cette traversée des années son épaisseur de vie et d'humanité. Jacques-Henri Lartigue mesurait-il, quand il écrivait ces notations brèves et parfois lapidaires sur tel ou telle, le flux et le reflux de la notoriété ? Le temps lui a-t-il donné des surprises ? « Toujours... Il est presque impossible de prévoir pour combien de temps quelqu'un tiendra le devant de la scène. J'ai une très importante collection de photos, d'autographes. Aujourd'hui, pour un grand nombre, on ne sait même plus qui c'est... Certains disparaissent complètement, d'autres montent tout d'un coup. Florette raconte à ce propos une anecdote significative. Elle peignait, et, en 1931, elle a exposé dans une galerie. A la fin de l'exposition, on lui a demandé si elle préférerait de l'argent ou choisir un tableau, là, dans le tas. « Dans le tas », elle a choisi un Carzou... ce qui était



une bonne idée. Mais cela veut dire qu'en 1951 une Florette valait un Carzou... Le temps modifie bien des choses... »

Le temps. C'est le maître mot de Lartigue. Peindre, photographier, écrire, il s'agit toujours de le prendre au piège, de l'enserrer dans un filet d'images ou de mots. Mais, curieusement, il n'y a en tout cela aucun désir de théaurisation : Lartigue n'a rien de l'avare abîmé dans la contemplation de sa cassette d'instantanés dérobés à l'oubli. C'est avant tout un infatigable coureur de fond, depuis quatre-vingt-douze ans : une belle distance... Seul compte encore, toujours, ce qui est devant : « C'est vrai, sourit-il, je suis un peu comme une ménagère qui a beaucoup de fruits dans son jardin, qui fait des confitures pour ne rien laisser perdre, mais qui ne mange que des fruits frais... Pour ce Journal c'est pareil : quand j'étais jeune, je me disais : je retrairai tout cela quand je serai vieux. Maintenant que je suis vieux, je continue, donc je n'ai pas le temps. Je ne regarde jamais derrière. Le futur arrive toujours au présent, et je n'ai que tout juste le temps de m'en occuper. »

Ce que le temps, le regard rétrospectif, conduisent à faire - évaluer, juger son passé et celui des autres - Lartigue en a remis une fois pour toutes le soin à Dieu. Non qu'il soit simplement assuré d'avoir toujours raison : « Je crois souvent me tromper. Je fais des choses qui sont mal, d'autres mieux. Mais Dieu seul est juge. Le « bien » au regard des hommes m'est complètement égal. Les êtres humains m'inté-

ressent prodigieusement en tant que tels, mais leurs jugements sont pour moi secondaires. J'ai toujours vécu, et nous vivons encore, au milieu de gens infiniment différents. Nos amis sont aussi bien un vieux jardinier qu'un homme de génie. La seule chose qui m'ennuie profondément, c'est ce qui est lugubrement conventionnel. Je n'aime que ceux qui sont jeunes, ce qui ne veut pas dire nécessairement « les jeunes », parce que ce n'est pas une question de date d. naissance, mais d'esprit, ou de cœur. »

Le tennis et la photo

Des « jeunes », au sens premier du mot, le hasard veut qu'il y en ait, ce soir de janvier, à la télévision : elle retransmet des images du Masters de tennis et des essais du Rallye de Monte-Carlo. Que pense, soixante, soixante-dix ans après, le Lartigue tennismann, camarade de Suzanne Lenglen et de Borotra, ou celui qui, dans les années 20, fut les plus nouveaux modèles automobiles ? « Les joueurs de tennis ? Bien sûr, il y a une continuité. Mais ils s'amusent beaucoup moins que nous au temps des championnats. Le tennis était vraiment un jeu. Eux travaillent beaucoup plus et réalisent d'indiscutables performances. Aucun des champions de mon temps ne les battraient. Mais maintenant, il s'agit d'un métier... La voiture ? C'est toujours follement amusant, du moins des voitures-là... Parce que les automobiles de série, franchement, c'est comme les brouettes : des instruments pratiques, sans plus. »

Hier... Aujourd'hui... Demain... Bien sûr, à la lecture de ces pages, on sourit parfois de prévisions que rien ne vint avérer ou, au contraire, on s'étonne d'immenses aveuglements aux imminences du futur. Lartigue, c'est d'abord un homme « au présent », il y « colle », et bouge avec lui. Les techniques ont changé en photo - « Je m'y suis habitué au coup par coup », dit-il - comme au cinéma : rien de plus savoureux que de confronter le récit homérique des tournages du Roi Pausole, en 1932, et de la Cité des femmes de Fellini, en 1979... Et qui pourrait comme lui, en sablant à 10 000 mètres d'altitude le champagne anniversaire de la traversée de l'Atlantique par Lindbergh, évoquer cet autre champagne, lui avec Sacha Guity et Yvonne Printemps, cinquante ans avant, le jour de l'exploit du Spirit of Saint Louis ?

Flash-back... Mais quelque chose, chez Jacques-Henri Lartigue, plane au-delà des turbulences du temps, quelque chose comme une note filée, une ligne mélodique tenue au-dessus des discordances d'hier et d'aujourd'hui : l'émerveillement inquiet devant ce printemps qui, une fois de plus, défilera son œil de peintre ; un effet de brume et de distance qui provoquera son regard de photographe ; l'étrange trouble né de la vue d'une longue main féminine dont la subtilité échappera aux mots. Et avant tout, cette indicible « présence » qui est à la fois au fond et au-dessus des choses de la terre.

Car l'épaisseur du temps passé est, somme toute, une notion bien

UN SEUL MOT D'ORDRE POUR CELUI QUI PONCTUE CES QUATRE-VINGT-DOUZE ANNÉES DE VIE : CONTINUER.

relative. Qu'on en juge... 1905 : Jacques-Henri a onze ans, il se promène au Bois, son gros appareil photo comme toujours, sur l'épaule. Débouche d'une allée une belle calèche menée par des chevaux blancs. « Tu vois, lui dit son père, c'est le président Loubet. » On est au crépuscule, mais le jeune Jacques-Henri prend la photo en priant : « Mon Dieu, faites qu'elle soit réussie... » Hélas ! elle ne l'est pas : trop sombre, indiscernable.

1968, le grand photographe américain Richard Avedon vient faire un choix de photos de Lartigue pour ses *Instants de ma vie* et avise le petit négatif resté là, obscur - à tous les sens du terme. « C'est une photo du président Loubet, lui dit Lartigue, mais elle est ratée... » Seulement en 1968 on peut « rattraper » un négatif trop sombre. La photo est tirée : elle est superbe. La réponse à la prière de l'enfant avait mis soixante-trois ans pour arriver, mais qu'est-ce que cela, au regard de l'éternité ?

Alors, face aux désarrois comme aux bonheurs, aux constats d'impuissance comme aux espoirs renouvelés, un seul mot, celui qui clôt ces cinquante-trois années du Journal, celui qui ponctue ces quatre-vingt-douze années de vie : continuer.

Jacques-Henri Lartigue, ou l'amour fou de la vie. Sous toutes ses formes.

« L'ŒIL DE LA MÉMOIRE, Jacques-Henri Lartigue, Editions Carrière-Michel Lafon, 496 pages, 94 francs. »

« Deux volumes de ce « Journal » ont déjà paru : *Mémoire sans mémoire* (1903-1921), chez Robert Laffont, et *L'Esmerald* (1923-1931), chez Stock.

MESURES D'AC  
• Lib  
• Gel  
• Nou

enjeu  
européen

L'af

RELIGION  
Les silen